

L'évolution démocratique en Pologne et l'afflux d'Allemands de l'Est en RFA

Le Parti communiste réclame à M. Mazowiecki de nombreux postes ministériels

« Une nouvelle ère »

Sous les Occidentaux se félicitent de l'éclosion historique qui vient d'être franchie en Pologne avec la formation d'un gouvernement dirigé par un homme de Solidarité, ils ne tiennent pas sur les toits. La prudence est de mise. Tant à Washington qu'à Londres, Paris ou Bruxelles, on sent que les responsables ne tiennent pas à accroître le trouble en faisant des déclarations triomphalistes sur ce coup très dur assés au pouvoir communiste pour la première fois depuis plus de quarante ans dans un pays de l'Est.

Ce ne serait pas rendre service au nouveau président du conseil à Varsovie, M. Tadeusz Mazowiecki, dont le tâche s'annonce extrêmement difficile : le pays est au bord de la faillite, le programme de redressement économique du syndicat est encore bien vague, et l'effet de choc sur lequel on compte pour remodeler la population paraît étiolé, tant les vicissitudes de la vie quotidienne sont grandes pour les Polonais. Pour sortir du marasme, la nouvelle équipe table sur une aide étrangère de 10 milliards de dollars dans les trois années à venir.

Il s'agit aussi de ne garder de toute déclaration excessive qui pourrait être interprétée, à l'Est, comme une ingérence dans les affaires intérieures polonaises et qui risquerait de compliquer les relations avec l'Union soviétique avant la première rencontre au sommet entre George Bush et Mikhaïl Gorbatchev.

La même réserve s'observe d'ailleurs à Moscou, où les « Izvestia », organe du gouvernement, ont rapporté plutôt laconiquement la nomination de Tadeusz Mazowiecki en précisant que cet opposant, « persécuté autrefois », n'a pas été associé à la Nomenklatura, qui a échoué. Cette absence de commentaires critiques masque difficilement une certaine préoccupation — liée notamment aux relations futures au sein du pacte de Varsovie.

Les autres membres de la famille communiste est-européenne sont franchement indignés, à l'exception de la Hongrie, où un journal de Budapest, « Vasarnapi Hírek », n'hésite pas à parler de la venue d'une nouvelle ère, non seulement en Pologne mais dans tout le camp socialiste. On ne s'étonne pas de la réaction de la presse roumaine, qui estime que la désignation de Tadeusz Mazowiecki « est contraire aux intérêts du peuple polonais, et au socialisme en général ». Les dirigeants tchécoslovaques, de leur côté, n'ont pas digéré que les nouveaux parlementaires polonais aient condamné, jeudi dernier, dans une résolution, l'intervention des forces du pacte de Varsovie à Prague, il y a exactement vingt et un ans, le 21 août 1968. Les Allemands de l'Est sont du même avis. Quant aux Bulgares, jusqu'à présent, ils n'ont pas ouvert la bouche.

Aussi, la plupart des « frères » de la Pologne dans le monde communiste émettent de sérieuses réserves sur ce changement qui constitue sans doute, comme le dit un ancien du « printemps de Prague », l'extrême limite de ce que Moscou pouvait accepter.

M. Tadeusz Mazowiecki — dont la Diète polonaise doit approuver jeudi 24 août la nomination au poste de premier ministre — poursuit de difficiles négociations pour la formation de son gouvernement. Le Parti communiste a en effet annoncé qu'il ne se prononcerait en sa faveur que si un accord intervenait sur « le programme et la structure politique » du cabinet. Il réclame un nombre de ministères égal à celui attribué à Solidarité.

GDANSK
de notre envoyée spéciale

« On a beau opérer le plus grand tournant de l'Europe de l'Est depuis Yalta », comme le dit Lech Walesa, c'est la crise en Pologne et ce n'est pas au champagne, mais à l'eau minérale que le président de Solidarité a trinqué, dimanche 20 août, avec « son » premier ministre, Tadeusz Mazowiecki devant quelques milliers de paroissiens aux anges dans la cour de la paroisse Sainte-Brigitte de Gdansk. L'Eglise, qui a elle aussi désormais « son » premier ministre en la personne de ce catholique distingué, ne pouvait faire moins que de le faire ovationner lors d'une messe solennelle que l'on avait commencée en entonnant l'hymne national, les doigts levés en V de la victoire, tandis que Lech Walesa prétendait s'habituer à son nouveau rôle de numéro deux, comme si tout le

monde ne savait pas que c'est lui qui continue de diriger Solidarité d'une main ferme.

Soudain, dans l'euphorie générale, quelques cris éclatent : « Nous voulons du pain, pas un premier ministre », scandent une vingtaine de jeunes radicaux. « Ce n'est ni moi ni le premier ministre qui avons détruit la Pologne », rétorque Lech Walesa depuis le balcon du presbytère. Mais nous avons maintenant une grande chance [de pouvoir changer cela], c'est de votre responsabilité à tous. Le syndicat que je dirige devra vous réorienter ; ce n'est pas parce qu'on crie plus fort qu'il y a davantage de pain ».

« Je sais bien que la Pologne a besoin de paix ! s'écrit à son tour Tadeusz Mazowiecki. Mais il faut en finir avec ce sentiment de désespoir ».

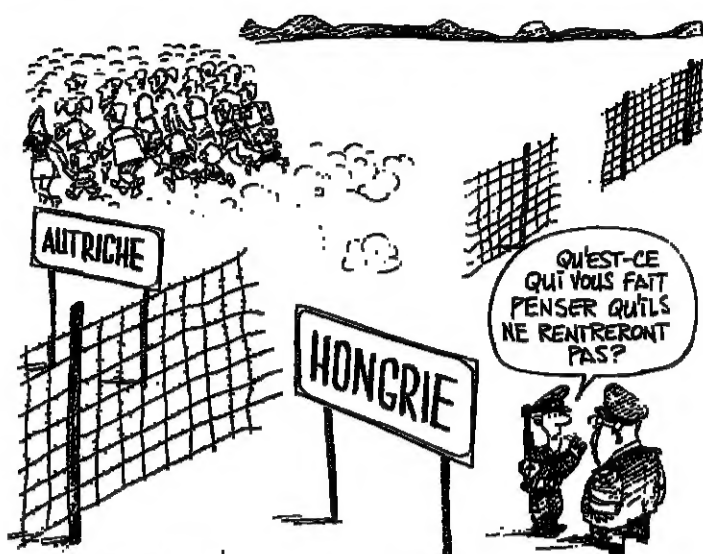
SYLVIE KAUFFMANN.
(Lire la suite page 6.)

Bonn souhaite accueillir les réfugiés sans compromettre ses relations avec la RDA

Depuis le démantèlement du rideau de fer à sa frontière avec l'Autriche, la Hongrie est devenue le point de ralliement d'une nouvelle vague de fuyitifs est-allemands cherchant à gagner la RFA. Profitant d'un pique-nique austro-hongrois dans la petite ville frontalière de Sopron, cinq cents d'entre eux ont forcé le passage samedi 19 août. Par son caractère spectaculaire, cette fuite va accroître les pressions qui s'exercent sur le chancelier Kohl pour être plus ferme à l'encontre de la RDA. Mais Bonn souhaite accueillir ces réfugiés, sans pour autant compromettre ses relations avec la RDA.

SOPRON
(frontière austro-hongroise)
de notre envoyé spécial

La plus importante fuite collective de citoyens est-allemands vers l'Occident depuis la construction du mur de Berlin s'est produite samedi 19 août près de la petite ville hongroise de



PANCARD

Sopron. Profitant d'un « pique-nique » organisé conjointement par les groupements oppositionnels hongrois et le Mouvement pan-européen animé par Otto von Habsbourg, député européen et héritier de la dynastie autrichienne, près de cinq cents Allemands de l'Est ont franchi la frontière en se mêlant aux milliers de Hongrois et d'Autrichiens qui avaient répondu à l'appel des organisateurs. Il avait été convenu avec les autorités hongroises que, à l'occasion de ce rassemblement, un ancien poste frontière sur un chemin de campagne entre Sopron et le village autrichien de Saint-Margarethen serait ouvert.

LUC ROSENZWEIG.
(Lire la suite page 7.)

Un entretien avec M. Marc Blondel (FO)

« Faisons redécouvrir aux salariés les cahiers de revendications »

Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, affirme sa volonté de renforcer la combativité des salariés en leur faisant « redécouvrir le cahier des revendications ». Il s'en prend, par ailleurs, au gouvernement qui, selon lui, doit s'attendre à des « réactions assez vives » dans le secteur public et chez les fonctionnaires.

« Comment voyez-vous le climat social à la rentrée ? »

— Je ne fais pas partie de ces prophètes qui annoncent une rentrée chaude. A force d'avoir absorbé les conflits ou les contentieux, le gouvernement va se trouver à l'heure de vérité. On va se rendre compte que les solutions qui ont été trouvées sont inacceptables, car trop modestes, ou ne sont pas durables. Je crains des réactions assez vives dans la fonction publique et le secteur public, notamment chez les cadres B,

pouvant donner lieu à une certaine généralisation.

« Nous allons aussi avoir des débats importants sur la sécurité sociale et l'assurance-chômage. Je souhaite que l'on règle le problème de l'UNEDIC non pas pour deux ans mais, par exemple, pour cinq ans. La situation financière du régime devrait le permettre.

Propos recueillis par
MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 21.)

La mission française au Liban

Une mise en garde de M. Mitterrand
PAGE 3

Collision sur la Tamise

Au moins vingt-neuf morts
PAGE 10

500 000 jeunes avec le pape

Un Woodstock à l'envers
PAGE 10

1933-1940, l'année terrible

XXVI. — Paris à l'heure allemande
PAGE 2

Le sommaire complet se trouve page 24

Militantisme politique et montée de l'abstentionnisme

Les partis en déshérence

Les partis politiques sont en crise. Méprisés de l'extérieur, incapables de rassembler, pour ce qui concerne les trois grands partis de gouvernement (RPR, UDF, PS), plus de la moitié des suffrages exprimés aux élections européennes, soit un quart des inscrits, ils sont contestés de l'intérieur où l'on s'efforce de rénover à tout-va. Dans la série dont nous commençons la publication, des militants parlent.

Les jugements des Français sont connus au travers des dernières élections européennes, de l'abstentionnisme chronique depuis les élections législatives de juin 1988 et des sondages. Ceux des militants politiques sont méconnus.

Le RPR, mis à mal par l'échec de Jacques Chirac à l'élection présidentielle et par les velléités de rénovation, consulte ses adhérents. Le Parti socialiste aussi, en pleine phase de préparation de son congrès « idéologique ».

Tous, à droite comme à gauche, mais singulièrement à l'UDF et au RPR, réfléchissent aux structures d'organisation de leur camp. La France doit-elle s'ali-

gner sur les grandes démocraties occidentales dans lesquelles la vie politique s'organise autour de deux pôles, l'un conservateur, l'autre progressiste, ou bien préserver une multiplicité de partis ? La droite doit-elle absorber ou non l'extrême droite du FN ? Les socialistes ont-ils intérêt à déserter, s'ils en sont capables, les écologistes ou à passer alliance avec les Verts ?

S'ils sont appelés à réfléchir, les militants politiques n'échappent pas à la sinistrose ambiante. A l'exception des fans du Front national qui consolide ses positions électorales, des Verts qui sont en pleine poussée de séve, et surtout des communistes d'autant plus fidèles et portés sur leur foi qu'ils sont moins nombreux, la plupart expriment leur amertume. Ils ont été déçus par les échecs de leurs idoles ou par l'exercice du pouvoir (c'est le cas de nombreux socialistes). A la défaite en pleurant des premiers répond la victoire grincheuse des seconds.

Tous émettent sur la classe politique — coupée des réalités, disent-ils — et sur des débats nationaux empreints de « parisianisme », des jugements sévères.

Si la majorité d'entre eux regrette l'effacement des différences idéologiques entre la gauche et la droite, ils font preuve d'une absence de sectarisme étonnante. Et surtout, ils ont bien l'intention, malgré tout, de continuer à militer, même si certains puisent plus de joie et d'intérêt à le faire dans des associations locales.

Tel est le bilan de l'enquête que nous avons demandé à nos correspondants et à nos envoyés spéciaux de mener dans toute la France et dans tous les partis. Il s'agissait de faire parler les militants politiques. Ils parlent.

J.-Y. L.

(Lire page 8
« Les orphelins du militantisme ».)

Le Monde

ECONOMIE

■ Le « splendide » isolement de la Roumanie. ■ L'art de faire semblant en Bulgarie. ■ La chronique de Paul Fabra : « Le sens des réformes en URSS et ailleurs ».

Pages 15 et 16

A PARAITRE LE 28 AOUT

Geneviève BRISAC

Madame placard

roman

GALLIMARD nrf



سكنا من الاصل

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

T A T T U P E T T O

LIBAN : l'envoi de navires français

Un groupe terroriste profère à nouveau des menaces contre les otages occidentaux

BEYROUTH
de notre envoyé spécial

Deux semaines après avoir vu s'écrouler de lui la « sentence de mort » proférée par l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) après l'enlèvement par un commando israélien d'un responsable israélien, Cheik Abdel Karim Obeid, M. James Ciccipio est, de nouveau, l'objet d'une menace sur sa vie, mais, cette fois, en raison de l'arrivée prochaine, au large du Liban, d'une importante armada française. L'OJR, qui déteste depuis septembre et octobre 1986 deux autres américains, MM. Ciccipio et James Austin Tracy, a, dimanche 20 août au soir, dans un communiqué authentifié par une photo de M. Tracy et parvenue à une agence de presse occidentale à Beyrouth, fait savoir à « l'Amérique qui manipule la France que toute stupidité commise par la flotte française mettra en danger la vie des otages américains. Il faut qu'elle prenne en facteur en considération dans ses calculs ».

L'OJR, qui a démis, puis libéré par étapes, les quatre membres de l'équipe d'Antenne 2, plus M. Marcel Coudane, et qui a libéré, sans jamais avoir revendiqué leur rap, MM. Camille Soutar et Roger Auger, adresse son communiqué « aux dirigeants haineux de la France qui ont la mémoire courte ». « La France, affirme ce communiqué, intervient une nouvelle fois en Orient en tant qu'ennemi des peuples opprimés et dévot son voyage perfide, alors que nous pensions qu'elle avait tiré les leçons d'un passé amer et qu'elle ne réitérerait pas l'expérience. Les derniers développements prouvent que les dirigeants de la France ont oublié les leçons », poursuit le communiqué, qui ajoute : « L'OJR, qui a choisi de défendre les droits des opprimés, ne permettra pas à la France, sous quelque couverture que ce soit, d'intervenir dans la région ». L'OJR précise alors ses menaces qui, outre celles visant la vie des otages américains, s'adressent à la France, à qui est faite « une mise en garde sévère dans la forme et dans le fond » : « la sécurité stratégique en profondeur » sera laissée à son choix, affirme l'OJR, qui ajoute : « Notre riposte ne sera pas conjoncturelle, tous les moyens de pression et toutes les éventualités sont à envisager ».

En termes clairs, l'OJR, dont les intérêts ont toujours été concordants à ceux de l'Irak, menace les intérêts français non seulement au Liban, mais partout dans le monde, y compris en France.

Dès la première manifestation — la manifestation du rap, de l'équipe d'Antenne 2, en avril 1986, — l'OJR, qui appartient à la nébuleuse pro-iranienne des preneurs d'otages, avait menacé la France en raison de sa présence au Liban, à l'époque, par le corps des observateurs du cessez-le-feu, les « casques bleus », déployés en 1984 après le retrait de la force multinationale, et par la participation française à la FINUL (Force internationale des Nations unies au Liban). Au fil des mois, l'OJR réclamait aussi de la France l'arrêt de son soutien à l'Irak dans sa guerre contre l'Iran.

La porte-avions Foch, escorté par la frégate anti-aérienne Casard, a quitté Toulon, samedi 19 août, à destination des côtes du Liban, au large desquelles il devrait arriver dans environ quatre jours. Le Foch, dont la flotte africaine se compose de Super-Éclaireur, de Crusader et d'Éclaireur, ainsi que d'hélicoptères de l'armée de terre, retrouvera en Méditerranée orientale le pétrolier-ravitailleur Var, l'avis de l'Estimé d'Orves et la frégate Douvres. Par ailleurs, au retour de sa mission à Beyrouth, M. Alain Decaux a confirmé qu'il avait proposé, comme « suggestion », à ses interlocuteurs libanais la réunion « des différentes parties » (libanaises) en un lieu à déterminer. Le ministre a, en outre, qualifié son Arconte-2 de « parfaitement inadapté » pour la France les récents propos du chef druze Walid Joumblatt.

Prévisible, ce chantage aux otages met toutefois Paris dans une position d'autant plus délicate que la France fait cavalier seul dans son intervention dans la crise libanaise et alors que la porte-avions Foch fait route vers le Liban. Le retour à l'affaire des otages dans le contexte du drame que vit le Liban intervient aussi alors que les relations syro-libanaises, deux pays liés pour les otages, paraissent au beau fixe — concernant le Liban tout au moins — et qu'on affirme, de très bonnes sources, que Téhéran s'est engagé à ne rien céder dans cette affaire sans l'aval de la Syrie.

Dans son dernier communiqué, le 6 août, relatif à la promesse de « libération immédiate » de M. Ciccipio contre notamment l'élargissement de quatre cent cinquante prisonniers libanais et palestiniens, l'OJR réclamait déjà que « le commandement syrien accepte de mener, pour les faire abriter, les négociations ». Ce qui signifie que Téhéran, tout en préservant ses propres intérêts, donne à Damas un rôle indispensable et politiquement inamovible face aux États-Unis, tant dans la crise libanaise que dans celle du Proche-Orient.

Le changement de ton de Washington

N'est-ce pas dans ce contexte qu'il faut voir le changement de ton de Washington à l'égard de Damas ? Alors qu'il y a dix jours, le département d'État mettait sévèrement en cause la Syrie dans les bombardements au Liban, vendredi dernier, après l'appel non respecté de l'ONU au cessez-le-feu, le porte-parole du département d'État déclarait froidement qu'il n'y avait pas d'indication d'une participation syrienne aux bombardements « du littoral du pays chrétien ».

Un an et demi après être sortie elle-même du piège des otages au Liban, la France se trouve donc de nouveau confrontée à un chantage qui risque de l'opposer à Washington, alors que la décision d'envoyer une partie de la flotte au large du Liban est dénoncée avec plus ou moins de violence dans l'ensemble du camp musulman au Liban.

Pour être modérée, la réaction du chef du gouvernement à majorité musulmane, M. Salim Hoss, n'en est pas moins significative, puisqu'il a demandé officiellement, après pourtant les assurances que lui a données M. Decaux lors de sa visite à Beyrouth, des « éclaircissements » sur les mouvements de la flotte française.

Le chef druze, M. Walid Joumblatt, nous a, pour sa part, déclaré samedi : « Les Français doivent savoir que s'ils veulent acheter de l'approvisionnement à l'ombre de leur flotte, on va leur tirer dessus. S'ils insistent, ce sera l'escalade. La politique de la France, a poursuivi M. Joumblatt, visiblement peu convaincu après son entretien avec le ministre délégué à la francophonie, se base sur les données du dix-neuvième siècle. Elle voit le Liban sous un angle chrétien et cherche avec sa flotte à imposer un cessez-le-feu pour donner un répit à Aoun [le chef du gouvernement libanais chrétien]. En agissant de la sorte, la France consacre la partition du Liban, mais sa volonté de créer un État chrétien menace tous les chrétiens d'Orient. Si la France veut évacuer ses ressortissants, a enfin déclaré M. Joumblatt, qu'elle le fasse sur un paquebot, elle n'a pas besoin d'une telle flotte, et à partir de Tripoli [sous contrôle syrien] et non de Jounieh, c'est plus sûr ».

Les dirigeants français et M. Mitterrand auront beau multiplier les déclarations d'apaisement et déclarer, comme il l'a encore fait dimanche le chef de l'État, que « la mission des navires est une mission de sauvegarde et que l'intention française est d'être à tous les Libanais », rien n'y fera. On ne peut effacer l'histoire, et l'arrivée de la flotte française dans ce

contexte se peut apparaître, pour la majorité des Libanais, que comme un tentative de sauvetage exclusivement destinée aux chrétiens du Liban ou, au mieux, comme un moyen de pression pour les soulager. Ce, d'autant que le général Aoun, pour sa part, ne cache pas, comme il l'a dit dans une interview au Journal du dimanche, qu'il « souhaite une intervention militaire française » pour l'aider « dans sa guerre de libération ».

Pour la population chrétienne, cette arrivée de la flotte suscite plus d'inquiétudes que d'espoir. « Que vient-elle faire ? » C'est la question que tout un chacun se pose, avec le souvenir que la précédente mission française d'assistance humanitaire, en avril, avait provoqué un surcroît de violence. La perspective d'une évacuation à envisager pour la communauté française — environ sept mille personnes, dont 80 % dont la double nationalité — a, d'autre part, créé un mouvement de panique dans le pays chrétien, où de nombreux Libanais se demandent s'ils pourront profiter, eux aussi, des bateaux français.

Alors que les bombardements revendiqués cette fois par le commandement de l'armée libanaise relevant du gouvernement de M. Salim Hoss se limitent depuis maintenant trois jours essentiellement au littoral du pays chrétien, avec la riposte de l'artillerie du général Aoun autour des positions syriennes, et que se poursuivent quotidiennement les accrochages le long de la ligne de démarcation séparant les deux secteurs de Beyrouth, le Liban attend donc dans la crainte l'arrivée de la flotte française.

Il ne fait pas de doute toutefois que, par son intervention, l'OJR, ou plutôt ses parrains irano-syriens, cherchent à briser le déjà très faible consensus occidental sur la question libanaise, et que Paris risque de se trouver bien seul dans une action encore plus difficile à gérer.

FRANÇOISE CHÉPAUD.

En marge des heurts avec l'armée israélienne

Accroissement des violences inter-palestiniennes dans les territoires occupés

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« Le pourrissement », disent les commentateurs — israéliens et même palestiniens — pour décrire une situation où l'intifada (soulèvement palestinien) se traduit toujours par son lot quotidien d'affrontements avec l'armée — quatre morts ce week-end — et par un net accroissement des violences inter-palestiniennes.

Immanquablement attribuées par les militants à la « lutte contre les collaborateurs » de l'administration territoriale israélienne, les violences inter-palestiniennes ont atteint, ces dernières semaines, un rythme sans précédent depuis le début du soulèvement en Cisjordanie et à Gaza. Dans le courant de l'été, près d'une quarantaine de Palestiniens ont été assassinés par des « groupes de choc » de l'intifada. La brutalité de certaines attaques a parfois choqué les milieux nationalistes modérés. Dernièrement, à Naplouse, un homme a été brûlé aux mains et au visage puis tabassé à mort par des « combattants » locaux qui essaient de faire respecter « la morale publique » : la victime buvait de l'alcool et aurait consommé de la drogue. Dans un village de Cisjordanie, un professeur du secondaire, accusé de « collaboration », a été poignardé, frappé à coups de hache, et son corps ensuite jeté dans la cour de l'école.

Les vieux mettent en garde ; ils rappellent que la grande révolte palestinienne de 1936, contre les Britanniques et les sionistes, avait largement dégénéré en sanglants règlements de comptes entre familles et clans rivaux. Depuis novembre 1987, début de l'intifada, une centaine de Palestiniens ont été tués au titre de cette « lutte contre les collaborateurs » ou prétendus tels. Le mot d'ordre figure toujours en bonne place dans les communiqués de la Direction unifiée du soulèvement. Mais certains milieux nationalistes influents commencent à y voir le danger d'une spirale de violences incontrôlées ; ils évoquent une menace de dénouement d'un soulèvement qui fut longtemps, caractérisé par la discipline de militants agissant en harmonie, relative, avec la population.

La « lutte contre les collaborateurs »

Pour la première fois, la semaine passée, la Direction, qui regroupe les principales tendances de l'OLP, a réagi. Dans son communiqué numéro 44, elle reconnaît, implicitement, que, sous le prétexte de la « lutte contre les collaborateurs », se règlent bien des comptes qui n'ont rien à voir avec le soulèvement — conflits personnels et affaires de droit commun, notamment. La Direction appelle les activistes à « ne tuer aucun collaborateur avant qu'il ait eu la possibilité de se repentir et avant que la direction ait approuvé l'exécution ». Une des personnalités nationalistes les plus respectées de Cisjordanie, M. Fay-

sal Hussein, a été plus loin, appelant à l'arrêt des violences inter-palestiniennes et au maintien de ce qu'il appelle un « soulèvement propre ».

Parallèlement, les affrontements avec l'armée ne donnent aucun signe de répit : vingt morts en juin, trente et un en juillet — victimes de tirs à balles réelles. Le week-end a été marqué par de nouveaux accrochages entre lanceurs de pierres et soldats : quatre Palestiniens ont été tués, une vingtaine d'autres blessés.

Une source palestinienne nous a rapporté que l'une des victimes, un jeune homme tué samedi 19 août en pleine ville de Béchém après qu'une patrouille ait été attaquée à coups de pierres, avait été touché, « presque à bout portant », par les tirs de revolver de deux agents des services israéliens déguisés en touristes, portant bermudes, appareils de photo et guide de voyage. L'armée n'a pas fait de commentaires.

Cependant, une enquête a été ouverte après la découverte, dans la zone industrielle d'El Bireh-Ramallah (au nord de Jérusalem), du corps d'un Palestinien de quatorze ans portant une blessure par balle en pleine tête, des traces de coups au visage (dents cassées) et des marques de brûlure sur la poitrine. Né aux États-Unis, Amjad Jibril appartenait à une famille de nationalité américaine, récemment revenue s'installer à El Bireh. Des parents et des témoins ont affirmé que le garçon avait été arrêté au milieu de la semaine passée après un incident dans la ville : l'armée a assuré que le jeune homme n'avait jamais été emprisonné dans l'un de ses centres de détention.

ALAIN FRACHON.

● L'événement irakien a survécu la frontière libano-jordanienne. — Israël a élevé récemment une « vigoureuse » protestation auprès de la Jordanie à la suite du « survol de la ligne de cessez-le-feu libano-jordanien » par des avions militaires irakiens, a annoncé, dimanche 20 août, la radio militaire israélienne. Israël accuse la Jordanie d'avoir autorisé ces appareils de reconnaissance irakiens à survoler le territoire jordanien pour photographier des positions israéliennes le long de la ligne de cessez-le-feu. — (AFP.)

● UNESCO : la demande d'admission de l'OLP jugée « prématurée ». — M. Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, a déclaré, dimanche 20 août, que la demande d'admission de l'OLP à l'agence des Nations unies était prématurée et n'avait aucune chance d'aboutir. « J'ai dit à Arafat que sa demande était prématurée et ne déboucherait sur rien lors de l'assemblée générale », a-t-il déclaré au quotidien espagnol El País.

Cette demande doit être discutée en octobre lors de la prochaine assemblée générale de l'UNESCO. — (Reuters.)

IRAN : en évinçant un radical

M. Rafsandjani a engagé l'épreuve de force avec le Parlement

Le président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani a mis à profit sa première initiative politique depuis son élection, le 28 juillet, pour évincer l'un des porte-drapeaux de la révolution radicale au sein du gouvernement iranien : l'homme d'État Ali Akbar Mohtachemi, ancien ministre de l'Intérieur, dont le nom n'apparaît pas dans le cabinet présenté au Parlement samedi 19 août par l'homme fort de l'Iran.

Pas de changement aux affaires étrangères

M. Rafsandjani a ainsi pris le risque d'un affrontement avec une majorité de députés qui, dans une lettre qu'il lui a adressée, ont exprimé « leur préoccupation devant l'absence » de M. Mohtachemi du nouveau cabinet. Dans ce texte, cent trente-six parlementaires — sur deux cent soixante-dix — demandent son maintien au gouvernement, rappelant qu'il s'agissait de « l'un des proches de l'imam Khomeiny ».

Autres personnalités absentes de la liste présentée par M. Raf-

sandjani : l'ancien premier ministre, M. Mir Hossein Mousaoui, ainsi que M. Mohamed Reychari, ex-ministre des renseignements.

A la place de M. Mohtachemi, le chef de l'État a présenté M. Abdollah Nouri, qui était également un proche de l'imam défunt, dont il a notamment été le représentant au sein des gardiens de la révolution.

En revanche, les affaires étrangères, attribuées à M. Ali Akbar Velayat, ne changent pas de titulaire. Sur les vingt-deux membres de la liste proposée par M. Rafsandjani, douze sont de nouveaux venus, les autres étant maintenus à leur poste actuel.

Ces nominations doivent donner lieu à un débat au Parlement — qui a la possibilité de refuser les ministres présentés, — dont le résultat constituerait un test d'importance pour le président Rafsandjani. Son pragmatisme lui a permis, jusqu'à présent, de venir à bout de tous les obstacles que lui ont opposés ses adversaires.

Y. H.

Un nouvel appel du pape pour un cessez-le-feu

Bien malgré lui, le Liban a été la vedette des journaux de Saint-Jacques-de-Compostelle. On connaît, en effet, dans ce pays, une certaine communauté de jeunes chrétiens libanais, dont le Père Mansour Labaki, ayant spécialement quitté leur pays pour ce pèlerinage en Espagne, ils avaient été notamment pris en charge par des groupes français (la communauté de l'Immaculée — Jeunes-Christiens-Servants). Une partie d'entre eux étaient présents dans le hydrogèneur qui, au large de Jounieh, a été bombardé le 6 août. Deux fillettes avaient été noyées.

En trois jours, à Compostelle, une pétition pour la paix au Liban, qui a été lue par le pape à la fin de la cérémonie de dimanche, a recueilli 70 000 signatures. Le pape a regretté, à la fin de son intervention que, malgré

ses propres appels et ceux des Nations unies, un cessez-le-feu ne soit pas intervenu à Beyrouth. « Il semble que le projet soit de détruire la ville de Beyrouth, spécialement les quartiers habités par les chrétiens », a déclaré Jean-Paul II, sans évoquer, comme il l'avait fait une semaine plus tôt à Rome, le rôle des Syriens.

« Au nom de Dieu, a-t-il conclu, je renouvelle à toutes les autorités mon appel à un cessez-le-feu immédiat, pour que puisse commencer un dialogue, qui porterait sur un accord prenant en compte la diversité de tous les droits historiques et religieux, données de nouveaux à toute la population, sans discrimination aucune, l'aspiration de pouvoir vivre dans un climat de paix et de respect réciproque ».

En trois jours, à Compostelle, une pétition pour la paix au Liban, qui a été lue par le pape à la fin de la cérémonie de dimanche, a recueilli 70 000 signatures. Le pape a regretté, à la fin de son intervention que, malgré

ses propres appels et ceux des Nations unies, un cessez-le-feu ne soit pas intervenu à Beyrouth. « Il semble que le projet soit de détruire la ville de Beyrouth, spécialement les quartiers habités par les chrétiens », a déclaré Jean-Paul II, sans évoquer, comme il l'avait fait une semaine plus tôt à Rome, le rôle des Syriens.

« J'exclus l'idée que l'on puisse s'en prendre militairement à des navires remplissant une mission humanitaire »

déclare M. François Mitterrand en Espagne

MADRID
de notre correspondant

Le temps n'est plus où les visites à Madrid du président de la République étaient sources de polémiques et de campagnes antifrancophones. Les rapports entre les deux pays ont connu en effet un spectaculaire réchauffement, et les rencontres entre M. Mitterrand et le président du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, sont maintenant devenues monnaie courante.

Aussi, face à la disparition des lignes bilatérales, les deux hommes préfèrent-ils désormais consacrer l'essentiel de leurs rencontres à analyser les questions européennes et les problèmes « chauds » du globe. C'est ce qu'ils ont à nouveau fait, dimanche 20 août, lors de la rapide visite du président de la République en Espagne. MM. Mitterrand et Gonzalez se sont entretenus durant quatre heures dans le cadre mystère et champêtre à la fois d'un petit pavillon de chasse du dix-huitième siècle près du masquère d'El Escorial, à une cinquantaine de kilomètres de Madrid.

En paraissant ensuite devant la presse, les deux hommes ont d'ailleurs expédié en un tour de main le thème des relations bilatérales, caractérisées, selon M. Mitterrand, par « une harmonie entre les deux pays comme elle n'a jamais existé ». Ils ont toutefois annoncé une nouveauté : la nomination dans chaque capitale, d'un « coordinateur » chargé spécifiquement de surveiller au jour le jour les rapports entre les deux États, et de « relancer » les ministres concernés, a précisé M. Mitterrand, afin de « débloquer les problèmes avant qu'ils n'apparaissent ». Le président de la République a cité à plusieurs reprises le modèle exemplaire des relations franco-allemandes pour définir les rapports que la France entend entretenir avec l'Espagne.

Mais les journalistes présents s'intéressaient en fait à tout autre chose : les Espagnols aux rumeurs insistantes concernant une imminente convocation d'élections anticipées à Madrid, et les Français au rôle qu'entend jouer Paris au Liban. Les premiers sont restés partiellement sur leur faim : M. Gonzalez est resté sibyllin, laissant entendre tou-

tefois à demi-mot qu'il pourrait effectivement annoncer au début de septembre la dissolution des chambres.

M. Mitterrand, lui, s'est montré plus disert. Il a souligné que le Liban constitue « un État souverain et indépendant, qui doit rester un » et que « cette souveraineté est d'actualité aujourd'hui ». Faisant allusion, sans la nommer directement, à la communauté chrétienne, il a précisé qu'il serait « intolérable qu'une minorité de ce pays soit démembrée, morcelée ou physiquement détruite ».

La nécessité d'une action diplomatique

Justifiant de la sorte l'envoi de navires français dans la zone, il a souligné toutefois que leur mission n'était pas de caractère militaire, mais seulement « humanitaire », rappelant qu'il y avait dans ce pays « des citoyens français qui peuvent être en péril de mort ». Interrogé sur la possibilité de voir malgré tout son pays entraîné ainsi dans le conflit libanais, il a affirmé : « J'exclus l'idée que l'on puisse s'en prendre

militairement à des navires remplissant une mission humanitaire ».

M. Mitterrand a enfin affirmé qu'il jugeait plus nécessaire que jamais « une action diplomatique internationale d'envergure » au Liban, et que l'accord de l'Espagne au sein de la Communauté était à cet égard « très important ».

M. Gonzalez, de son côté, a annoncé que l'Espagne appuierait le projet de résolution sur le Liban que la France entend présenter lors de la réunion des directeurs politiques des affaires étrangères de la Communauté prévue pour lundi.

Enfin, les deux hommes ont examiné les grands dossiers communautaires. M. Mitterrand a précisé que cette visite constituait la première d'une série de rencontres avec les chefs de gouvernement des Douze. Ce sera ensuite le tour de M. Thatcher, qu'il rencontrera en Grande-Bretagne le 1^{er} septembre, puis du chancelier Kohl, qui sera reçu une semaine plus tard en France. M. Mitterrand a précisé qu'il allait de soi de commencer cette tournée par le pays dont il vient de recevoir, il y a moins de deux mois, le témoin de la présidence communautaire.

THIERRY MALINIAC.

هنا من الاصل

Asie

La conférence de Paris sur le Cambodge

L'organisation du pouvoir pendant la période de transition demeure le principal obstacle à un accord

A une semaine du retour à Paris des ministres des affaires étrangères pour y clore la conférence internationale sur le Cambodge ouverte le 20 juillet, les travaux, en commission, butent toujours sur un point essentiel : l'organisation du pouvoir pendant la transition entre un cessez-le-feu et des élections générales. Quelle place réserver aux Khmers rouges lors de cette transition ? Telle est la principale pomme de discorde.

Phnom-Penh et Hanoï se refusent toujours à confier aux Khmers rouges de réelles responsabilités pendant cette phase de transition. De son côté, le prince Sihanouk a réitéré, vendredi 18 août, son refus d'un « bipartisme », c'est-à-dire de

la formation d'un gouvernement provisoire au sein duquel lui-même et l'actuel premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, se partageraient les principaux portefeuilles, ainsi que le souhaite Phnom-Penh. Il a réaffirmé qu'une telle proposition avait été avancée non par lui-même, mais par le gouvernement français, coprésident, avec l'Indonésie, de la conférence. Quant à la Chine, qui livre des armes à la guérilla des Khmers rouges, elle continue de réclamer, du moins publiquement, un gouvernement transitoire quadripartite présidé par le prince Sihanouk et au sein duquel les quatre factions (Sihanouk, Son Sann, Khmers rouges et Hun Sen) auraient une « place égale ».

Que faire ? Tout compromis, effectivement, passe par la définition d'une autorité provisoire quadripartite, qui inclurait donc les Khmers rouges mais sans leur donner de véritables responsabilités gouvernementales. On n'en est pas encore là, même s'il faut faire la part de la tactique dans les déclarations des uns et des autres. Plusieurs délégations ont eu, en effet, le sentiment que les Chinois, dont c'est la rentrée internationale depuis la répression sanglante du 3 juin, étaient prêts à faire des concessions en se démarquant des Khmers rouges, notamment en tolérant qu'une solution quadripartite ne soit, en fait, que l'habillage d'un accord Sihanouk-Hun Sen. Mais si

tel est le cas, l'atmosphère s'est néanmoins durcie la semaine dernière.

Au cas où un compromis se réaliserait sur ce problème, les autres points de désaccord — en particulier sur la nature d'un mécanisme de contrôle international, qui doit faire l'objet d'un rapport de la mission technique envoyée sur le terrain par l'ONU — seraient sans doute surmontables. Rendez-vous, donc, le 28 août, au Centre des conférences de l'avenue Kleber. Pour peu que les gouvernements et les organisations intéressées estiment, à cette date, qu'il y aura une chance sérieuse d'aboutir.

J.-C. P.

« Pas de divan pour les uns et de strapontin pour les autres » nous déclare le chef de la délégation chinoise

M. Liu Shu-jing, vice-ministre chinois des affaires étrangères, estime qu'il ne peut y avoir qu'un « règlement global » du conflit cambodgien, donc un retrait « véritable et total » des troupes vietnamiennes assorti de la formation d'un « gouvernement quadripartite présidé par le prince Sihanouk ». Ce dernier, dit-il, insiste sur une répartition « égale » des pouvoirs entre les quatre parties khmères. La Chine appuie cette position : « Pas de divan pour les uns et de strapontin pour les autres », résume-t-il. Voici, en substance, l'essentiel de ses propos :

● **Un règlement interne.** — La première formule, la proposition de Sihanouk, est la formation d'un gouvernement quadripartite présidé par le prince avec trois vice-présidents (représentant les trois autres factions). Il leur appartiendra de se répartir les postes. La deuxième formule, la prétendue coalition bipartite (Sihanouk-Hun Sen), revient en fait à une monopolisation du pouvoir par Hun Sen. Ce que propose la Chine va, pourrait-on dire, dans le sens de cette deuxième formule. Elle n'est pas juste, pas raisonnable. Elle ne saurait être acceptée par la majorité des délégations.

● **Un accord militaire entre Cambodgiens.** — La Chine propose qu'après le retrait véritable de la totalité des troupes vietnamiennes on procède au gel et à la réduction des différentes forces cambodgiennes. Sihanouk et ses alliés (la résistance) proposent de limiter les effectifs de chaque faction à dix mille hommes. La Chine soutient cette proposition. Les trois parties (de la résistance) ont également

proposé le désarmement des quatre factions. Cette proposition intéressera les participants à la conférence.

● **Le retrait vietnamien.** — J'en ai discuté avec Nguyen Co Thach (le vice-premier ministre vietnamien). Les deux hommes se sont rencontrés le 9 août à l'ambassade de Chine à Paris. Je lui ai dit que le Vietnam doit être sincère et joindre la parole aux actes. Un contrôle international sera très difficile. Il sera facile à contourner. Il sera nécessaire que le mécanisme international de contrôle soit présidé par l'ONU et que les quatre factions cambodgiennes participent à la vérification du retrait. M. Thach m'a donné la garantie que les troupes vietnamiennes ne retour-

neront pas au Cambodge. Je lui ai dit que la clé du problème est dans sa poche.

● **L'aide militaire à la résistance.** — C'est seulement après le retrait vietnamien du Cambodge et à la suite d'un accord global que la Chine devra mettre fin à son aide militaire. Tous les autres pays devront en faire autant.

● **La normalisation avec le Vietnam.** — La Chine le souhaite et pose une seule condition, une solution véritable au conflit du Cambodge. Sinon, il sera très difficile d'améliorer nos relations. Nous ne comprenons pas pourquoi le Vietnam traite encore les pieds. Si le Vietnam est réellement sincère, il doit se prononcer, en termes explicites, pour la for-

mation d'un gouvernement provisoire quadripartite présidé par Sihanouk.

Comme nous l'avons souligné en février 1989, il reste des divergences de vues entre la Chine et l'URSS sur le Cambodge. Mais comme nos amis soviétiques ont dit qu'ils sont prêts à apporter leur contribution à un règlement, nous sommes sûrs qu'ils le feront.

● **La mission de l'ONU sur place.** — La mission n'a pas encore présenté son rapport au secrétaire général de l'ONU. Les informations diffusées ici et là, entre-temps, sont irresponsables.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

CHINE

Réapparition du ministre de la défense

PÉKIN de notre correspondant

Le « mystère Qin Jiwei », le ministre de la défense dont des sources pékinoises avaient annoncé, depuis Pékin, l'arrestation à l'agence américaine Associated Press à Hongkong (le Monde du 19 août), n'est que partiellement éclairci. Il illustre avant tout l'atmosphère d'incertitude entourant les tractions en cours pour tenter de présenter un arrangement crédible à la tête du régime, dans la perspective de la disparition de son pater familias, M. Deng Xiaoping.

Le général Qin Jiwei a refait surface, samedi 19 août, aux côtés des autres membres de la haute direction chinoise, pour assister aux funérailles d'un compagnon de route de la Longue Marche, Fu Zhong, décédé fin juillet à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. L'apparition était destinée à renforcer le démenti, moyennement convainquant, de ses services après la publication d'informations faisant état de son arrestation. Geste d'autant plus nécessaire que ces rumeurs avaient provoqué une nouvelle chute de la Bourse de Hongkong. A la cérémonie, le général Qin se trouvait notamment en

compagnie du président de la République, le général Yang Shangkun, dont les bruits communiés à Associated Press disaient qu'il était à l'origine de la mise aux arrêts de rigueur du ministre.

L'arrestation furtive du ministre de la défense avait été notamment annoncée par téléphone depuis Pékin par une source militaire à l'agence américaine. Il n'est pas exclu qu'une telle manipulation d'un organe de presse occidental ait pour origine un clan pékinois cherchant à tiler le vent face à ses rivaux. Yoira à protéger le ministre dans l'hypothèse d'un linage imminent.

F. D.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

M. Brice Lalonde ajourne son voyage

Le secrétaire d'Etat français à l'environnement, M. Brice Lalonde, a annoncé, samedi 19 août, le report sine die du voyage qu'il devait faire au Brésil, à l'occasion du lancement de la mission dite du « radeau des cimes » qui comptait étudier la forêt amazonienne depuis le faite des arbres à l'aide d'un dirigeable. Lundi 14 août, l'expédition a été prise de quitter le pays pour des raisons administratives (certains membres n'avaient qu'un simple visa de tourisme, insuffisant pour ce genre de mission). Malgré l'intervention de M. Lalonde, dont le secrétariat d'Etat finance une partie de l'expédition, le Brésil a maintenu sa décision d'expulsion. — (AFP.)

Egypte

Démantèlement d'un réseau terroriste chiite pro-iranien

Quarante et une personnes, accusées d'appartenir à une organisation chiite terroriste pro-iranienne, ont été arrêtées au Caire et dans le delta, a annoncé, dimanche 20 août, le procureur général égyptien. Des mandats d'arrêt ont, par ailleurs, été lancés contre onze personnes, dont un iranien et quatre Soudais, accusées d'avoir secouru l'organisation en 1988.

Selon le parquet, l'organisation, dont certains membres ont reçu un entraînement militaire en

Syrie et en Iran, projetait de s'attaquer aux intérêts américains, israéliens, irakiens, saoudiens et koweïtiens en Egypte en vue d'ouvrir la voie à une révolution islamique à l'iranienne après le renversement du pouvoir. — (Corresp.)

Haïti

Une élection présidentielle aurait lieu en 1990

A l'issue d'une visite d'information de quatre jours (du 16 au 18 août) à Port-au-Prince, à l'invitation du général Prosper Avril, une mission de la Communauté économique des Caraïbes (Caricom) a indiqué qu'une élection présidentielle pourrait se tenir à Haïti en novembre 1990. Le nouveau président civil prendrait ses fonctions en février 1991 — soit cinq ans après la chute de l'ancien président Jean-Claude Duvalier. La mission du Caricom a notamment rencontré les neuf membres du Conseil électoral provisoire. — (AFP.)

Turquie

Arrêt de la grève de la faim à la prison d'Aydin

Plus de cent cinquante détenus de la prison d'Aydin ont mis fin à leurs conditions précaires, samedi 19 août, à leur grève de la faim commencée pour certains depuis plus de cinquante jours, ont annoncé des sources sûres à Ankara.

Centre formation professionnelle.

C.F.P.A.

Préparation intensive 28 août au 22 septembre 80 % à 90 % DE REÇUS chaque année

CEPES

57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly Tél. : 47-45-09-19 ou 47-22-94-94.

Amériques

COLOMBIE : la recrudescence des assassinats

Plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées

Le ministre colombien de la défense, Oscar Botero, a annoncé, samedi 19 août à Bogotá, que la police avait procédé sous son commandement à l'arrestation de près de quatre mille personnes. Cette rafle, opérée après l'annonce par le président Virgilio Barco d'une offensive contre les barons de la drogue (le Monde daté 20 et 21 août), vise à retrouver les assassins du sénateur Luis Carlos Galán et d'autres personnalités officielles tuées ces derniers jours. La police soupçonne les trafiquants de drogue d'être à l'origine de ces assassinats. Elle a affirmé que cent trente maisons et dix mille voitures avaient été fouillées, et deux cent soixante armes saisies. Les mesures d'urgence (déclenchées par le président Barco) doivent à l'armée et aux forces de police une grande capacité d'action, et nous sommes maintenant engagés dans une guerre », a déclaré à cette occasion le ministre de la défense.

Le lendemain de cette opération de police, dimanche en fin de matinée, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont assisté aux obsèques du sénateur Galán, qui était le grand favori de l'élection présidentielle de 1990. La cérémonie, célébrée dans la cathédrale de Bogotá, s'est déroulée en présence du président de la République, de tous les membres de son cabinet et des principales per-

sonnalités politiques et diplomatiques.

Au cours de son homélie, le cardinal Mario Rebolledo Bravo, primat de l'Eglise colombienne, a lu un message de condoléances envoyé depuis Saint-Jacques-de-Compostelle par le pape Jean-Paul II. Un deuil national de trois jours a été décrété dans tout le pays, et les drapeaux ont été mis en berne.

Les mesures prises par le président Barco après l'assassinat du sénateur Galán, notamment la remise en vigueur du traité d'extradition des trafiquants vers les Etats-Unis, ont par ailleurs été qualifiées de « courageuses » par le président George Bush. Le chef de l'Etat américain a affirmé que Washington était prêt à « coordonner l'extradition de ces criminels le plus rapidement possible ». En rappelant qu'il devait présenter le 3 septembre prochain un plan de lutte antidrogue, M. Bush a indiqué que les Etats-Unis augmentent à cette occasion leur aide aux pays latino-américains.

Le ministre américain de la justice, M. Dick Thornburgh, a pour sa part estimé, dimanche, que l'envoi de troupes américaines en Colombie reste « une option possible », si le gouvernement colombien le souhaite. — (AFP, Reuters, UPI.)

SALVADOR

La guérilla prête au dialogue

San-Salvador. — Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) s'est déclaré prêt, dans un communiqué diffusé samedi 19 août, à engager le dialogue avec le gouvernement salvadorien pour le rétablissement de la paix dans le pays.

Dans son communiqué, le FMLN déclare sa volonté de rencontrer, en privé, des membres du gouvernement du président Alfredo Cristiani (droite) afin de parvenir à « une solution globale et définitive du conflit ». La direction du mouvement de guérilla propose, dans ce commu-

nié, la participation au dialogue d'observateurs internationaux, de représentants des partis politiques et du secteur privé ainsi que de l'archevêque de San-Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas.

L'établissement d'un dialogue conduisant à un désarmement de la guérilla et à la fin du conflit, qui a fait près de soixante-dix mille morts au cours des neuf dernières années, avait été recommandé, début août, par les cinq présidents d'Amérique centrale réunis en sommet à Tela, au Honduras. — (AFP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Foccart (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Veret

Correspondant en chef : Claude Sales

Le Monde

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIFP 296 136 F

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037
Représentations sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-51.

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs en province : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

tion thermique d'EDF ont
de procéder au contrôle des

Ca. V.

Service Public de l'Ordonnance, Paris 150 05, CH 2023 Paris, France, Suisse

par l'initiative de réunir le Conseil

Eduard
Mondor
LA VILLE
DES
PRODIGES

Amériques

Plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées

Plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées dans les rues de Mexico, samedi 19 août, à l'occasion de la manifestation organisée par les étudiants de la capitale. Les forces de l'ordre ont utilisé la force pour disperser la foule et ont arrêté de nombreux manifestants. Les autorités ont déclaré que les arrestations étaient nécessaires pour maintenir l'ordre public. Les manifestants ont affirmé qu'ils étaient innocents et qu'ils étaient simplement en train d'exprimer leur mécontentement.

... Le Monde • Mardi 22 août 1989 5

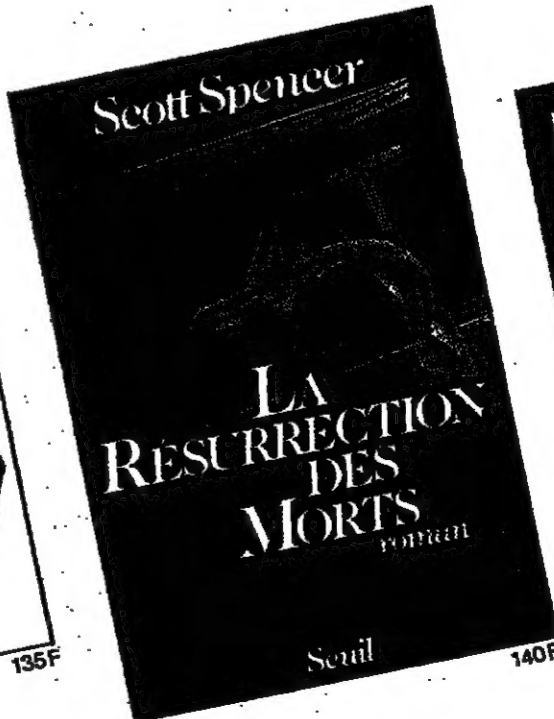
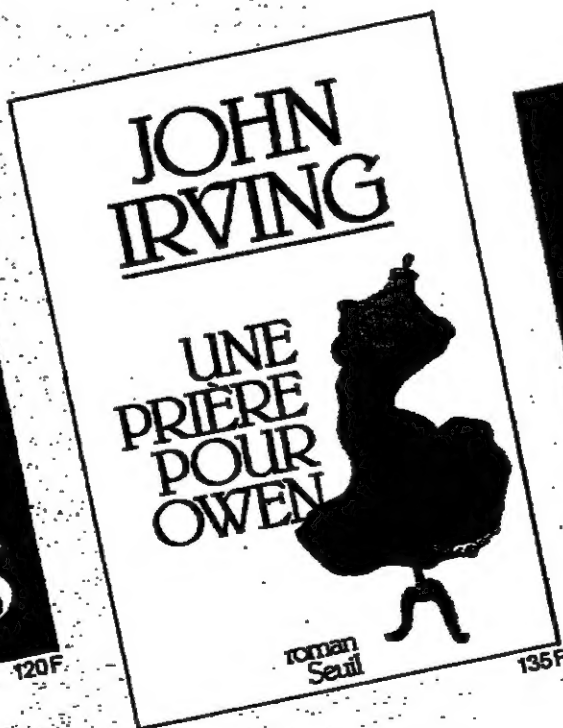
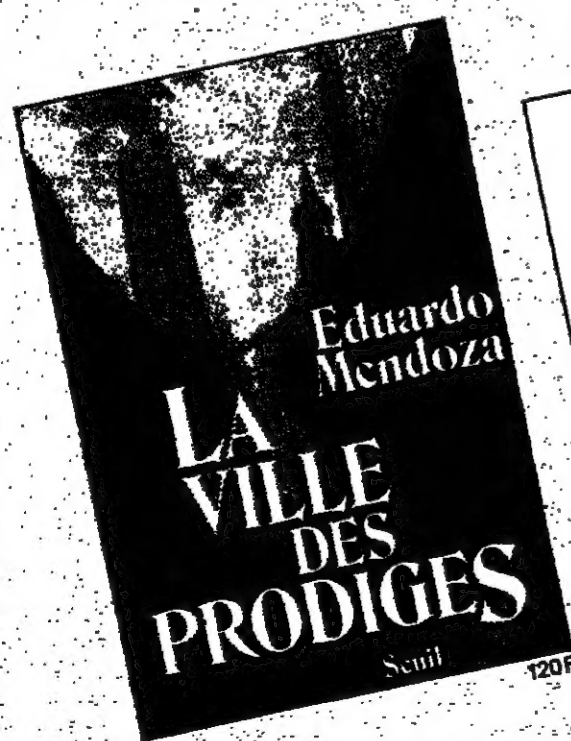
Été Seuil

La guérilla prête au dialogue

La guérilla prête au dialogue. Les forces armées ont déclaré qu'elles étaient prêtes à négocier avec le gouvernement. Elles ont affirmé qu'elles étaient fatiguées de la guerre et qu'elles voulaient la paix. Le gouvernement a répondu qu'il était prêt à discuter avec elles, mais qu'il devait d'abord voir si elles étaient sérieuses.

Le Monde

Le Monde. Informations et analyses. Les événements du jour. Les opinions des experts. Les reportages de terrain. Les interviews exclusives. Tout ce que vous devez savoir sur l'actualité internationale.



ROMANS ÉTRANGERS

هذا هو الأصل

Afrique

AFRIQUE DU SUD : au moins cinquante arrestations

La campagne de désobéissance civile a été marquée par de violents incidents

JOHANNESBURG
de notre correspondant

De nombreux incidents, quelquefois très violents, et au moins une cinquantaine d'arrestations ont marqué, au cours du week-end, la relance de la campagne de désobéissance civile, entamée le 2 août, qui avait pour objectif de passer outre aux mesures de restrictions imposées à une bonne trentaine d'organisations anti-apartheid comme le Front démocratique uni (UDF), dont c'était le sixième anniversaire. Au cours d'une cérémonie religieuse célébrée au Cap, dimanche soir 20 août, par Mgr Desmond Tutu, l'UDF a décidé que sept autres mouvements interdits d'activités politiques ont décidé qu'ils ne tiendraient plus compte des entraves imposées en vertu de l'état d'urgence et qu'ils agiraient désormais comme si de rien n'était.

Cette cérémonie avait été organisée à la suite de l'interdiction du meeting prévu à l'université du Cap. Un autre rassemblement, qui devait avoir lieu à l'université de Johannesburg, avait aussi été interdit. Un groupe de deux cents personnes s'est néanmoins réuni sur le campus avant d'être dispersé deux heures plus tard par la police à coups de matraque.

Si la journée de dimanche a été relativement calme, en revanche celle de samedi a été le théâtre de plusieurs manifestations. A Johannesburg, des militants qui protestaient dans la rue contre l'arrestation, la veille, d'un leader du Mouvement démocratique de masse (MDM), M. Mohammed Valli Moosa, ont été pourchassés par les forces de l'ordre. Les incidents les plus sérieux se sont produits au Cap. Un millier de personnes qui voulaient se rendre sur une plage réservée aux Blancs ont été dispersés

par la police à l'aide de chiens, de foudres et de matraques. Plusieurs manifestants ont été blessés. La plage avait été fermée et déclarée réservée à la police pour l'entraînement de chiens. Seul, Mgr Tutu a pu fouler le sable sans être inquiété.

A chaque fois, des interpellations ont été opérées et des journalistes emprisonnés pendant quelques heures. Si la campagne de désobéissance civile n'a pas eu l'ampleur escomptée en raison de l'interdiction des réunions, celle-ci va néanmoins continuer tout au long de la campagne électorale avec pour thème principal la ségrégation dans les écoles et sur les plages. Une manifestation est prévue, dimanche prochain, sur l'une d'entre elles, à Durban, réservée aux Blancs. « La réintégration unilatérale » de l'UDF, qui regroupe de six à sept cents mouvements, et d'autres organisations hostiles au régime, est un véritable défi lancé aux autorités et à l'état d'urgence.

MICHEL BOILE-RICHARD.

GAMBIE : après huit ans de présence

Les troupes sénégalaises quittent le pays « sans préavis »

ABIDJAN
correspondance

Environ 300 soldats sénégalais ont quitté, samedi 19 août, la Gambie, « sans préavis », indique-t-on officiellement à Banjul, tandis que le gouvernement sénégalais s'est abstenu de tout commentaire. La présence des troupes sénégalaises en Gambie remonte au 30 juillet 1981, date à laquelle Dakar avait déposé ses parachutes pour mater la tentative de coup d'état du rebelle Ekuof Samba Sanyang contre le président Dawda Jawara, en visite à Londres.

Un an après, les deux pays créaient la confédération sénégalienne dont les objectifs visent à une intégration des forces armées et de sécurité, une union économique et monétaire et une harmonisation en matière de communications. Le départ des troupes sénégalaises serait lié aux difficultés que rencontre la confédération. Une harmonisation des systèmes économiques, bien différents dans chacun des deux pays, désavantageait nettement la

Gambie, pays libéral, véritable plaque tournante d'une contrebande avec le Sénégal et les pays voisins. L'armée sénégalaise, qui se chargeait, entre autres, de la sécurité présidentielle, de la surveillance du port et de l'aéroport de Banjul, était perçue comme une armée d'occupation par la population gambienne.

L'hebdomadaire sénégalais indépendant *Sud Hebdo* avait fait état, la semaine dernière, d'une demande du président gambien pour une révision du pacte confédéral en vue d'assurer à tour de rôle, avec le chef de l'état sénégalais, la présidence de la confédération. De plus, M. Jawara a réclaté, selon le journal, l'alignement du dispositif militaire sénégalais en Gambie.

Les observateurs Dakar constatent que ce retrait des forces sénégalaises intervient au moment où le Sénégal connaît deux crises frontalières : au nord avec la Mauritanie, au sud avec la Guinée-Bissau qui conteste le partage des eaux territoriales maritimes.

ROBERT MINANGOU.

MAROC

Hassan II a gracié 347 détenus

Le roi Hassan II du Maroc a décidé de gracier trois cent quarante-sept détenus à l'occasion du trentième anniversaire de la « révolution du roi et du peuple », qui a commencé, dimanche 20 août, le défilé de la famille royale en Corse puis à Madagascar, imposé par les autorités françaises de l'époque. Selon un communiqué du ministère de la justice, trois cents détenus libérés avant le terme de leur peine, vingt-bénéficiaires d'une remise de peine et un condamné à perpétuité verront sa peine commuée.

Ni l'identité ni la nationalité des prisonniers graciés n'ont été révélées. On ignore également si des détenus politiques figurent parmi ces derniers. Dans un communiqué publié le mois dernier à Rabat, l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) avait annoncé qu'au moins deux cent vingt-cinq personnes étaient détenues au Maroc pour des motifs politiques.

Appel aux « égarés »

D'autre part, trois membres du Front Polisario, originaires de la province de Oued-Ed-Dahab (Sahara occidental), sont arrivés au Maroc à annoncer, vendredi, le quotidien marocain *Rissalat Al-Usma*. Selon le journal, Ahmed Bourkhal, commandant de compagnie au sein du Polisario, et Maje El Ahin Mabih Rabou, ancien directeur du département de l'information extérieure au bureau du Polisario à Alger, ont profité de leur séjour en Espagne où ils subissaient des soins médicaux « pour répondre à l'appel du roi Hassan II » invitant les membres du Front Polisario originaires du Maroc à regagner leur pays. Le troisième transfuge, présenté sous le nom de Bonissif, est un simple combattant au sein du Polisario.

Dans son discours de dimanche, le souverain marocain a invité ceux qu'il a appelés les « égarés » à ne pas attendre les résultats du référendum d'autodétermination que les Nations unies projettent d'organiser au Sahara occidental. « Je considère le référendum », a-t-il dit, « comme un examen où certains réussissent tandis que d'autres subissent l'échec. Or, je ne vois pas qu'un seul de mes sujets connaisse l'échec ou soit marginalisé. » — (AFP.)

Jeune Afrique Économie

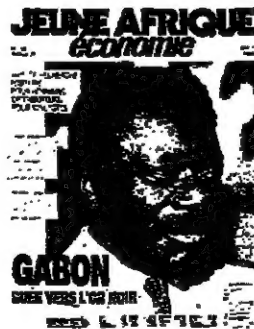
N° 122 - Août 1989
est paru

Au sommaire de ce numéro :

- Tchad-Libye : brève rencontre à Bamako.
- Gabon : la ruée vers l'or noir.
- Dette du Tiers-Monde : quelles solutions ?
- Enquêtes et reportages :
 - Pakistan : une forme d'esclavage.
 - Fleuve Sénégal : des barrages et après ?
 - Écologie : la ferme de l'impossible.
 - Transports maritimes : l'armement fourbit ses armes.

Plus les rubriques habituelles.

En vente chez votre marchand de journaux.

GABON
DANS VOS JOURNAUX

Europe

URSS : l'agitation nationaliste

Importante manifestation à Bakou

Moscou. — Une importante manifestation, réunissant plusieurs centaines de milliers de personnes selon ses organisateurs, a eu lieu samedi soir 19 août, à Bakou, à l'appel du Front populaire d'Azerbaïdjan.

Les manifestants protestaient après l'échec du dialogue entre, au lendemain de la grève observée lundi dernier, entre le premier secrétaire du PC azerbaïdjanais, M. Vezirov, et les représentants du Front. Un porte-parole de ce dernier a déclaré que M. Vezirov avait rejeté la plupart des revendications qui lui étaient présentées et qui concernaient, notamment, la libération des militants azéris emprisonnés, de nouvelles élections de députés, la levée du couvre-feu et la reconnaissance officielle du Front populaire. Les nationalistes réclamaient, en outre, l'arrêt de l'administration

directe par Moscou de la région du Haut-Karabakh, rattachée à l'Azerbaïdjan mais peuplée en majorité d'Arméniens.

Au Tadjikistan, en revanche, le couvre-feu a été levé, samedi, dans les trois localités où il avait été imposé le 14 juillet à la suite de heurts interethniques qui avaient fait un mort et une vingtaine de blessés.

A Kichinev, capitale de la Moldavie, environ dix mille personnes se sont rassemblées, dimanche, pour réaffirmer leurs revendications nationalistes face à la forte minorité russe de cette république. Une nouvelle manifestation a été annoncée pour mercredi en protestation contre le pacte Molotov-Ribbentrop de 1939 qui permit à l'URSS d'englober la Bessarabie, alors pro-

vince roumaine, dans la République soviétique de Moldavie. — (AFP, Reuter.)

■ Huit directeurs de mines licenciés. — Les mineurs du Donbass, le bassin houiller de la région de Donetsk, en Ukraine, ont obtenu le renvoi de huit directeurs de mines et exprimé leur manque de confiance à l'égard de vingt-deux autres, a indiqué, samedi 19 août, le *Pravda*.

Les mineurs, dont les intérêts continuent à être défendus par les comités de grève, mis en place en juillet, ont exprimé leur manque de confiance en plusieurs dirigeants du parti, de la direction des mines et des syndicats, parmi lesquels trente directeurs de mines, dont huit ont déjà été renvoyés, écrit l'organe du PC soviétique trois semaines après la fin de la grève.

POLOGNE

Le PC réclame à M. Mazowiecki de nombreux postes ministériels

(Suite de la première page.)

« Il faut croire que cette nation exceptionnelle aura la force de changer », poursuit le premier ministre désigné. Dans une interview publiée lundi par *Gazeta*, le quotidien de Solidarité, M. Mazowiecki indique que l'une de ses premières mesures va être de « préparer l'opinion aux décisions que le FMI doit prendre à l'automne ». « Si les sacrifices sont nécessaires, les gens devront les accepter », poursuit-il à propos des relations que le gouvernement entretiendra avec le syndicat Solidarité lorsque le moment du plan de redressement économique sera venu.

A vrai dire, on n'en est pas encore tout à fait à la messe et l'hommage des supporters de Gdansk, MM. Mazowiecki et Walesa rejoignent une réunion conjointe de la direction du syndicat et de celle du groupe parlementaire de Solidarité. L'heure est plutôt aux marchandages politiques pour la répartition des portefeuilles dans ce gouvernement de coalition avec le Parti communiste et ses anciens alliés, que M. Mazowiecki compte former d'ici la fin du mois. L'heure est aussi aux explications plus ou moins orageuses à l'extérieur des deux camps où la décision de nommer un premier ministre de Solidarité n'a pas manqué de provoquer des remous.

Ainsi un plénum extraordinaire du comité central du POUF (le PC polonais) convoqué samedi a donné lieu à des « discussions animées » sur le projet de coalition gouvernementale avec Solidarité.

Humilié aux élections, trahi par ses deux partis « satellites » qui ont basculé vers Solidarité, dépouillé de facto des fameux « rôles dirigeants » qui est l'essence même de tous ces partis communistes de l'Est, assailli par les demandes de reprise en main émanant des cellules de base et dont le quotidien *Trybuna Ludu* se fait largement l'écho, le POUF a tenté ce week-end de relever la tête et pose maintenant ses conditions à la coalition. « La représentation du POUF au sein du nouveau gouvernement doit refléter son potentiel politique et authentique », affirme une résolution diffusée dimanche soir. Faute de quoi nous ne pourrions accepter la corresponsabilité pour l'avenir.

Des ministères mixtes ?

En d'autres termes, selon ce qui a filtré de ces débats à huis clos, les communistes souhaitent obtenir un nombre de ministères équivalent à l'importance de leur groupe parlementaire, c'est-à-dire autant que Solidarité (1). Ils requerraient en outre un poste de vice-premier ministre ainsi que quatre ministères-clés : la défense, l'intérieur, les affaires étrangères et l'information. La défense et l'intérieur leur étaient acquis depuis la semaine dernière — depuis que Solidarité a révisé que c'était pour Moscou la limite minimum à ne pas dépasser — et la possibilité de leur attribuer des ministères supplémentaires a été publiquement évoquée par M. Mazowiecki.

On parle même de cinq ou six portefeuilles au total, mais pas n'importe lesquels. Pas question par exemple de leur laisser le contrôle de l'information, et tout particulièrement de la télévision, affirme-t-on à Solidarité, où l'on commence déjà d'ailleurs à proposer l'organe du gouvernement, le quotidien *Rzeczpospolita* — jusqu'ici ce que l'on fait de plus ternes en matière de presse communiste, — à des journalistes amis.

On pourrait également s'orienter vers des ministères mixtes avec un ministre et un vice-ministre d'appartenance différente. Le POUF, qui

accuse amèrement dans cette résolution ses anciens alliés d'ingratitude et qualifie la situation en Pologne de « dangerusement grave », pose une autre condition plus confuse : il faut que, avant l'élection du premier ministre par le Parlement (prévue jeudi 24 août), « une plate-forme de programme soit coordonnée » parallèlement à la composition politique du gouvernement. « En même temps, nous nous déclarons prêts à rechercher de nouvelles solutions, le personnel nécessaire et des accords de programme », ajoute-t-il, avant de préciser ce que plus personne ne conteste pour le moment : la Pologne doit rester membre du COMECON et du pacte de Varsovie.

L'influence de l'Eglise

M. Mazowiecki va donc avoir ces jours-ci un agenda chargé. Il l'a évoqué dimanche à Gdansk devant ses amis de la KKW (Commission nationale de Solidarité, que l'on désigne maintenant par les sigles de OKP) au cours d'une réunion presque aussi secrète que celle du comité central du POUF. On y a beaucoup parlé de l'articulation des relations dans « le triangle gouvernement-Solidarité-OKP ». L'OKP faisant office de parti politique, tandis que Solidarité représente le mouvement syndical, on y a parlé de stratégie politique ; on y a parlé de répartition des portefeuilles. La veille, lorsque M. Lech Walesa avait réuni la KKW, il a parlé de la démocratie interne et de qui décide à Solidarité : des gens comme M. Zbigniew Bujak, par exemple, se sont étonnés que personne n'ait été consulté sur le choix du premier ministre, même si la personne de M. Mazowiecki n'est pas en soi contestée. Des députés de l'OKP se sont plaints d'être mieux informés par la presse que par M. Lech Walesa. Ce dernier s'en est tiré avec

son sens habituel de la manoeuvre pour justifier d'avoir pris soin, mercredi 16 août au soir, selon un membre de son entourage, au terme d'un dîner avec son secrétaire M. Krzysztof Puz, M. Mazowiecki et les deux frères Kaczynski, sénateurs de Solidarité, la décision sur le choix du premier ministre.

Il reste malgré tout quelques lézards, avec des divergences, notamment sur le nombre de ministères à réserver aux communistes. « Pas plus de deux », demande le syndicaliste Fraszynski, pour lequel, de toute façon, « ce gouvernement n'est pas un gouvernement de Solidarité ».

Si l'on est prêt à appeler à la suspension des grèves pour aider le nouveau gouvernement, on demande aussi à participer à l'élaboration de son programme. Enfin certains tenants de l'aile gauche de Solidarité, dont les sympathies idéologiques vont davantage à M. Giermek qu'à M. Mazowiecki, craignent que l'Eglise n'exerce une influence trop forte. Son avis a, semble-t-il, beaucoup pesé dans le choix de M. Mazowiecki à la tête du gouvernement, et l'une des premières visites du nouveau premier ministre a été pour le cardinal Glemp. La première prestation télévisée de M. Mazowiecki, samedi soir, n'était pas, par ailleurs, ce qu'on fait de mieux en matière de communication, et l'on craint déjà les effets de son manque de charisme. Mais, loin d'être sacrifié, M. Giermek — dont le rôle comme président de l'OKP est crucial — est mis en réserve de la République pour une autre occasion.

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) En vertu des accords de la « table ronde », la coalition gouvernementale obtient 65 % des suffrages à la Diète, dont 37 % pour le POUF, le reste allant à ses partis « satellites » : 35 % des sièges étaient réservés à Solidarité.

Gdansk a le sourire

GDANSK
de notre envoyée spéciale

Inquiets les Polonais ? Si Varsovie est morose, la ville de Lech Walesa, elle, a le sourire dimanche matin, comme si ces habitants de Gdansk interrogés au hasard des rues et de la sortie de la messe attendaient du gouvernement Mazowiecki qu'il tire le pays de l'obscurité.

Dis-je sept ans, cet élève au lycée militaire de Gdansk prend la chose très au sérieux : « Bien sûr, Solidarité doit participer au gouvernement. Avec les autres, on ne serait jamais sorti de la crise. » Un premier ministre catholique ? « La présidence n'était pas, on a vu le résultat... Le pays est catholique, c'est normal que l'Eglise exerce une influence. » Dans son lycée, assure-t-il, 90 % des élèves pensent comme lui.

Un chimiste à la retraite, qui pourrait être son grand-père, est tout aussi confiant. « Solidarité, c'est le symbole de la Pologne de qualité. Nous, les Polonais nous avons connu des situations bien plus difficiles, et nous avons existé comme nation. C'est dans les gènes... Les jeunes pensent comme nous, ils sont pour l'indépendance de la Pologne. » Les communistes au gouvernement ? « On n'en veut pas. On attend impatiemment des élections libres, car ces gens-là ont été apportés par les Russes. » Si deux ouvriers d'une trentaine d'années déclarent accepter

« sans plaisir » que des portefeuilles soient laissés au parti communiste, une dame qui vient se mêler à la conversation prend moins de gants : « Il est grand temps qu'ils disparaissent complètement, on les a depuis trop longtemps. » « C'est vrai », renchérit finalement l'un des ouvriers, comme s'il s'agissait de la plus parfaite évidence. Mazowiecki ? « Très bon choix, il est catholique, sérieux, c'est un ami de Walesa. Il a l'air simple, proche des ouvriers. »

« Bien sûr, c'est risqué pour Solidarité de participer au gouvernement, mais il n'y a pas d'autre solution », dit un mécanicien de cinquante ans dont la femme, comptable, ne redoute pas le moins du monde les plans de redressement économique : « S'il faut fermer des entreprises, qu'on les ferme. En Pologne, il y a toujours eu des gens qui ne travaillent pas. Pour trois qui travaillent, il y en a deux qui prennent leur argent et ne font rien. »

Deux matelots de la marine nationale répondent quand même du bout des lèvres que Solidarité ne leur paraît pas être la panacée pour la crise polonaise. « A part protester, ils ne savent pas ce qu'ils veulent. » A peine se sont-ils éloignés qu'un passant juif utile de s'approcher pour rectifier le tir : « Il faut les comprendre, dans la merine il y a encore un régime stalinien qui n'ose pas parler. »

S. K.

Europe

manifestation à Bakou

amie à M. Mazowiecki
aux postes ministériels

NORVÈGE : à trois semaines des élections législatives
La montée du Parti du progrès (populiste)
brouille les cartes politiques

STOCKHOLM
de notre correspondante

« Ce sera la campagne électorale la plus tendue à laquelle j'aie jamais participé », indiquait en lever de rideau, mardi 8 août à Oslo, M^{me} Gro Harlem Brundtland, chef du gouvernement norvégien qui devra, selon toute probabilité, batailler dur pour maintenir les positions de son Parti travailliste aux élections législatives du 11 septembre prochain. « Cela devrait être cette fois les élections de l'opposition », déclare de son côté M. Jan P. Syse, le leader conservateur qui espère que son parti obtiendra les suffrages nécessaires pour former le prochain cabinet.

Rien n'est moins sûr. Les deux plus grandes formations politiques du pays sont en perte de vitesse : les travaillistes ne sont plus crédités que de 32 % des intentions de vote contre 41 % lors du dernier scrutin de 1985. Durant la même période, les conservateurs sont tombés de 30 % à moins de 20 % et ne peuvent espérer revenir au gouvernement que dans le cadre d'une coalition de centre-droit, comme avant 1966, avec les centristes et les chrétiens populaires. Ces trois partis ont déclaré solennellement qu'ils formeraient ensemble le prochain cabinet « si les résultats le permettent ».

Le problème des immigrés

Les électeurs, qui ont vu ces dernières années les échecs successifs de tentatives dans ce sens, ne donnent par l'impression de vouloir leur renouveler leur confiance. Ils se tournent plutôt vers l'élément qui ne cesse depuis 1985 de perturber la scène politique traditionnelle : le Parti du progrès (populiste) de M. Carl Hagen. De 4 % des voix, il se fait à la fois un des deux ans pour obtenir 12 % des voix lors des élections régionales. Aujourd'hui, les sondages lui donnent 19 et 22 % des voix. M. Hagen exploite avec bonheur les éléments qui font son succès : une personnalité de « leader charismatique » qui sait, mieux que tout autre politicien, utiliser les médias à son avantage, et une situation économique et sociale difficile qui joue en sa faveur.

Orisée par les revenus de ses richesses pétrolières, la Norvège avait eu un réveil brutal en se retrouvant en 1986 avec un taux d'inflation de 10 % et une augmentation de la masse salariale de 18 %. Mais le prix du redressement est élevé : début août, il y avait 92 000 demandeurs d'emploi en Norvège, soit 4,2 % de la population active. Ce niveau se maintient depuis près d'un an et il faut remonter à la dépression des années 30 pour trouver un taux de chômage aussi préoccupant.

Ce climat n'a pas manqué de favoriser la montée des sentiments hostiles aux immigrés et aux réfugiés auxquels la Norvège a ouvert ses portes. D'abord entretenus par la

propagande raciste, notamment du groupuscule d'extrême droite « L'action populaire contre l'immigration », cette rancœur s'est traduite par divers attentats qui visent de faire leurs premières victimes : le mois dernier, deux Pakistais ont été tués au couteau en pleine rue à Oslo, puis cinq Libanais ont été agressés au cocktail Molotov à leur domicile, à Arendal, dans le sud du pays. Jusqu'à présent, la plupart des auteurs de ces actes de violence ont été des Norvégiens, citoyens ou « cas sociaux ». « Ces incidents effrayants nous permettent d'affirmer que nous avons là un problème entièrement nouveau en Norvège », déclarait récemment M^{me} Brundtland.

Le Parti du progrès de M. Hagen n'est pas étranger à ces dérapages. Jouant à fond la carte populiste, il réclame en outre un allègement de la pression fiscale, le droit de regard sur la manière dont l'argent des contribuables est utilisé, la restauration de « la loi et de l'ordre » face à la délinquance croissante, et il va même jusqu'à préconiser la suppression pure et simple de l'aide aux pays en développement. Par la même occasion, il attaque de front ce qu'il appelle « l'état-providence socialiste » et affiche un profil nettement anti-immigration.

A la veille de ces élections, on s'aperçoit que les jeunes qui votent pour la première fois ne sont pas insensibles aux arguments de M. Hagen. Mais celui-ci vient de commettre une faute de parcours qui pourrait ne pas être sans conséquences : il assume que les rôles éditoriaux ne devraient bénéficier d'aucune sorte d'aide sociale étant donné qu'elles ont vécu de manière « irresponsable ».

Ni les travaillistes ni les conservateurs ne veulent de M. Carl Hagen comme allié, en cas de victoire électorale. Plutôt choisir la solution minoritaire. Mais si des 2 mandats qu'il a actuellement, le Parti du progrès devait, comme le prévoient les sondages, élargir sa représentation parlementaire à 20-25 sièges, la situation serait vite intenable pour le parti au pouvoir, quel qu'il soit.

FRANÇOISE MÉTO.

(Suite de la première page.)

La nouvelle s'était répandue comme une traînée de poudre parmi les vacanciers est-allemands en Hongrie. Un nombre important d'entre eux n'avaient entrepris le voyage que dans la perspective de profiter de ce que l'on appelle maintenant la « frontière verte », cette frontière désormais débarrassée de barbelés qui sépare l'Autriche de la Hongrie. Les cinq policiers hongrois dépêchés là n'ont pas résisté à la pression de la foule d'hommes, de femmes et d'enfants qui s'est présentée devant eux vers 4 heures de l'après-midi. Et quelques instants plus tard, ces derniers se sont retrouvés dans le petit village autrichien où les attendaient les autocars envoyés par l'ambassade d'Allemagne de l'Ouest à Vienne. Dans la matinée de dimanche, celle-ci indiquait qu'environ 660 ressortissants est-allemands s'étaient présentés samedi dans les locaux pour demander à se rendre en République fédérale. La grande majorité d'entre eux ont profité de la « trouée de Sopron », les autres font partie de ce flux maintenant ininterrompu de fugitifs qui franchissent clandestinement la frontière devenue passoire.

Sopron est désormais la dernière station avant l'Occident pour des milliers d'Allemands de l'Est qui attendent la tombée de la nuit avant d'enfiler leur survêtement sombre et de franchir en rampant dans les champs les quelques centaines de mètres qui les séparent de l'Occident. Ils viennent par tous les moyens, voiture, moto, train. Plusieurs dizaines d'automobiles immatriculées en RDA sont aujourd'hui abandonnées dans les rues de Sopron. On a tout laissé derrière : bagages, jouets des enfants, sont abandonnés sans regret. Pendant la nuit, certaines des voitures parmi les plus neuves ont été littéralement dépecées par des Hongrois

La nouvelle vague d'émigration est-allemande
Bonn souhaite accueillir les réfugiés
sans compromettre ses relations avec la RDA

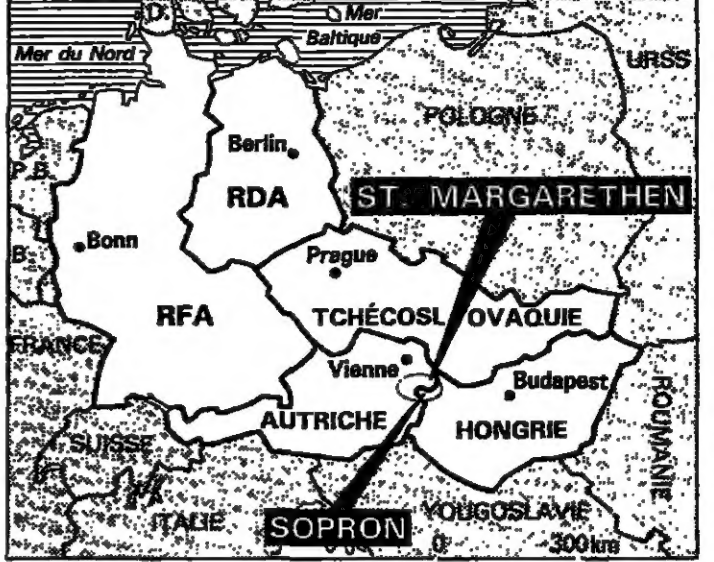
en quête de précieuses pièces de rechange. Le service d'enlèvement des véhicules de la ville est débordé et ne parvient pas à évacuer vers les douanes ces automobiles qui sont maintenant propriétés de l'Etat hongrois.

La fuite massive de samedi a fait l'objet d'un commentaire laconique du ministère hongrois de l'intérieur, rapporté par l'agence officielle MTI : « Il

ping presque idyllique au milieu des collines de Buda, qu'il s'agit là d'un camp de réfugiés. La plupart des gens occupent soit leur tente personnelle, soit leur caravane, sourient, plaisantent. Ils sont brouillés comme tous les vacanciers qui ont envahi Budapest écrasée par la chaleur d'août, et on ne les distinguait pas de leurs homologues ouest-allemands s'ils ne portaient ces vêtements et

libéralisation consécutive à la montée en puissance du syndicat Solidarité.

On estime que séjournent actuellement en Hongrie deux cent mille touristes est-allemands, soit 15 % de plus que l'an passé au mois d'août. La plupart d'entre eux rentreront à la maison, bien sûr, mais avec dans la tête l'image d'un « pays frère » qui bouge, où, malgré des difficultés économiques énormes, la démocratie, la liberté de parole s'installent peu à peu. « Une personne qui réussit à passer de l'autre côté en laisse quatre autres à tenter leur chance et vingt autres à regretter de ne pouvoir le faire pour des raisons d'âge, de famille ou par simple manque de courage », analyse Walter, qui en est à sa deuxième tentative manquée, mais qui ne désespère pas d'y parvenir un de ces prochains jours.



s'agit d'une grave violation collective de la frontière d'Etat qui n'aurait pu être empêchée que par l'usage des armes. Cela n'aurait pas correspondu à notre nouvelle conception de la frontière ni au caractère de la manifestation. Cette attitude pour le moins bienveillante des autorités hongroises à l'égard des candidats est-allemands à l'émigration se manifeste depuis le début de cet été et constitue bien évidemment un encouragement à tenter sa chance. Si les gardes-frontières qui patrouillent entre l'Autriche et la Hongrie ne ferment pas totalement les yeux, ils font preuve, selon tous les témoignages recueillis, d'une très grande mansuétude envers les personnes qu'ils découvrent avant qu'elles aient pu franchir cette frontière. Après quelques heures passées au poste de police pour vérifier si elles n'ont pas commis de délit sur le territoire hongrois, celles-ci sont renvoyées dans la nature, le plus souvent pour une nouvelle tentative.

Depuis deux semaines, la pratique consistant à apposer sur leur passeport un tampon leur interdisant de revenir en Hongrie pendant une année a été abandonnée : cette marque signalait aux autorités est-allemandes que les intéressés avaient tenté de fuir et leur valait les pires ennuis à leur retour en RDA.

Une « belle » plutôt facile

Depuis le début de ce mois, ce sont donc plus de mille cinq cents ressortissants est-allemands qui ont réussi cette « belle » plutôt facile, en tout cas incomparablement moins dangereuse que les tentatives de franchissement du mur de Berlin ou de la frontière interallemande. Les autorités ouest-allemandes estiment qu'il y a actuellement en Hongrie entre quatre mille et six mille citoyens de la RDA décidés à franchir légalement ou illégalement la frontière autrichienne. Le 13 août, le consulat de RFA à Budapest a fermé ses portes, ne pouvant faire face à l'afflux des demandeurs d'asile.

Un avis sur la porte du consulat indique que les ressortissants est-allemands peuvent se rendre à quelques centaines de mètres de là, dans un camp mis en place par la section hongroise de l'ordre de Malte.

Dans le parc de la paroisse de la Sainte-Famille, dont le curé, Imre Kozma, est le président de la branche hongroise de cette organisation caritative, des tentes ont été dressées, envoyées par la section ouest-allemande, qui la parait et la soutient financièrement. La coquette von Rosenberger, une Allemande d'origine hongroise, dressait samedi le bilan de l'accueil des candidats au départ : sept cents personnes sont actuellement hébergées, en partie sous des tentes, en partie chez des paroissiens dont elle a tenu à saluer « le magnifique esprit de solidarité ».

On a peine à croire, en jetant un premier coup d'œil sur ce cam-

chaussures d'été bon marché, style Tati en plus terre, qui vous donnent un « look DDR » inimitable.

Ils sont jeunes pour la plupart, souvent accompagnés de petits enfants ; ils ont en tout cas décidé de ne jamais remettre les pieds dans leur pays d'origine. Pour eux, la RDA c'est fini : « C'est un pays sans perspectives, bloqué, gouverné par des vieillards bornés dont il n'y a rien à attendre », nous répète-t-on à l'envi. Ces hommes et ces femmes sont loin d'être dans la misère, beaucoup d'entre eux ont un métier intéressant : technicien, photographe, menuisier - gagnent bien leur vie selon les critères en vigueur à Berlin-Est, sont logés et ont réussi, après plus de dix ans d'attente, à obtenir la petite voiture longtemps désirée : « Vous ne pouvez pas comprendre ce que c'est que de vivre là-bas, disent-ils comme pour se justifier de n'être pas affamés, cette surveillance quotidienne, cette humiliation d'être soumis tous les jours à l'arbitraire étatique, cette impression d'enfermement... »

La grande majorité d'entre eux a planifié de longue date le voyage en Hongrie. Les images projetées par la télévision ouest-allemande au printemps dernier, où l'on voyait le démantèlement de la frontière de fils de fer barbelés, ont provoqué une sorte de mouvement de panique : et si l'on intervenait maintenant les voyages vers la Hongrie ? On se souvient de l'année 1980, lorsque les autorités de Berlin-Est avaient du jour au lendemain supprimé l'autorisation des voyages touristiques individuels en Pologne, en raison de la

Epreuve pour les relations interallemandes

Cette nouvelle vague d'immigration est-allemande, la plus importante depuis la construction du mur de Berlin le 13 août 1961, est une épreuve pour les relations entre Bonn et Berlin-Est. Le chancelier Kohl, qui devait reprendre lundi 21 août ses activités, est confronté à une situation explosive. Berlin-Est fait jusqu'à présent la sourde oreille aux appels lancés par Bonn pour qu'une solution humanitaire permettant aux occupants des légations ouest-allemandes à Budapest, à Prague, à Varsovie et à Berlin-Est d'émigrer vers l'Ouest soit adoptée. Les autorités de RDA ne sont pour l'instant disposées qu'à garantir l'impunité à ceux des occupants qui décideraient de rentrer dans leur pays.

Cela n'est naturellement pas du goût des réfugiés du camping de Budapest : « Nous n'irions peut-être pas en prison, déclare l'un d'eux, mais il est certain que nous serions en butte à des représailles sociales : plus d'avancement, sûrement, plus de travail, peut-être, et surtout la garantie d'un refus de visa de sortie du pays, même pour aller passer des vacances dans un pays socialiste ».

Le sort de ces quelques milliers de candidats au bien-être ouest-allemand pèsera en tout cas d'un poids très lourd sur l'avenir politique du chancelier Kohl. S'il ne réussit pas à fléchir Erich Honecker et si cette aventure devait mal se terminer pour ceux qui l'ont entreprise, il y a fort à parier que l'opinion ouest-allemande lui en tiendrait rigueur dans cette année électorale. La pression qui monte de l'autre côté du mur a en tout cas sonné le glas de la politique du rapprochement par petits pas qui avait culminé en septembre 1987 avec la visite à Bonn du numéro un est-allemand. L'heure de vérité des relations interallemandes est sur le point de sonner.

LUC ROSENZWEIG.

HONGRIE : pour la première fois depuis quarante ans
L'anniversaire de la mort de saint Etienne
a été célébré à Budapest

Budapest. - Des dizaines de milliers de Hongrois se sont rassemblés dimanche soir 20 août devant la basilique Saint-Étienne pour assister à la première procession depuis plus de quarante ans en l'honneur du fondateur de l'Etat hongrois.

A la suite d'une messe célébrée par le primate de Hongrie, le cardinal László Paskai, la « sainte droite », relique attribuée à saint Etienne et exposée depuis dimanche matin devant la basilique dans un coffre en or, a été placée en tête de la procession, qui a parcouru les rues de Budapest. Les Hongrois fêtent le 20 août l'anniversaire de la mort de saint Etienne en 1038.

Parmi les participants se trouvaient le président hongrois, M. Bruno Straub, le président du Parlement, M. Matyas Szomsz, et le maire de Budapest, M. József Bielek, ainsi que le corps diplomatique et des représentants de plusieurs ordres religieux.

Le premier ministre, M. Miklós Nemethy, a rappelé, de son côté, dans un discours, les « œuvres de ce grand homme d'Etat » que fut saint Etienne.

Le Parti socialiste ouvrier de Hongrie (PSOH, hongrois) a, d'un autre côté, publié samedi son

manifeste en vue du congrès qu'il doit tenir le 7 octobre prochain. Ce texte affirme que le PSOH veut « devenir un parti socialiste », tout en « conciliant les valeurs social-démocrates et communistes ».

Le but principal du parti, précise le manifeste publié par l'organe du parti *Nepszabadsag*, « est une transition pacifique et graduelle vers le socialisme démocratique ». « La Hongrie, dit le texte, deviendra un Etat constitutionnel fondé sur un système multipartite, dans lequel le pouvoir émerge de la volonté de la population, manifestée lors d'élections libres. »

Le PSOH, qui se « dissocie de toutes les formes du stalinisme », veut « devenir un parti socialiste et entrer en concurrence avec les autres partis ». Il « acceptera la volonté de la nation manifestée lors d'élections, mais fera son possible pour obtenir une influence gouvernementale majeure ».

Sur le plan extérieur, le PSOH se prononce pour une « Hongrie indépendante », mais souligne que « les relations avec l'Union soviétique restent un élément fondamental de la politique étrangère du pays ». (AFP.)

Michel Mollat
Jacques Cœur
ou l'esprit d'entreprise au XV^e siècle

« A travers cette biographie, se profile avant tout la première manifestation moderne de l'esprit d'entreprise, celui qui a permis de transformer un simple marchand de draps en un homme d'affaires. »

« Un tableau extrêmement fouillé des mécanismes économiques et financiers de l'époque. Le ressort des motivations sociales, toutes les manières d'avoir l'argent, comme on disait alors. »

Nicole Capoen *Le Quotidien du Maître*

Aubier

La dernière journée à l'Est de C.D.,
menuisier à Dresde

SOPRON
de notre envoyé spécial

Il fait très chaud ce dimanche matin sur la place de la mairie de Sopron. Dans un décor à peine retouché de comédie musicale viennoise, une foule joyeuse célèbre la Saint-Étienne sous les drapeaux vert, blanc, rouge, déployés à l'occasion de la fête nationale hongroise. A la terrasse de l'hôtel Löwer, un jeune homme blond de grande taille, l'air un peu gauche, commande un café. Il n'est pas difficile d'engager avec lui une conversation qui, dès qu'il a prononcé ses premières paroles, révèle son origine : l'accent saxon de Dresde ne l'abandonnera pas de sitôt.

En arpentant les rues de la vieille ville de Sopron, l'ancienne Odenburg de l'empire austro-hongrois, le jeune homme parle : « Je m'appelle C.D... Je suis menuisier. » Il tient à ce que l'on ne publie pas son nom avant qu'il ait réussi à passer la frontière. Il est arrivé la veille à Budapest par avion. Dans la capitale hongroise, il a laissé son sac tyrolien dans une consigne de gare : « Il faut surtout ne pas avoir l'air d'un touriste. » Il a pris le train

pour Sopron (un trajet de 200 kilomètres), où il est arrivé au milieu de la nuit. Après avoir sornolé dans la gare, il erre maintenant dans la ville, cherchant des repères.

Tout en parlant, C.D... échafaude dans sa tête des plans pour la soirée. « Voyez-vous, ce chemin-là à gauche et là droite en Autriche, mais on a neuf chances sur dix de se faire attraper. En suivant les champs, 500 mètres sur la gauche, on arrive à la forêt là-bas, bien à l'abri. » C.D... s'est habillé pour la circonstance : pantalon de toile gris anthracite, tee-shirt noir. Seul problème, ses cheveux blonds qui risquent de le faire repérer.

L'après-midi s'avance, C.D... attend dans les vignes la tombée de la nuit. Il ne croit pas que la perestroïka attendra un jour la RDA. Sa vie de l'autre côté ? « Je veux reprendre des études et puis voyager, voir Paris, Londres et pourquoi pas New-York. » La nuit tombe maintenant. « Je crois que c'est le moment. » Un petit signe de la main et C.D... disparaît dans l'obscurité.

L. R.

هنا من الاصل

Politique

Partis en déshérence

I. - Les orphelins du militantisme

La politique ne fait plus recette. Les partis traditionnels perdent adhérents et électeurs, mais il y a encore des militants.

Marcel Simon a soixante et onze ans. Ancien des Jeunesses socialistes, en désaccord avec le Front populaire de Léon Blum pour sa politique de non-intervention pendant la guerre d'Espagne, appelé du contingent dans la musique de la flotte en 1937, il a lu Marx et Lénine à Shanghai et créé, en 1944 à Phnom-Penh où il était devenu fonctionnaire du gouvernement français de Vichy, une cellule du Parti communiste. Il fallait le faire, sous le régime du maréchal Pétain, qui, de surcroît, avait relevé de ses fonctions son père, conseiller municipal socialiste de Brest depuis 1935. Marx, Lénine... et même, à l'époque, j'ai peut-être lu du Staline, figurez-vous.

Conseiller municipal communiste de Plouzané (8 854 habitants), dans le Finistère, depuis 1983 et membre de la communauté urbaine de Brest, où il préside le groupe des élus communistes, Marcel Simon raconte encore en mémoire le choc « affectif et sentimental » provoqué en lui, il y a plus de trente ans, par l'exécution d'Etibel et Julius Rosenberg,

citoyens américains condamnés à mort aux États-Unis après avoir été accusés de livraison de secrets atomiques aux Soviétiques.

Jamais il n'a remis en cause publiquement son engagement, vieux de quarante-cinq ans, au PCF. Pourtant, lui-même et la cellule de Plouzané avaient pris position contre le ralliement à la dissuasion nucléaire. Pourtant, avec le recul, il regrette la signature, en 1972, du programme commun de gouvernement avec les socialistes et l'entrée, en 1981, de quatre ministres communistes dans le gouvernement Mauroy. « Il faut digérer les erreurs, éviter de s'écarter en juge de ses amis. Après la bataille, c'est toujours facile de dire comment il fallait faire, trop simple de porter un jugement sur ceux qui avaient raison et ceux qui avaient tort. Je suis discipliné par le temps. Comme aurait dit Aragon, chaque soir je démissionne et chaque matin je réadhère. »

Si tous les militants de France s'appelaient Marcel Simon, la société et onze ou à vingt ans, les partis politiques seraient comme des coqs au pâté. Qui oserait parler d'une crise du militantisme ? Certainement pas Jean Le Goff, même région et même parti que l'autre, cinquante-sept ans, fils de militaire,

quize années et demie de marine, policier municipal à Brignogan-Plages, membre du PCF depuis vingt ans. Celui-là n'était pas né pour s'engager chez les « rouges ».

Plus tard, il a eu des copains militants du PC. Il a assisté à quelques réunions, presque par hasard : « J'ai vu leur fougue et ce parti m'est apparu comme le plus apte à mettre en valeur la devise de la République, liberté, égalité, fraternité. » Il y est à l'aise, dans ce parti qui l'on dit fermé : « Ce n'est pas vrai, on peut discuter. Très à l'aise même, depuis que le PCF « collabore moins avec les Soviétiques ».

Communiste et policier

Jean Le Goff joue les premiers rôles dans la vie locale de Brignogan, petite station balnéaire en perte de vitesse qui s'efforce de rendre à la vie, il est ami - grand collègue - dit-il - avec le conseiller général CDS, Roger Calvez. Il a affiché au mur de son petit bureau l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune. » À côté de sa machine à écrire, un recueil de ses poèmes. L'un d'eux s'intitule « Communiste et policier ». En voici les trois derniers strophes :

La faucille et le marteau,
Ces emblèmes de l'ouvrier,
Font passer toujours plus haut
Mes devoirs de policier.

Moi, au rouge de mon cœur
J'ai adjoint le bleu, le blanc
Pour mieux servir dans l'honneur
Mon pays, ses habitants.

Fier d'être de la police
Et militant d'un parti
Agissant pour que l'on puisse
Voir l'équité dans la vie.

Si tous les militants de France s'appelaient Marcel Simon ou Jean Le Goff, à soixante et onze, cinquante-sept ou vingt ans... Ou même Alain Determes, quarante-deux ans, agriculteur dans l'Allier, adhérent du PCF à dix-huit ans qui a « de quoi occuper ses journées », entre l'exploitation de 170 hectares (48 sont à lui) et le secrétariat de la section. Et qui remarque, sans insister : « Aujourd'hui, ma démarche de militant révolutionnaire est intacte. » Le Parti communiste, décidément, n'est pas comme les autres. Il est vrai que ceux qui restent persistent parce qu'ils ont la foi. Les autres, les mutins de la période noire, sont tombés souvent dans l'amarume.

Succès grincheux

Témoin Jean Party, cinquante et un ans, dont la conscience politique s'est formée dans la lutte pour la paix en Algérie, communiste « reconstruite » dans une fédération, le Doubs, où le PCF s'est scindé en deux courants. « Je suis dans la charrette des exclus, dit-il. J'ai plus tellement d'affiches à coller. Cette absence d'activité ne me convient pas. Au parti, je n'ai plus ma place et à l'extérieur, j'ai encore moins ma place. » Jean Party, le bien nommé, y croit encore un peu, malgré tout. Il continue à lire la presse communiste et à dire, sans illusions : « Je suis pour qu'à l'extérieur d'un parti il y ait un débat de fond constant, que les gens aient le droit d'exprimer leurs opinions et qu'ensuite on se pille à la majorité. Mais à condition qu'avant on ait pu dire ce que l'on avait à dire sans se faire foutre à la porte. Du jour où un gars comme Marchais entendrait ce qui se dit autour de lui, il changerait peut-être un peu. »

Les communistes - ceux qui restent - sont enthousiastes. Il y en a d'autres : au Front national assuré de sa force et chez les Verts en pleine poussée de zèle. Mireille Dubois, vingt-quatre ans, sans emploi, ne voulait plus être spectatrice « de la vie et de celle de (ses) concitoyens ». Elle s'est engagée au Front national en mars dernier. Elle a adhéré à des idées, à une philosophie, à une conception de la culture qui veut d'abord préserver l'identité de la nation. Depuis mars, elle s'occupe, en Alsace, du courrier, du fichier des militants et sympathisants et assure des permanences (deux demi-journées par semaine). Elle en veut : « J'ai envie de progresser, d'apprendre, d'être

dier des dossiers - économie, agriculture, famille... Apprendre, c'est fondamental pour moi. Et je pense que naturellement j'aurai un jour l'envie d'être élue et d'avoir un mandat. »

En Alsace toujours, mais à l'autre bout du champ politique, Jacky Welch, vingt-sept ans, instituteur, objecteur de conscience à son heure, militant vert depuis 1985, consacre bénévolement une quinzaine d'heures de son temps chaque semaine à son mouvement. Avec Mireille Dubois et le Front national il n'a, apparemment, qu'un point commun : une certaine défiance envers la classe politique traditionnelle. « Chirac et Mitterrand, dit une autre militante des Verts alsaciennes, Anne Jordan, vingt-cinq ans, étudiante, je les mets dans le même panier. Leur discours est loin de la vie quotidienne. J'ai l'impression qu'ils ne vont pas faire leur marché tous les jours... »

Chez les Verts, au Front national et surtout au Parti communiste, on affiche un militantisme joyeux. Dans la droite traditionnelle et au PS, en revanche, ce n'est pas toujours la joie. A la déroute en chantant du PCF dépendent les dévotement du RPR et des barrières, les succès grincheux des socialistes. Pour les militants CDS et barrières de Pau, dont l'aventure politique a commencé en 1978 lors de la campagne « Barre confiance » (Raymond Barre était alors premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing) et de la première candidature de François Bayrou aux élections législatives contre le maire socialiste de la ville, André Labarrière, les déceptions s'accumulent. Désiré de Raymond Barre au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, échec aux européennes, l'année suivante, de Simone Veil, dont François Bayrou, élu député en 1986 et réélu en 1988, était le directeur de campagne : au « Barre confiance » d'il y a dix ans, a succédé un « Barre c'est fini » qui sonne comme une oraison funèbre.

A ces militants qui ont construit leur militantisme autour de Raymond Barre, de François Bayrou et contre le RPR, il ne reste que leur héros local et l'hostilité aux amis de Jacques Chirac. Orphelins de Barre, ils ne se sont jamais sentis d'appartenance à la famille UDF : « Nous sommes UDF pour nous opposer au RPR, un point c'est tout, disent-ils. Les européens nous ont prouvé qu'ils n'ont pas fait de nous une liste de rénovateurs de tous les partis. Les électeurs se seraient sentis plus à l'aise. » Au CDS du Gers, on est plus fidèle. Les militants repartiront en campagne si Raymond Barre sortait la tête après hibernation, mais sans illusion.

Les militants, à droite surtout, ont besoin d'un « papa », héros national ou local. A Orléans, Jacques Douffignies, de la « bande à Léo », assumait cet emploi jusqu'à ce qu'il quitte volontairement la mairie en 1988. Roland Cannu, quarante-deux ans, employé, militant du Parti républicain depuis qu'en 1982 il a été déçu par la gauche au pouvoir : « On faisait trop pour les communistes et les immigrés, dit cet homme auquel il était arrivé de voter socialiste. Les Français étaient las de leur compte. Le chômage augmentait... » Il n'y a pratiquement plus de réunions et de discussions au Parti républicain. Nous sommes des orphelins. Je suis évidemment moins fervent qu'avant. »

L'échec de Jacques Chirac a, lui aussi, laissé des traces. « Je n'ai pas d'ambitions politiques et, dans ce cas-là, on ne peut pas se défouler bénévolement toute sa vie, remarque Didier Mau, trente-sept ans, professeur de lettres, qui fut, de 1983 à 1989, adjoint au maire de Le Plan-Médoc (Gironde), 3 548 habitants. Au RPR, l'heure n'est pas à la fête. Nos militants ont été hyper-sollicités par l'accumulation des campagnes électorales. Les échecs les ont échaudés. Il ne reste plus que le dernier carré des purs et durs. »

Gaston Pacorel, cinquante-cinq ans, élu dans la Bresse, est de ceux-là. « L'échec de Jacques Chirac a été un sacré coup de barre sur la tête des militants RPR, dit-il. Il faut réfléchir aux conneries qu'on a faites. Lesquelles ? Jacques Chirac a péché, à Matignon, par bonté. A la politique, c'est le contraire. Il faut être dur, presser de l'impôt sur les grandes fortunes, décider par Edouard Balladur, cet évêque onctueux » a précipité, selon lui, la catastrophe électorale. Gaston Pacorel, gaulliste de toujours, qui ne paie ses cotisa-

tions au RPR que depuis cinq ou six ans parce qu'il est « près de ses sous », explique ainsi son pragmatisme politique, sinon son cynisme : « Moi, je suis diplômé des hautes études communales. »

Il y a des déçus partout. Dans l'opposition parce qu'ils ne sont plus au pouvoir. Au pouvoir parce qu'il est plus facile d'être dans l'opposition et que les gouvernements successifs s'assoient sur les rêves anciens. Bernard Babault, cinquante-sept ans, professeur d'histoire et de géographie, socialiste encastré depuis 1976 après avoir été tenté « comme tout le monde » par le PCF et le PSU, qui a exercé son militantisme comme un « sacerdoce » à Sarrebourg, regrette que le Parti socialiste soit devenu, au fil des gouvernements, un parti « social-démocrate ». Il avait beaucoup rêvé avant 1981. Le réveil a été cruel.

Regrets éternels

« Le pouvoir anesthésie », remarque Bernard B., quarante-deux ans, professeur entré au PS dans la foulée de Michel Rocard, en 1974, devenu « mitterrandiste » depuis et qui milite dans la fédération du Gers. Un vieux de la vieille, adhérent depuis le congrès fondateur d'Epinay, en 1971, genéral aussi. Pierre N., cinquante-huit ans, fonctionnaire, regrette les enthousiasmes d'antan : « Après Epinay, on avait vraiment tout à construire. C'était excitant. »

Des regrets toujours, des chapelets de regrets : « Quand on était dans l'opposition, on donnait de l'exploir aux gens. Plus maintenant. » « Donnez-nous le pouvoir pour que nous vous le rendions : on en a grugé des militants, avec ça. » « Ce pays fonctionne toujours avec un sauteur qui quatre fois installe un nouveau bouillier. » Ainsi parle Paul Ravel, cinquante-trois ans, adjoint au maire de Bron (Rhône), resté « militant de base » malgré ses fonctions, proche de Jean Poperen, ancien électeur du PCF puis membre du CBRES de Jean-Pierre Chevènement, socialiste parce qu'il ne voulait être « ni stalinien ni rad soc ». »

Regrets éternels et violence pour Joël Hébrard, fonctionnaire, socialiste tendance Mauroy depuis 1975.

M. Jacques Barrot prône un rééquilibrage de l'opposition

Dans un entretien accordé au Journal du Dimanche du 20 août, M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, a affirmé que si l'union de l'opposition est « sans nul doute indispensable à la victoire », seule « l'union sur le fond donnera l'élan nécessaire au succès ». Pour M. Barrot, l'union ne doit pas être celle, « éphémère, d'un style d'élection », ni celle, « factice, d'une structure unitaire bâtie sur le plus petit dénominateur commun », et encore moins celle, « instable, dans l'immédiat, autour d'un chef reconnu par tous ».

Interrogé sur la place du CDS au sein de l'opposition, le secrétaire général de ce mouvement souhaitait « un rééquilibrage très utile de l'ensemble de l'opposition (...) entre deux pôles plus clairement identifiables et ainsi plus complémentaires : l'un représentant une sensibilité plus autoritaire, plus conservatrice, l'autre une sensibilité plus libérale, plus ouverte ». Le « dessein » du CDS est, indique M. Barrot, non seulement « d'identifier le centre, mais de le faire vivre au sein d'une opposition qui ne doit pas sombrer dans l'uniformité ou les querelles subalternes incessantes ».

A propos de son éventuelle participation à un gouvernement dirigé par M. Michel Rocard, M. Barrot affirme que « la participation à un gouvernement n'est pas une aventure individuelle, c'est avant tout une affaire de projets et d'équipe ». Toutefois, ajoute-t-il, « l'expérience acquise, jointe à la sympathie que

Pour ce militant illois, le gouvernement, dont le Parlement n'est que le « paravent », sert de « paravent » à l'administration. Quant au Parti socialiste, il n'est plus, à l'en croire, très jol : « Mais que la vie des idées par le bruit que l'on fait autour n'est pas un moyen de convaincre quoi que puissent prétendre certains « éléphants » du parti, amateurs de grand-messes où ils pensent être vus dans leurs œuvres médiatiques de représentants d'oraisons. » On connaît les débats d'états-majors parisiens le fassent « bâillier d'ennemi ».

A côté de ces diatribes, les hauts-cœurs du petit dernier paraissent facilement guérissables. Yves Baumüller, seize ans, lycéen, militant socialiste depuis le meeting de François Mitterrand à Strasbourg en mai 1988, « popérisé » qui consacre, chaque semaine, dix heures de sa vie à l'action politique, a découvert les « petites magouilles ». « Si on veut un poste, il faut plus ou moins marcher sur les autres. C'est un peu dégoûtant, finalement », dit-il. Un peu seulement. Yves Baumüller a la vie devant lui pour décider si c'est trop... ou pas assez.

Enquête réalisée par :

Notre bureau de Lyon, notre correspondant régional à Marseille, Guy Portes, nos correspondants à Besançon (Claude Fabert), Bordeaux (Ginette de Mathis), Brest (Gabriel Simon), Metz (Jean-Louis Thiel), Moulins (Jean-Yves Viti), Nevers (Jacques Spindler), Orléans (Régis Guyon), Strasbourg (Jean-Marie Boehm), Tarbes (Jean-Jacques Rollat).

Nos envoyés spéciaux : Jean-Louis Andréani, Olivier Biffaud, Valérie Devillechabrolle, Patrick Jarreau.

A Paris : Jean-Yves Lhonnau.

Prochain article :

L'assaut contre la classe politique

Je porte à la personne du premier ministre pourrait en théorie ne porter à rien d'une nouvelle charge ministérielle.

« M. Giraud (RPR) cherche à établir des « passerelles » avec les rénovateurs. » M. Michel Giraud, ancien président (RPR) de la région Ile-de-France, a réuni, samedi 19 août, dans sa propriété de La Croix-Valmer (Var), une douzaine de députés RPR dans le but d'établir des liens et des passerelles entre rénovateurs et conservateurs du mouvement. Autour du député du Val-de-Marne et de M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, se sont notamment retrouvés M. Michèle Alliot-Marie (Pyénées-Atlantiques) et M. Patrick Balkany (Hauts-de-Seine), Bruno Bourg-Broc (Marne), Jean-Michel Couve (Var), Christian Estrosi (Alpes-Maritimes), Jacques Godfrin (Aveyron), Jean-Claude Mignon (Seine-et-Marne), Patrick Olier (Hauts-Alpes) et Eric Dolige (Loiret).

Dans un entretien publié lundi 21 août dans le Quotidien de Paris, M. Giraud a précisé que l'objectif de cette réunion était d'étudier les voies d'accès conduisant à une vie plus intense du groupe parlementaire RPR à l'Assemblée nationale, car c'est lui qui, dans l'éventualité, a un rôle à jouer et c'est là que se situe le débat d'idées. Le groupe réuni à La Croix-Valmer a reçu un mot d'encouragement de la part de M. Jacques Chirac, actuellement en déplacement aux Etats-Unis.

LANGUES & AFFAIRES

Pour réussir votre entrée dans l'Europe de 1993

AJOUTEZ UN PLUSA VOTRE FORMATION

Une (ou +) langues, des diplômes de compétence (spécialisés en affaires ou en communication), reconnus internationalement.

Tranquillément, chez vous, par méthodes efficaces et personnalisées. Inscript. et l'année. Formation Continue aux entreprises.

Documentation gratuite sur Cours et diplômes à :

Langues & Affaires, Serv. 4923, 35 rue Collonge

92303 Paris-Levallois. Tél. (1) 42.70.81.88

A la Réunion

Le planteur de canne nostalgique des combats de rue

SAINT-ANDRÉ (la Réunion) de notre envoyé spécial

En cet après-midi d'hiver, René, planteur, est à la lisière de son champ. L'homme, râblé et bruné sous son chapeau, répare son tracteur. La campagne vient de débiter : les vertes tiges de la canne à sucre endurcissent sous la brise rose en fleur. La moisson ne supporte pas le retard.

À chaque aube, René porte sa carapace à la distillerie voisine, où la queue des camions se forme dès minuit. Entre deux parcelles et au ras du sol, poussent des ananas gonflés de jus. Le planteur sait la nécessité de diversifier ses cultures. Il a d'abord tenté les bananes. Trop fragiles, elles n'ont pas résisté à la violence des cyclones. René a deux prénoms féminins. De toute façon, un bananier ne produit qu'un seul régime puis meurt. Le marché reste incertain.

Sur ses 9 hectares de terre, René travaille dix heures quotidiennes, en compagnie d'un ouvrier agricole et parfois d'un de ses neuf enfants, aujourd'hui adultes et pris par d'autres tâches. Le père est créole, maître de café. La mère a la peau lisseuse d'une Normande. Tous deux se sont rencontrés trente ans auparavant dans ces « Hauts » flanqués entre deux cratères qui hérissent l'intérieur de l'île. Là, sa réfugièrent au début de ce siècle les « petits Blancs », incapables de salarier leurs ex-esclaves affranchis. Là, René coupe la canne à la « pique », dès l'âge de huit ans, aux côtés de son père « colon », ouvrier agricole. Entre deux moissons, l'enfant réussit à fréquenter l'école, quelques heures par-ci, trois jours par-là. Il apprend ainsi à lire, mais ne put acquiescer l'école. Le jeune couple quitta les Hauts pour Sainte-Suzanne, dans la plaine orientale.

Ce n'est qu'en 1982, à l'âge de quarante-deux ans, que René accède enfin à la propriété. Il achète sa maison et ses terres modestes à Saint-André, proche de Sainte-Suzanne, en s'endettant jusqu'en 2001. Sur son revenu moyen mensuel de 6 000 F, il lui faut assurer, avant toute autre dépense, une traite de 1 500 F. D'impôts : René sait se battre.

« Un battant de la région Est »

Communiste, il l'est depuis toujours, « plus encore par destination que par conviction ». Son père, coupeur de canne, devait voter comme son propre patron ou alors il prenait le parti. Le « commandeur » pointait la présence de chaque électeur, dont il vérifiait le bulletin. René n'en voulait pas à son père. Il comprit l'« impasse », quitta les Hauts et devint « des quinze ans un battant de la région Est ».

À cette époque, « le syndicat précommuniste était hors la loi. Le petit planteur était beaucoup plus actif, la bataille plus facile ». Tout est alors à conquérir, la négociation doit s'arracher à

coups de grèves dures et les militants ne manquent pas. Le jeune avocat Paul Vergès a la charisme et l'intelligence de la revendication. Contre les huit grans propriétaires de distillerie - réduits à l'indigence - et les bombes lacrymogènes des gendarmes, il faut imposer un prix en début de campagne à ceux qui garantissent le revenu des petits planteurs et des colons. La répression est violente, la riposte tout aussi virulente. René évoque les « années Débré »... La chaîne impériale à porteurs où trônait l'homme politique venu de la mer pour des visites sur « ses » terres. L'arrestation préventive, avant l'arrivée du « prince »...

René en rit encore, de ce bonheur de « la lutte à bras-le-corps ». Le Parti communiste réunionnais (PCR), sous le poigne de Paul Vergès, fait alors de l'autonomie « son drapeau de mobilisation. René y croit avec ferveur : « On sait ce qu'on veut et où on va. » Petit planteur, il se bat sur son terrain. A la fin des années 70, il devient secrétaire de la section de la CGPER, l'organisation style cégétiste des travailleurs de la canne fondée sur l'île en 1975.

Mais les temps changent, la politique s'institutionnalise. A la place succèdent la table de négociation « entre experts » et les « magouilles de couloir ». Les jeunes militants d'hier se transforment en « hommes de pouvoir », ou se trouvent de fait mis à l'écart. La revendication du PCR pour l'autonomie disparaît au profit de celle, plus classique, de « la parité de statut entre la Réunion et la Métropole », lointaine.

Depuis, René s'est forgé une nouvelle conviction : « Cette demande d'égalité sociale entraîne un assistant, qui se traduit par une dépendance de plus en plus lourde. » Certes, René connaît l'intérêt des subventions. Ainsi, après les ravages du cyclone « Firinga » en janvier dernier, les syndicats ont obtenu compensation, grâce à un complément versé par le gouvernement français, sur le prix des campagnes pour cette année. Mais René déplore que ses collègues, en quelques années, « n'aient pas pris conscience de la dépendance accrue qui freine le développement de l'île ». Il raporte avec nostalgie du « sentiment autonomiste en bonne entente avec les voisins de l'océan indien », oublié par Paul Vergès et son clan.

Depuis, il ne milite plus à un poste de responsabilité. Il se contente « du travail à la base, au jour le jour ». D'autres se sont complètement retirés. Le syndicat est devenu « un nid ». La base est plus nombreuse et moins active. Les chefs de la CGPER ont désormais la majorité à la Chambre d'agriculture - « figures et militants à la fois ». Leur niveau d'instruction s'est élevé, « au rang d'experts. Et moi, je ne sais pas écrire... », ajoute René.

DANIELLE ROUARD.

... politique d'EDF ont... au contrôle des

Ca. V.

... de l'Union de Démocratie, pour être... CM 2011 Paris Seine... Suisse

... l'initiative de retour de Com...

M. Michel R

Bice

La fondation... intercrossa... pour les d

Politique

Le voyage du premier ministre dans le Pacifique

M. Michel Rocard salue « la Nouvelle-Calédonie en marche »

M. Michel Rocard, accompagné de M. Louis Le Pen, ministre des DOM-TOM, et de M. Edouard Balladur, ministre des Affaires étrangères, est arrivé samedi 19 août en Nouvelle-Calédonie. Mercredi, le premier ministre s'envolera pour les îles Fidji.

M. Rocard, qui veut se rendre compte sur place des progrès enregistrés dans le développement économique à la suite des accords de

Matignon de 1988, a salué « la Nouvelle-Calédonie en marche », il s'est rendu dimanche à Canala, sur la côte est, l'un des points traditionnellement chauds du territoire. Il y a été très bien reçu.

M. Rocard a également visité l'usine de nickel de Doniambo, à Nouméa. Il a prononcé une allocution devant la commission du Pacifique sud dans laquelle il a observé que c'est la pre-

mière fois qu'un chef de gouvernement français visite cette instance.

Le premier ministre est allé se recueillir, lundi matin, sur la tombe de Jean-Marie Tjibaou. A Foa, deuxième étape de son voyage, le premier ministre, interpellé sur ce sujet par M. Jorjé, président de la province Nord, a indiqué qu'il s'entretenait de l'amnistie générale réclamée par les indépendantistes avec le

chef de l'Etat et les signataires des accords de Matignon.

M. Rocard s'est également rendu dans les îles Belep, longtemps très hostiles à la présence française. Il est enfin intervenu devant les assemblées des provinces Nord et Sud, à majorité respectivement FLNKS et RPCR. A cette occasion, M. Jacques Lafleur lui a rendu un hommage appuyé, ainsi qu'un chef de l'Etat. (Lire la déclaration de M. Lafleur en page 24.)

CANALA (Nouvelle-Calédonie)
de notre envoyé spécial

Les deux pieds dans la boue. M. Michel Rocard écoute l'histoire édifiante que lui raconte M. Gaëtan Delouade, premier adjoint au maire de Canala. C'est l'histoire d'un grand chef, « qui se repose sur la colline », l'une de celles qui domine la plaine cultivée. C'était au dix-neuvième siècle. Le grand chef quitta cette plaine — qui était sa terre — pour traverser les montagnes et aller sur la côte ouest aider les Européens en lutte contre une tribu qui voulait les empêcher de s'installer en Nouvelle-Calédonie. Mais quand il est revenu, explique le jeune écrivain, « il a trouvé les colons qui avaient pris la terre ».

Si le premier ministre est à Canala, avec toute sa suite, au premier jour de sa nouvelle visite sur le « Caillou », c'est parce que, d'une certaine façon, ce qu'il lui montre aujourd'hui, c'est la réparation de cette injustice : des cultures, un port, une inscription, « SARI Fawiro », le tout surmonté d'un emblème en bois, celui du FLNKS, entouré de la devise de la SARI, construite autour d'une phrase de Jean-Marie Tjibaou : « Un peuple n'a que ce pour quoi il se bat. On dit et on fait ».

Ces terres, derrière le portail, les Canaques les ont reprises au colon qui les cultivait. Deux clans se sont joints et, dans le cadre des « micro-projets » de développement qui ont commencé à se mettre en place après la signature des accords de Matignon, ils ont créé cette SARI d'agriculture et d'élevage.

Le premier ministre a planté deux pins, de part et d'autre du portail. « Pour qu'ils soient les gardiens de cette plaine, que personne ne la repousse », conclut M. Delouade. La boucle est bouclée.

Sa première journée sur le territoire, M. Rocard la passera presque tout entière en blouse, sillonnant le territoire de la commune de Canala avec son cortège de motards, de voitures et de bus bruyamment sur les routes sinueuses, surlignées de gerbes d'eau boueuse là où les fortes pluies des derniers jours ont coupé la chaussée.

Le choix de Canala est symbolique. « L'une des communes les plus touchées par les événements qui ont marqué la Nouvelle-Calédonie ces dernières années », comme le dira M. Rocard lui-même. Canala, c'était le territoire du chef de guerre Eloi Machoro, tué par les gendarmes.

En 1988 encore, de graves incidents y ont éclaté. Qu'elle soit aujourd'hui, comme le dit le premier ministre, « l'une des plus actives dans le développement de l'économie, de l'emploi, dans le règlement des questions foncières et sociales », n'en a que « plus de valeur ».

Le second projet de la commune de Canala visité par M. Rocard est déjà d'une autre dimension : il s'agit de rouvrir les thermes de La Croix, fermés depuis les incidents de 1981 et, au-delà, d'aménager la baie de Canala. Signe que les temps ont changé : dans le projet des thermes de La Croix, les habitants de Canala seront actionnaires à 50 %.

Les tribus sans eau ni électricité

M. Léopold Jorjé, président de la région Nord, maire de Canala, a été l'un de ceux qui, au FLNKS, ont manifesté leurs réticences au moment de la signature des accords de Matignon. En recevant M. Rocard devant les thermes de La Croix, il affirme : « Depuis trente ans, nous sommes privés de l'eau et de l'électricité, nous avons pris la ferme décision de faire cesser cet état de fait dans les cinq années à venir, avec l'application des accords de Matignon, qui doivent nous permettre de répondre au mieux aux besoins et aux attentes de la population ».

Et M. Jorjé d'ajouter, après avoir exposé ses espoirs et ses doléances pour sa commune : « Nous sommes responsables de la gestion difficile et incertaine de la commune. Le représentant du conseil des anciens encourage M. Rocard et lui souhaite bienvenue. Mais il demande aussi que des mesures « urgentes » soient prises pour que les tribus ne soient pas « oubliées et laissées pour compte ». M. Jorjé annonce au premier ministre qu'il va

romment qu'entraîne cette extraction, le maire souligne : « Nous ne voulons pas mendier les financements de nos projets mais nous affirmons qu'il est injuste de nous déposséder sans se soucier du respect de notre patrimoine commun pour le devenir des générations futures ».

Un autre, succède un porte-parole des autorités coutumières des tribus d'Humu et de Nanan Kenou, concernés en premier lieu par le projet. Le porte-parole est ému, parle à voix plus basse encore que M. Jorjé. Sur le fond, le propos est très ferme. Les autorités coutumières refusent « la précipitation », refusent que « la station devienne un îlot de luxe avec autour nos tribus sans électricité, sans route convenable, sans route de désenclavement et sans eau potable ».

Après ce moment de sérieux, la détente s'empare. Les femmes des tribus posent pour une photo avec M. Rocard, tout sourire. Le premier ministre rejoint son épouse pour serrer les mains des femmes, embrasser les enfants.

Puis le cortège monte à la mairie de Canala. La délégation s'engage sans hésiter dans l'entrée du bâtiment qu'encadrent le drapeau français et l'emblème de Kanaky. La mairie abrite une exposition consacrée notamment au Bicentenaire de la Révolution. Il y a aussi un panneau, « La Nouvelle-Calédonie au secours de la République », qui raconte les parcours de soldats venus du territoire aux deux guerres mondiales. Sur ce panneau, des médailles militaires, une fourragère.

En sortant de l'exposition, M. Rocard plante un nouvel arbre. Pas d'importance. C'est un plant qui avait été préparé par Jean-Marie Tjibaou. M. Jorjé a voulu que ce soit M. Rocard qui mette définitivement en terre le jeune arbre.

Dernière étape à Canala, la tribu de Gellim plante un nouvel arbre. Le représentant du conseil des anciens encourage M. Rocard et lui souhaite bienvenue. Mais il demande aussi que des mesures « urgentes » soient prises pour que les tribus ne soient pas « oubliées et laissées pour compte ». M. Jorjé annonce au premier ministre qu'il va

encore... planter un arbre, un cocotier cette fois. Le maire de Canala sourit : « Vous allez rebouter la Nouvelle-Calédonie ! ».

Une fois définitivement terminée son œuvre de jardinier, M. Rocard peut se diriger vers la salle des fêtes. M. Jorjé l'accompagne, souhaite « un terme satisfaisant pour tous en 1993 ». Le premier ministre lui succède et entame une sorte de cours de développement appliqué.

« Je crois aux micro-projets »

Le premier ministre a appris, à son arrivée, qu'en un an trois mille emplois ont été créés sur le territoire. « Voilà pourquoi, dit-il, je crois aux micro-projets », même si la reprise dans l'industrie du nickel a pris sa part dans ces créations. De toute façon, « micro n'a jamais, pour moi, voulu dire médiocre ».

M. Rocard plaide encore pour un développement « à travers des projets maîtrisés par ceux qui les mettent en œuvre », mais aussi pour la reconnaissance du « droit à l'erreur », à condition qu'il ne soit pas l'aboutissement d'un refus de regarder la réalité en face. Il ajoute, comme pour contrebalancer : « Ce n'est pas parce qu'un projet est présenté par des Mélanésiens qu'il est nécessairement viable, cohérent ou réalisable (...). Nous ne résumons pas le développement de l'intérieur et des îles en finançant un poulailler dans chaque tribu, un atelier de construction de bateaux qui concurrencent ceux qui existent déjà, ou une station-service dans chaque village ».

Le FLNKS déçu

Place enfin au déjeuner. Le soleil tape. La tribu a sacrifié du bœuf, les femmes ont préparé langoustes, poisson cru, brochettes de viande et poulet. Vers la fin du repas, dans la cuisine, elles commencent à chanter à plusieurs voix des chants où le mot « kanaky » revient souvent...

L'atmosphère est chaleureuse et bon enfant. Ceux qui ont vécu la tension de la visite de M. Rocard à la tribu au mois d'août de l'an der-

nier n'en reviennent pas : « Ça n'a rien à voir ! », disent-ils.

Cette évidente amélioration du climat ne peut pourtant pas faire oublier une autre face de la réalité néo-calédonienne. Il est clair que les trois signataires des accords de Matignon ont des visions bien différentes de la situation sur le territoire : d'un côté le gouvernement et M. Jacques Lafleur ne cachent pas leur satisfaction globale ; de l'autre, le FLNKS est méfiant et déçu.

Dimanche matin, le député RPCR affirmait à Nouméa au micro de RMC : « Dans l'ensemble, ça se passe bien. Pour moi, la Nouvelle-Calédonie est « prospère », et les accords de Matignon ont eu globalement un résultat inespéré ». M. Rocard trouve lui aussi que le nombre de créations d'emplois est inespéré.

A l'inverse, M. François Burck, président du FLNKS, nous explique qu'il trouve dimanche que son mouvement déplore une trop grande lenteur dans l'application des accords. « Nous sommes impatients », dit M. Burck, qui s'alarme, en outre, que la France, à l'ONU, fasse de nouveau pression pour que la Nouvelle-Calédonie ne soit pas inscrite sur la liste des pays à décoloniser.

Rééquilibrer l'économie et la société

Dans la bataille pour l'émancipation économique, pour la santé, pour la reconnaissance culturelle, pour la mobilité et déterminés comme vous l'avez été hier dans le combat politique. Ce sera le gage (...) de la réussite des accords de Matignon pour les Belep et pour la Nouvelle-Calédonie. Ces phrases, prononcées en conclusion de son discours, devant les habitants des turbulentes îles Belep (le Monde date 13-14 août) sont la clé du voyage du premier ministre en Nouvelle-Calédonie. A l'évidence, M. Michel Rocard veut croire que la page du combat politique est définitivement tournée et qu'il ne s'agit plus, maintenant, que de conjuguer les énergies pour assurer le développement d'une Nouvelle-Calédonie pacifiée.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Bicentenaire

Préside par M. Claude Cheysson

La fondation Arche de la fraternité s'intéressera aux « nouvelles menaces » pour les droits de l'homme

La fondation Arche de la fraternité, qui doit être inaugurée au sommet de la Grande Arche de la Défense par M. François Mitterrand le samedi 26 août, jour anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (le Monde du 19 août), a pour objet « la défense et la promotion des droits de l'homme dans les sociétés contemporaines ».

Préside par M. Claude Cheysson, député européen, ancien ministre des relations extérieures, la fondation consacre la rencontre entre une volonté politique, un moment historique hautement symbolique (le Bicentenaire) et un monument prestigieux (la Grande Arche). Elle correspond surtout à un besoin, à un fortiori dans un pays qui se flatte d'être « la patrie des droits de l'homme ».

C'est à l'initiative d'Edgar Faure, placé en 1987 à la tête de la Mission du Bicentenaire, qu'est né le projet. En octobre de la même année, une association chargée de lui donner corps fut mise sur pied et obtint de l'Etat (avec la bénédiction de l'Elysée, qui a toujours suivi l'affaire de près) la mise à disposition du toit de la Grande Arche pour la future fondation, pour une période de trente ans.

Après la mort d'Edgar Faure, c'est le magnat britannique de la

presse Robert Maxwell qui présida aux destinées du projet. En dépit de certaines difficultés et incertitudes liées à la collaboration, celui-ci avait fini par voir le jour. Au printemps dernier, M. Cheysson avait accepté, à la demande de M. Mitterrand, et après avoir fait prévaloir certaines de ses conceptions, d'en assumer la présidence (le Monde du 20 avril).

Les objectifs de la fondation, tels qu'ils sont officiellement présentés, sont de deux ordres. Comme il est de règle pour ce type d'institution, l'Arche de la fraternité apportera un appui aux organisations actives dans le domaine des droits de l'homme, notamment en organisant et en finançant des opérations conjointes, ou encore en mettant ses locaux à leur disposition pour diverses manifestations : expositions, conférences, etc. (1). Toutefois, soulignent les responsables, « le caractère original de la fondation se placera ailleurs, dans la réflexion sur le long terme : pourquoi et comment l'évolution des sociétés contemporaines crée-t-elle sans cesse de nouvelles menaces pour les droits de l'homme et des peuples ? ».

Sur toutes sortes de dangers et de graves questions d'actualité (sida, intégrisme, pollution...), la fondation se veut un organe de réflexion, d'analyse et de proposition. Et même de provocation. « A l'occasion d'événements liés à ces interrogations ou illustrant ces menaces, elle entend aussi mobiliser l'opinion, frapper les esprits et contribuer à une prise de conscience ».

Pour définir les grandes orientations de la fondation et pour multiplier les regards et les réflexions sur les problèmes de l'époque, M. Cheysson entend regrouper autour de lui un conseil scientifique regroupant un nombre limité de « personnes d'une grande autorité, françaises, européennes et autres ».

Six mécènes fondateurs

L'Arche de la fraternité sera gérée par un conseil d'administration de quinze membres composé de représentants de l'Etat, de mécènes fondateurs et de personnalités. Son indépendance, indiquent ses promoteurs, est garantie par le statut juridique propre aux fondations, ainsi que par l'importance de ses fonds. C'est ce qui explique aux contributions de six mécènes fondateurs (dont deux grandes sociétés financières japonaises) : la Caisse des dépôts et consignations, Maxwell Communication Corporation, la Ville de Paris, Pierre Dehayre-société des Beaux Sites, The Nomura Securities Co. Ltd, The Dai-ichi Kangyo Bank. Enfin, la fondation tirera profit de l'exploitation commerciale des espaces du toit de la Grande Arche, que le gouvernement lui a concédés.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

(1) La toute première de ces manifestations, une exposition consacrée aux réfugiés et intitulée « Liberté en exil », sera également inaugurée le 26 août. Elle a été réalisée conjointement par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés et par la fondation.

Communication

Aucune nomination à A 2 et FR 3 ne se fera « sous la pression » affirme le PDG Philippe Guilhaume

Le nouveau président commun à Antenne 2 et FR 3, M. Philippe Guilhaume, a indiqué, samedi 19 août sur RTL, qu'il entendait « aller vite » pour constituer les équipes dirigeantes de ces deux chaînes publiques, sans fixer toutefois une date limite. M. Guilhaume a affirmé qu'il ne serait « l'otage » d'aucun groupe ou faction pour arrêter ses choix, soulignant qu'aucune désignation ne serait effectuée « sous une pression ou pour faire plaisir ». Antenne 2 et FR 3 ne serviront pas de « lieu de chasse aux sorcières ou de niches pour lots de consolation », a-t-il ajouté en précisant que, lors de ses entretiens avec les responsables politiques, ni

M. Michel Rocard, ni M. Jack Lang, ni Mme Tassca, n'avaient évoqué de noms pour les nouveaux postes de directeurs généraux. Des postes dont il a défini le profil : « compétences professionnelles et solitaires sur les objectifs », mais sans être des « Zorros ou des chavaliers blancs ».

M. Guilhaume a indiqué, d'autre part, que les chaînes publiques marquent « cruellement » d'argent, en signalant que, Espagne, le budget de la seule télévision régionale de Catalogne, TV 3, était supérieur à celui de FR 3 tout entière. Avec l'appui de programmes de qualité, a-t-il

estimé, il faudra convaincre parlementaires et téléspectateurs des besoins financiers des chaînes publiques (voir en dernière page.) Sans vouloir se priver des ressources de la publicité, le nouveau PDG a déclaré qu'il fallait toutefois être attentif à certains dérapages qu'elle peut engendrer comme « la fragmentation des œuvres » ou une influence « sournoise » sur la nature et le contenu des programmes.

M. Guilhaume a conclu en indiquant que son premier souci était de ne pas décevoir, alors qu'il lui faut désormais « gérer » les multiples impatiences qui se manifestent dans le public.

6,4 millions de francs dépensés pour un anniversaire

Le sacre de Malcolm Forbes

L'énumération de ses invités prestigieux et argentés donne le tour à : aux côtés de l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger ou des rois (détrônés), Simon de Bulgérie et Constantin de Grèce, le président de la Fiat, Giovanni Agnelli, celui de Chrysler, Lee Iacocca, de la Twentieth Century Fox, Barry Diller, ou les magnats de la presse, Rupert Murdoch et Robert Maxwell, avaient tous accepté l'invitation lancée par le milliardaire Malcolm Forbes à l'occasion de la célébration de son soixante-dixième anniversaire. Plus de sept cents happy few — dont cent dix journalistes — se sont rendus au palais de l'éditeur de Forbes Magazine, à Tanager, où ils ont passé la nuit du samedi 19 août à se restaurer et à s'amusar. La plupart des invités

new-yorkais avaient été transportés aux frais de Malcolm Forbes par trois avions, un Concorde, un DC8 et le propre avion du milliardaire, un Boeing 747, baptisé The Capitalistic Tool (l'outil capitaliste).

Cet anniversaire, digne des plus grandes parties d'Hollywood, a nécessité cent moutons, quatre cents poulets, deux mille bouteilles de vin de grand cru et deux cents magnums de champagne et a mobilisé plus d'un millier d'artistes, de lanceurs de flamme, d'acrobatas et de danseuses du ventre. Les invités étaient sous la protection de quelque cent vingt gardes du corps, enrôlés par Malcolm Forbes. L'anniversaire de celui que l'International Herald Tri-

bune nomme depuis « Malcolm du Maroc », s'est clos par un gigantesque feu d'artifice, visible à 40 kilomètres, c'est-à-dire au-delà du détroit de Gibraltar.

Cette fête, où ont été conviés les représentants des plus grandes fortunes mondiales, a coûté la bagatelle de 1 million de dollars (6,4 millions de francs).

Dans une conférence de presse donnée samedi matin, Malcolm Forbes a jugé que cette dépense n'avait rien de « chaquant » dans le contexte d'un pays comme le Maroc, car elle constituait « des investissements ». Absent des festivités, le roi Hassan II du Maroc avait cependant convié les invités du milliardaire à un déjeuner, le lendemain de cet « anniversaire du siècle ».

سكنا من الحلال

Société

Devant un demi-million de jeunes à Saint-Jacques-de-Compostelle

Jean-Paul II a dénoncé la « permissivité aliénante » de la société moderne

Le pape devait terminer lundi 21 août sa troisième visite en Espagne, dans les Asturies, à Oviedo et dans le sanctuaire marial de Covadonga. Mais le sommet de ce voyage a été, samedi 19 et dimanche 20 août, une rencontre, d'une ampleur exceptionnelle, de Jean-Paul II avec un demi-million de jeunes environ (550 000 selon les autorités de la province de Galice) venus d'une soixantaine de pays.

Portant un bâton, deux coquilles accrochées à son camail rouge, Jean-Paul II a fait à pied, samedi 19 août, les cent derniers mètres du parcours tradi-

tionnel du pèlerin de Saint-Jacques-de-Compostelle. Il s'est ensuite recueilli devant les reliques de l'apôtre. C'est là, dans la cathédrale, qu'il a le mieux fait ressortir le lien entre son pèlerinage, celui des jeunes et la « nouvelle christianisation » de l'Europe. « Nous voulons reconstruire l'engagement de notre monde, a-t-il dit, avec le cri convaincu de milliers de jeunes pèlerins qui proclament le Christ rédempteur de tous les hommes et centre de l'histoire ».

« La route de Compostelle, a ajouté Jean-Paul II, était un chemin de prière et de pénitence,

de charité et de solidarité (...), un chemin de conversion de la culture chrétienne. Les églises et les abbayes, les hôpitaux et les asiles ont été encore de cette aventure chrétienne du pèlerinage où la foi devenait vie, histoire, culture et charité ».

« Au seuil de l'an 2000, a-t-il conclu, l'Eglise veut continuer à être la compagne de voyage de l'humanité (...), au milieu de la brume épaisse qui se forme devant elle, quand la conscience de la vocation chrétienne commune devient obscure, même pour les fidèles. Il est donc nécessaire que le souvenir d'un passé chrétien presse tous les enfants de

l'Eglise (...) à se vouer à la tâche passionnante de faire fleurir un nouvel humanisme chrétien, face à la « permissivité aliénante » de la société moderne ».

Le pape a également renouvelé son appel pressant à un cessez-le-feu immédiat au Liban. Cent cinquante cardinaux et évêques étaient présents, dont vingt Français conduits par les cardinaux Lustiger et Decourtray.

Un Woodstock à l'envers

SAINT-JACQUES-DE-COMPOSTELLE
de notre envoyé spécial

« En avant », criaient les pèlerins du Moyen-Age en escaladant le mont de Gozo (mont de la Joie), d'où ils apercevaient pour la première fois les tours de la cathédrale Saint-Jacques à Compostelle. Monjoie ? Mont-Chaume plutôt : dans les mois qui ont précédé la visite du pape, les arbres et les arbustes de la colline ont été rasés. Les bulldozers et les pelleteuses ont creusé une sorte d'amphithéâtre.

Mais, vaincue par la sécheresse, l'herbe n'a pas eu le temps de repousser et ce Woodstock de la foi, sans précédent, avait aussi des allures de Paris-Dakar. Près d'un demi-million de jeunes, deux jours durant, ont communauté avec le pape dans un nuage et dormi dans des lits de pousière rouge.

Une poussière qui colle à la peau avec la froide humidité de la nuit et la rosée du dimanche matin. A l'aube, des groupes en prière, déjà, se réchauffent autour de braseros allumés près des conteneurs dégageant de la vapeur, à même un sol jonché de boîtes de conserves et de papiers gras. Des queues serpentent derrière des trop rares points d'eau, dans des traverses transformées en borborygmes, qu'arment avec peine les ambulances, la garde montée des carabiniers et les milliers de volontaires d'un service d'ordre omniprésent. D'autres files, plus insolites, se forment devant des prêtres confesseurs repérables à leur étoile violette.

Des visages noircis émergent des sacs de couchage, mais des corps allongés restent emmitouflés, blottis les uns contre les autres, dans des couvertures jetées et roulées à terre. En guise de toilette, on l'aspérise de bouteilles d'eau. Des files se forment derrière des miroirs de fortune. C'est la galère, mais elle est le moral, prête à tous les sacrifices, se consolant, avec humour, de la promesse de l'Evangile : « Tu es poussière et tu retourneras à la poussière... ».



La vérité est qu'après des jours de marche et de quasi-jeûne pour arriver à Compostelle, tous sont usés par une nouvelle nuit à la belle étoile, sans sommeil, déchirée par la musique et les alarmes policières. Le coup de grâce a été donné par ces quatre heures d'ivresse collective que cinq cent mille jeunes enlacent, battant des mains et des pieds, hurlant leur joie, ont passées samedi soir jusqu'à minuit avec le pape.

Sous les drapeaux nationaux, les bannières, déployés à perte de vue, les

vivats semblent interminables. Jean-Paul II parait et le monde de Gozo émerge comme un volcan. Le pape répète que le Christ est le « chemin » des jeunes d'aujourd'hui, comme Compostelle était la route des pèlerins d'hier, qu'à l'aube du troisième millénaire, la vieille Europe essouffée a besoin d'eux, et la colline s'embrase : « Juan Pablo segundo, te quiero tuteo el mundo » (« Jean-Paul II, tout le monde t'aime »), scandent les poitrines dans un mélange d'italien et d'espagnol.

On est fort loin d'une veillée de prières recueillies, et la majorité va le regretter, préférant de beaucoup le grand-messe qui aura lieu le lendemain. Les sifflets jaillissent, des groupes s'agitent en chantant des Ave Maria et réclament le pape quand, dans les décibels d'une musique pop et à la lumière des spots clignotants, des danseurs bondissent sur le podium géant, sous le nez même du pape et d'un groupe d'évêques et d'archevêques médusés. On est ici plus près du concert de rock humanitaire que des Alleluia qui avaient accueilli Jean-Paul II au parç des Princes, par une belle soirée du printemps 1980.

Le chanteur et la chanson

Les jeunes catholiques européens ne sont pas venus écouter cette chanson-là, prête à un jeu scénique sans doute maladroite, mais celle du pape, et seulement celle-ci. La formule qui, lors des premiers rassemblements autour de Jean-Paul II, consistait à dire que les jeunes « aiment le chanteur, mais pas sa chanson » a pris à Compostelle un nouveau et sérieux coup de vieux. On l'avait déjà senti au stade de Gerland, à Lyon, en octobre 1986, et plus encore deux ans après, à la Meinau de Strasbourg. Ces jeunes-là aiment et le chanteur et la chanson.

Ils ne viennent pas seulement pour voir un chef charismatique, passer avec lui un moment vibrant d'amitié et d'émotion, mais aussi pour écouter son message. Et plus son discours, au fil des ans, paraît radical et exigeant, par exemple touchant à la morale sexuelle, à la fidélité affective et conjugale, plus il est applaudi.

Quand samedi soir, dans l'ambiance surchauffée du monde de Gozo, Jean-Paul II se met à dénoncer la « pollution des idées et des mœurs », la « faillite » et la « mendicité » de la culture de la société moderne, sa « permissivité aliénante et dédétée », l'opposition de chrétiens « à la loi de Dieu et aux enseignements de l'Eglise », il se taille déjà un vif succès.

Mais quand, réservant le meilleur pour la fin, parlant bien sûr en espagnol — pour être entendu du plus grand nombre — il stigmatise une fois de plus en bloc, mettant tout sur le même plan, l'« hédonisme, le divorce, l'avortement, le contrôle des naissances, les moyens de contraception », des tonnerres d'applaudissements se mettent à rouler sur tous les flancs de la colline.

A propos de ce rassemblement de masse, sous le soleil et les projecteurs de Compostelle, la presse espagnole a parlé de Woodstock. Mais, signe des temps, vingt ans presque jour pour jour après ce sommet de la contre-culture américaine, l'événement est dans ce Woodstock à l'envers, dans l'urgence béni par le ciel, cautionnée par le pape en personne, d'une jeune contre-culture catholique, marquée par l'exigence de valeurs et d'une vérité pure, fortement affirmée dans l'Occident moderne, qui aurait perdu Dieu avec l'étoile de Compostelle.

« Le Christ est la voie, la vérité et la vie », a répété le pape dans toutes les langues représentées, jusqu'en vietnamien et en slovaque. Soyez, à l'aube du troisième millénaire, les nouveaux apôtres du monde moderne ».

Un langage qui plaît. Une nouvelle génération morale est née et le courant passe de mieux en mieux entre une jeunesse chrétienne qui évolue à toute allure et un pape qui, lui, depuis onze ans, martèle le même message, avec la même assurance. A une crise globale, elle attend une réponse globale. Le discours religieux de Jean-Paul II fait mouche.

Du « grand frère » au « père »

Au début, disent les jeunes à Compostelle, il était pour eux une sorte de « grand frère », un bon « aumônier », pédagogue, convaincant, encourageant, facile. Aujourd'hui, il est « le père », l'adulte », qui ne craint pas d'énoncer des lois. « Nous sommes tous des rochers ballottés », dit Virginie, vingt et un ans. Avec lui, on

s'accroche, comme à un homme de foi.

Cette nouvelle génération de jeunes catholiques, militante hier, ne deviendra-t-elle pas « triomphante » demain ? Grisés par le succès, les porte-parole de la Conférence catholique espagnole allaient jusqu'à annoncer dimanche la participation de 550 000 personnes à la messe du matin.

Ces rencontres avec le pape avaient hier la forme d'un dialogue, où, parfois avec impertinence, s'exprimaient des critiques contre certaines prises de position hiérarchiques. Le message aujourd'hui est à sens unique. On ne vient que pour écouter Jean-Paul II. Jamais en huit heures de cérémonies au monde de Gozo, une assemblée de jeunes catholiques n'aura semblé à la fois aussi massive et aussi peu participative.

Plus qu'hier aussi, malgré la diversité des sensibilités présentes dans les groupes qui avaient fait le pèlerinage en Espagne, ce sont les grandes organisations internationales (comme les communautés néocatéchuménales, venues d'Italie où elles sont nées, mais aussi d'Amérique du Nord, d'Australie et même de Turquie, comme certaines communautés charismatiques, les Focolari, Communione e Liberazione, Opus Dei), toutes à la dévotion du pape, qui ont donné le ton à ce rassemblement inédit.

En Europe, près d'un jeune sur deux connaît des difficultés d'orientation et d'emploi. Or si Jean-Paul II n'a jamais été avare de discours et d'encycliques sur le chômage ou les injustices sociales, pas une seule fois ces thèmes n'ont été abordés dans ces différentes interventions de Compostelle. Omission ? Comme si, pour lui, le salut de l'Europe, sa « nouvelle évangélisation », qu'il a appelée de ses vœux, passait d'abord par une démarche personnelle de conversion ou de perfectionnement intérieur. Les jeunes l'ont bien compris en quittant Compostelle. Les plus sages se demandaient si c'était suffisant.

HENRI TINCO.

FAITS DIVERS

A Londres

Au moins vingt-neuf personnes ont péri dans le naufrage d'un bateau-discothèque sur la Tamise

LONDRES
de notre correspondant

« Comme une bicyclette renversée par un camion ». Cette comparaison est fournie par le propriétaire du bateau-discothèque *Marchioness* qui a été coulé par une barge dans la nuit de samedi 19 au dimanche 20 août sur la Tamise en plein centre de Londres. Vingt-neuf corps avaient été retrouvés dimanche soir, mais la police craint que le nombre final des victimes ne soit proche de soixante morts. Les passagers qui étaient montés, samedi soir, à bord du *Marchioness* pour célébrer l'anniversaire de l'un d'entre eux, pendant toute la nuit n'avaient pas été comptés.

Il était 2 heures du matin lorsque le *Marchioness*, long de 25 mètres et jaugeant 90 tonnes, a été éperonné

par le *Bowbelle*, un navire sablier de 80 mètres et de près de 1 500 tonnes. Le bateau-discothèque qui avait été loué pour la soirée a été brisé en deux et a coulé en moins de deux minutes. La police estime qu'il y avait environ cent cinquante personnes à bord, le maximum autorisé. Quarante-sept passagers ont été secourus, certains agrippés aux piles des ponts vers lesquelles le courant les avait poussés.

L'accident a eu lieu entre les ponts de Southwark et de Cannon Street, au cœur de la City, avec pour toile de fond les immeubles des banques et le dôme de Saint-Paul. Le capitaine et le second du *Bowbelle*, qui a eu seulement sa coque éraillée, ont été arrêtés puis relâchés. Une enquête criminelle a été ouverte.

La moitié arrière du *Marchioness* a été renflouée dimanche après-midi

avec beaucoup de difficultés. Le courant dû à la marée est très fort dans cette partie du fleuve et l'épave n'a été possible que lorsque a été fermé le gigantesque barrage construit beaucoup plus loin en aval à la fin des années 50 pour contrôler les crues. Vingt-huit corps ont été retrouvés à l'arrière du bateau et un autre près de Hammer Smith, dix kilomètres en amont, qui avait été emporté par la marée montante. L'avant du bâtiment reposait toujours dimanche soir par sept mètres de fond. Il devait être renfloué lundi.

Les rescapés ont été d'un choc très violent, ceux qui dansaient sur le pont supérieur ont été rapidement précipités dans l'eau. Les plus malchanceux sont ceux qui étaient sur le pont inférieur et qui se sont trouvés pris au piège. La plupart étaient de très jeunes gens. La personne qui avait loué le bateau-discothèque ainsi que le capitaine sont parmi les disparus.

M. Thatcher a interrompu ses vacances en Autriche pour se rendre, dimanche après-midi, sur les lieux. Elle a décrit l'événement comme « une tragédie de première grandeur ». Elle a, en même temps, cherché à dissiper l'impression fâcheuse produite par la série de catastrophes en tous genres qui ont eu lieu en Grande-Bretagne ces derniers mois. « Peut-être sommes-nous mieux informés maintenant de l'importance quel désastre qui se produit. Peut-être aussi, comme le niveau de vie a augmenté, les gens sortent-ils davantage de chez eux. Et puis, bien sûr, nous savons tous qu'une catastrophe peut toujours arriver », a-t-elle déclaré.

DOMINIQUE DHOMBRES.

A Roubaix

Le meurtrier présumé d'un voleur de blouson a été écroué

Le meurtrier présumé de Fernand Addouche, égaré volontairement à Roubaix (Nord) pour un vol de blouson, il y a dix jours (*Le Monde* des 15 et 16 août), a été incriminé, samedi 19 août, d'homicide volontaire et écroué : il s'agit de Salvatore Abbate, trente et un ans, domicilié à Tourcoing (Nord). Déjà connu des services de police, l'auteur présumé du crime a été identifié grâce à un portrait robot diffusé dans les commissariats de la région lilloise. Il avait été interpellé vendredi 18 août à Tourcoing pour un cambriolage. Les policiers avaient auparavant interpellé son complice, dont l'identité n'a pas été révélée, et qui a été inculpé, lundi 14 août, de non-assistance à personne en danger et voies de fait avec armes, mais laissé en liberté.

Salvatore Abbate nie toujours avoir tracé puis volontairement égaré Fernand Addouche, vingt-cinq ans, alors que celui-ci venait de dérober un blouson dans une Ford Granada garée à proximité du parc Barbioux, à Roubaix.

A la prison de Rennes

Evasion à l'explosif

Deux détenus de la maison d'arrêt Jacques-Cartier de Rennes (Ile-et-Vilaine) ont réussi à s'évader, dimanche 20 août, en faisant sauter trois portes de la prison. Pierre-Noël Pantalacci et son compagnon de cellule, Patrick Brice, ont profité de la promenade des détenus, vers 8 h 30, pour faire sauter avec du plastique verrous de trois portes, dont celle d'accès principal, qui, malgré son blindage, a été percée sur un diamètre d'une dizaine de centimètres au niveau du verrou central.

Le dispositif de recherche mis en place pour reprendre les deux évadés n'avait donné aucun résultat dimanche soir. Les enquêteurs cherchent, d'autre part, à comprendre comment les détenus ont pu se procurer une telle quantité de plastique dans l'enceinte même de la prison.

Pierre-Noël Pantalacci, trente-deux ans, né à Aléris (Corse), avait été condamné, le 15 janvier dernier, à onze années de réclusion criminelle pour avoir participé à trois attaques à main armée dans l'ouest de la France. Patrick Brice, trente-trois ans, né à Belfort, est un récidiviste de l'évasion. Il avait précédemment répondu devant la justice de vingt-six attaques à main armée.

A Charvieu-Chavagneux

Réunion tripartite pour garantir le libre exercice des cultes

Le sous-préfet de Vienne doit rencontrer, mardi 22 août, les représentants de l'association islamique de Charvieu-Chavagneux (Isère), dont le lieu de prière a été détruit le 16 août par une pelle-tresse (*Le Monde* du 18 août), en vue d'une réunion tripartite entre le maire, M. Gérard Dezempte (RPR), le sous-préfet et les musulmans.

Sur la demande de l'association islamique de Charvieu, le conseiller général de l'Isère, M. Bernard Saugy, maire de la commune voisine de Saint-Just-Chaleyssin, conseiller général et directeur adjoint du quotidien *Le Progrès*, devrait prendre part aux discussions avec les deux parties, puis à la réunion tripartite qui devrait avoir lieu à la mairie de Charvieu pour rechercher une solution permettant de garantir le libre exercice des cultes.

Deux touristes suédois lapidés dans le Verdon

Un inconnu a violemment agressé à coups de pierres un couple de touristes suédois, vendredi 18 août, dans la région du Verdon (Alpes-de-Haute-Provence). M. Karin Hjalmarsson, vingt-deux ans, originaire de Göteborg, a passé deux jours dans le coma. Elle souffre d'un traumatisme crâ-

nien et de nombreuses blessures, mais les médecins de l'hôpital de la Timone à Marseille, où elle a été transférée depuis Draguignan (Var), jugent son état de santé « satisfaisant ».

Son compagnon, Richard Terblom, également âgé de vingt-deux ans et originaire d'Astim, a été plus légèrement

duction thermique d'EDF ont décidé de procéder au contrôle des

Ca. V.

Belle Suissesse (Gaspard), Beau Site (C) 2003 Paris-Bernie (L'Espresso)

pris l'initiative de retourner à l'école

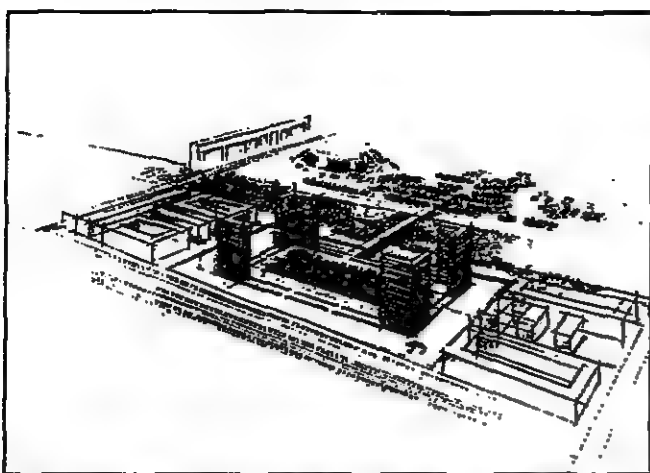
GRANDS TRAVAUX

L'avenir de la Bibliothèque de France
Les chercheurs réconciliés

Voilà, face. La décision qui paraissait bel et bien prise de couper en deux les collections de la Bibliothèque nationale vient d'être remise en question par le ministre de la culture, cela avec l'aval du président de la République. Le monde des chercheurs, majoritairement, condamne ce projet de coupure entre les manuscrits d'avant et ceux d'après 1945. Il sera donc tout aussi majoritairement rassuré par l'évolution du projet, telle que l'a présentée M. Jack Lang au cours d'une conférence de presse, lundi 21 août.

Cette conférence devait initialement être consacrée au projet de l'architecte Dominique Perrault, lauréat du concours pour la future Bibliothèque de France, à Tolbiac (le Monde du 18 août). Le projet brillait d'un jeune architecte français, pour lequel on espérait la hâte avec laquelle avait été prise tant de décisions, principalement celle de la coupure des collections et celle de l'emplacement.

Selon le ministre de la culture, cette hâte, qu'il ne conteste donc pas, ne serait pas due au caprice d'un président voulant à tout prix inaugurer « sa » bibliothèque avant la fin de son septennat — ce que nous avions d'abord pu craindre. Elle aurait pour motif beaucoup plus pragmatique la crainte qu'une éventuelle altération aux législatives de 1993 ne conduise à dévoyer, voire à enterrer tout ou partie du projet. L'argument porte, sans aucun doute, après la triste épisode de 1986, au cours duquel Edouard Balladur, alors ministre des finances du gouvernement Chirac, avait très inopinément bloqué le cours normal du Grand Louvre — quand ce projet rencontre aujourd'hui l'enthousiasme quasi unanime de la droite comme de la gauche. Même chose pour l'Opéra Bastille, dont le projet architectural a sou-



L'idée de Dominique Perrault. Une vaste place et un jardin autour duquel les salles de lecture s'ordonneront. Aux quatre coins, quatre tours de 100 m, comme quatre livres ouverts qui abriteraient l'administration et le stockage.

fer des armoiries du même gouvernement, pour être, malgré tout, inauguré en juillet dernier...

La hâte avec laquelle a été bouclé le programme de la Bibliothèque de France s'expliquerait aussi, selon le ministre, par la volonté de ne pas figer à l'excès les données du concours, et de se laisser ainsi une large marge de réflexion dans le travail concret avec l'architecte.

Cet argument, pour être paradoxal, correspond à un bon apprentissage du rôle de maître d'ouvrage, après les difficultés rencontrées, par exemple à la Bastille et à l'Arche, du fait du caractère trop définitif des résultats du concours et du caractère entier des deux maîtres-d'œuvre. L'esquisse, rendue par Dominique Perrault, relève davantage de l'idée générale, de l'intention globale, plutôt que d'un projet conçu dans tous

ses détails, qu'ils soient concrets, comme chez Carlos Ott (la Bastille), ou abstraits, comme chez Sprockels (l'Arche). D'ores et déjà, la souplesse avec laquelle a été pensé le concours permet d'intégrer la nouvelle donnée qu'est le transfert de l'ensemble, selon la totalité, des livres de la BN. C'est en effet 11 millions de volumes, sans compter les supports audio-visuels qui devront trouver place dans le nouveau bâtiment. A quel il faut bien sûr ajouter la part de l'avenir, si l'on estime que la Bibliothèque de France doit rassembler ses grandes sœurs américaines, soviétiques ou anglaises, soit l'espace nécessaire pour le double de volumes au moins.

A la BN resteront les manuscrits, les estampes, les monnaies et médailles, sans doute aussi une partie des livres les plus fragiles et les plus rares. Mais sur ce point, le

ministre a préféré laisser à l'avenir et à la réflexion le soin de trancher, plutôt que de donner de nouvelles raisons à tel ou tel chercheur de s'inquiéter du projet.

L'idée vient tout de suite à l'esprit, et elle est aussi venue à celui du ministre, de faire de la BN un grand centre consacré aux arts et à la muséographie. Auquel cas, la Bibliothèque Jacques Doucet et celle des Musées de France pourraient trouver accueil rue de Richelieu. La difficulté étant, aux yeux de M. Lang, de reporter à nouveau les décisions urgentes à prendre pour ces deux grands ensembles, décisions qui étaient jusqu'à présent dans le sens d'une installation beaucoup plus rapide au Grand Palais. Dans tous les cas, la volte-face du ministère de la culture apparaît comme la victoire du bon sens et témoigne de la volonté d'engager le projet de la Bibliothèque de France sur la voie d'une ambition cohérente. Il faut espérer que l'ensemble du programme et du projet architectural continueront d'évoluer en ce sens.

Et que l'idée de Dominique Perrault, cette grande place carrée de quatre tours de 100 mètres chacune, face à la Seine, trouvera depuis un plein accord avec la ville, dont elle reste, pour l'heure, excessivement déconnectée. Non par le fait de l'architecte, mais par manque de projet d'urbanisme, donc de volonté politique.

FREDÉRIC EDELMANN.

La maquette de la future Bibliothèque de France sera exposée sous la pyramide du Louvre, mardi 22 août à 17 heures, à l'occasion de la soirée de gala du 55^e congrès de la Fédération internationale des associations de bibliothèques et bibliothécaires (FIBA), qui se tient à Paris du 19 au 26 août. L'ensemble des projets de concours sera officiellement présenté à l'Institut français d'architecture à partir du 25 septembre.

ARTS

Robert Combas à Nîmes

Les gaietés de l'art moderne

Où l'on reparle de l'ex-nouvelle figuration et de ses rapports secrets avec Homère et Michel de Montaigne.

Montaigne avait vraiment une tête bizarre, un crâne en chef d'athlète, une moustache de mandarin chinois portée sur le sadisme, une barbe bien propre et des yeux soupçonneux, le tout entouré d'une belle fraise plissée, d'un blanc parfait. On comprend qu'une telle figure, vaguement mongole, puisse tenter les peintres et qu'ils se laissent aller au plaisir bien innocent d'effacer ces traits en os de seiche, d'effiler ces deux pointes de moustache et de déguiser le sympathique sceptique bordelais en dandy équivoque et sournois. Le Montaigne de Combas a ainsi l'air d'un aimable crapule moqueuse. Accroché à l'entrée de l'exposition, il résume l'inspiration de cinq années de travaux sur papier : une dérision comique qui s'exerce sur toutes les formes de culture, Montaigne compris.

Autres victimes : l'Antiquité classique des versions grecques et latines de classe de première ; les grands sentiments et l'amour ; l'histoire de France ; les bandes dessinées ; la télévision et l'art moderne. Moyens de l'entreprise parodique : un dessin qui va du naïf — faux naïf, naturellement — à l'abstraction, en passant par le puzzle à la Gaudi et le style nouille ; des couleurs caricaturales, des déformations et caricatures grotesques où l'on croit reconnaître des souvenirs de marionnettes de Java, de Walt Disney et de Picasso ; des titres infinis, garnis de fautes d'orthographe et de solécismes délibérés, qui font la part belle à l'obscure et au scatologique. Et ça marche. Les hoplites indécis, les escargots ultrarapides, les gnomes et monstres à face de chamois safran ou de légume bouilli font rire, même si l'exécution est

quelquefois hâtive, les procédés répétitifs, les plaisanteries insistantes. Et que l'on ne s'étonne pas de son goût pour le grivois : après des décennies de pureté répressive, ce déboulonnage scandaleux est essentiellement salutaire.

Il y a quelque chose de réjonnant dans cet art qui feint la candeur à la manière de Chassais et en profite pour tenir pour nulles les recommandations sévères dont peinture et sculpture pâtissent depuis vingt-cinq ans. Combas raconte des histoires ou travestit celles des autres, il s'ennuierait sans ces narrations peintes et écrites à la fois.

Reste à vérifier, avec le temps, que Combas n'est pas simplement le héros d'une révolte brève, l'homme d'une conjoncture, et que son art a d'autres ressources que celles, qui s'épuisent vite, de la bouffonnerie. Lui-même le sait, qui garde l'esprit clair et se protège de l'ivresse d'être célèbre et objet de rétrospectives en affirmant des peintures ses contemporains : *qu'il n'en restera pas grand-chose — d'une valeur exceptionnelle — d'ici cent ans* (1).

Probablement par esprit de contraste, une autre exposition nîmoise rend hommage au très sobre Californien James Turrell, qui construit des compartiments et caissons obscurs afin que le spectateur qui y pénètre voie poindre, l'œil s'habituant à la nuit, une mince et pâle lumière qu'il n'avait pas aperçue d'abord. Ces boîtes noires sont à mi-chemin des mises en scène minimalistes des années 60 et des expériences d'optique des lycées et collèges.

PHILIPPE DAGEN.

* Robert Combas, Galerie des Arènes, bd des Arènes, jusqu'au 10 septembre. James Turrell, Musée des Beaux-Arts, rue Cité-Foix, jusqu'au 1^{er} octobre.

(1) Cité par Jim Paley, *Robert Combas*, Editions de la Différence, 190 p., 120 francs.

MUSIQUES

Couleur zouloue

Ray Phiri est le chef du groupe « Stimela », le plus sophistiqué d'Afrique du Sud. A Johannesburg, il enregistre un nouvel album.

L'Afrique du Sud a fait son entrée sur la scène musicale internationale il y a trois ans avec Ray Phiri et son groupe Stimela qui prirent une part active à la réalisation de *Graceland*, l'album de Paul Simon. Puis il y eut Johnny Clegg et le phénoménal succès d'un homme blanc installé en Afrique du Sud depuis l'âge de sept ans et si fortement imprégné des traditions zouloues qu'il les a transmises lui-même admirablement. Actuellement, les Bee Gees tournent aux Etats-Unis avec, en première partie, une formation sud-africaine, Zia. Et le groupe vocal Ladysmith Black Mambazo participe samedi prochain au concert de l'Arche de la Défense pour le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

La musique noire sud-africaine, si vivace qu'elle sait prendre toutes les formes, n'a pas fini de faire parler d'elle. D'abord parce qu'elle vient de la terre, des vallées fertiles à l'ordonnance quasi biblique où ont vécu les Zoulous avant d'émigrer dans les faubourgs des grandes villes ou autour des mines d'or ou de diamant dans des misérables « townships ». Ensuite, parce qu'elle communique à travers des signes de reconnaissance, de carte d'identité au Noir sud-africain. Enfin, parce que cette musique en devenir, comme le souligne Ray Phiri, a trop longtemps été occultée.

Les racines de la musique sud-africaine, on les trouve toujours vivantes au nord de Durban, sur la côte de l'Océan Indien, singulièrement à l'occasion des mariages et des fêtes. On les rencontre encore dans les chants de travail des coupeurs de canne à sucre, des poseurs de voies de chemin de fer, autour des mines : « Je ne pleure pas pour la bière », dit une chanson de mineurs descendant à trois mille mètres sous terre et attaquant avec les maréchaux piqueurs les mines flétries d'or qui brillent sous les parois rocheuses. « Je ne pleure pas pour manger. Mais je pleure pour mon travail qui doit être payé à sa juste valeur ». On les découvre aussi, ces racines, dans les concours de chorales qui ont lieu chaque samedi soir dans des salles vétustes, non loin des foyers où logent par dizaines de milliers les travailleurs des mines. Chaque cho-

rale comporte douze à dix-huit membres, tous des hommes et tous des mineurs : ils chantent et dansent sur un rythme répété et lancinant, reprenant inlassablement le thème de l'émigré loin de sa terre et de sa famille. La tradition de ces chorales remonte au début du siècle et, dans les années 20 et 30, elles ont subi l'influence des chorales noires américaines.

Le premier enregistrement de musique noire sud-africaine à Johannesburg a été réalisé par le firme Gallo en 1932. Aujourd'hui, les musiciens noirs sud-africains, par dizaines, par centaines, paraissent dotés d'une technique solide, d'une énorme vitalité et d'une capacité exceptionnelle d'émotion. L'autre jour à Johannesburg, au Standard Bank Arena, avait lieu l'élection de Miss Soweto, devant un public exclusivement noir de six mille personnes.

« We miss you, Mandela »

Symbole de la situation actuelle : avant l'entrée des spectateurs, le stade couvert avait été fouillé de fond en comble par des policiers accompagnés de chiens, afin de vérifier qu'il n'y avait pas eu pose de bombe. Avant l'élection de la Miss, Chico, natif de Soweto et y habitant toujours malgré son succès de chanteur et d'auteur de chansons, monta sur scène vêtu d'un treillis, entouré de musiciens portant le casque militaire et chantant : *Soldier Without a Gun* (Soldat sans fusil), puis, devant une salle soudain en délire, debout et le poing levé : « We Miss You, Mandela ».

« Mon père, dit Ray Phiri, travaillait dans une mine d'or. Il était d'origine malawite. Le week-end, avec sa guitare, il animait des fêtes. A neuf ans, je me suis prouté en sa compagnie. Je dansais sur ses rythmes. J'avais trouvé mon petit monde à moi, sûr, sans violence ni chagrin. Les gens payaient mon père environ trois livres le week-end et moi, avec le temps, je me faisais plus de quinze livres. Je me trouvais donc dans une situation où je faisais vivre ma famille sans même en avoir conscience.

« Régulièrement, j'empruntais la guitare de mon père. Chaque fois, il s'en rendait compte puisqu'il la retrouvait désaccordée. Un jour, je lui ai demandé ce qu'il ressentait quand il jouait et il m'a répondu : « Rien ne vaut ce sentiment de bonheur parce qu'il dépasse toutes les duretés de la vie. » Mon père était une des personnes

les plus « cool » que j'ai jamais connues. Il était plein d'amour et de compréhension. Il savait à peine danser, mais son nom, le son du do qui voulait dire « Tout de suite ». Out... Tout, tout de suite. En 1964, à la suite d'un accident, mon père a perdu trois doigts de la main gauche et il est devenu si amer qu'il a voulu vendre sa guitare. Je l'ai supplié de me la donner mais il a refusé de m'apprendre à jouer. Avec la musique, il n'y a plus de couleurs, plus de différence d'éducation, plus d'aphorisme. La musique est une chose unique, que les gens comprennent les paroles ou pas. Si elle est jouée comme il faut, honnêtement, on n'écoute plus les paroles. Simplement ce qui est joué.

« Le mot *stimela* désigne le train à vapeur, symbole de l'exode urbain, celui qui, en Afrique du Sud, ramène les migrants une fois par an dans leur famille. Pourvez-vous nous parler de choix de ce mot pour désigner votre groupe ?

« Le train a joué un rôle important dans notre vie en Afrique du Sud. Pour nous, le train a été quelque chose d'extraordinairement puissant. Son pouvoir lui venait des forces de la terre : le charbon, l'eau, le bois à brûler. Il tirait les gens de leur tristesse pour leur donner du bonheur ou du bonheur pour leur donner de la tristesse. En 1966, j'ai pris le train pour suivre un groupe de musiciens à Johannesburg. Mes parents m'ont cru mort pendant longtemps. Ils ne m'ont revu qu'en 1970, les yeux cernés, avec des vêtements de policiers : j'étais parti sans ce que l'on appelle alors le « contrôle de circulation ».

« Comment expliquez-vous que la musique sud-africaine ne sorte qu'aujourd'hui de l'ombre ?

« Longtemps, en Afrique du Sud, la musique n'a été qu'un divertissement récréatif et les musiciens eux-mêmes ne comprenaient pas la portée culturelle de ce qu'ils jouaient. Puis, il y a eu une sorte de « fuite des cerveaux » avec l'exil en Europe ou aux Etats-Unis de nombreux musiciens sud-africains. Il y a eu un besoin de se rapprocher des réalités. Nous n'avions pas d'identité et cela nous a considérablement retardé de jouer des musiques originales d'autres pays comme le funk ou le jazz. Quelques-uns d'entre nous ont alors pensé qu'il était important de commencer par faire des recherches sur les origines et les buts de notre musique.

Aujourd'hui, la musique est la seule chose qui nous empêche de



Ray Phiri : « Commencer par faire des recherches sur les origines et les buts de notre musique ».

devenir fous car nous vivons dans une société complètement malade qui a perdu la boue. Nous offrons une musique qui rend les gens heureux, qui les aide à se retrouver, qui leur donne le sentiment que la vie a un sens et qu'ils ont une identité. C'est pourquoi nous sommes arrivés à faire accepter notre musique au monde entier. Maintenant, nous savons pourquoi nous devons jouer cette musique.

« Mais celle-ci, pour l'instant, est trop diverse. Nous devons chercher le chaînon manquant qui permettra de combiner toutes les influences pour créer une musique que nous pourrions simplement appeler la musique sud-africaine. Aujourd'hui, nous ne donnons pas aux Sud-Africains la musique qui leur correspond. Nous sommes plus de trente-sept millions mais aucun artiste n'est parvenu jusqu'à présent à vendre un million d'exemplaires, tout au plus un demi-million. Ce qui signifie que notre musique actuelle s'accorde à un certain public, à une certaine culture. Elle ne concerne pas l'ensemble des gens de ce pays. Le jour où il y aura un peu de ceci, un peu de cela et encore un peu d'autre chose, alors il y aura une musique sud-africaine au sens strict du terme et les gens se ruent sur cette musique et le monde entier nous courra les bras. Certains d'entre nous ont la chance

Une révolution d'autoreconnaissance

« Tout doit bouger dans ce pays. Ainsi, dans ce studio d'enregistrement de Johannesburg, l'ingénieur du son a une assistante et une femme de ménage noires. Sait-il seulement où elles vivent ? Peut-être pense-t-il le savoir : il vous dira qu'elles habitent à Soweto. Mais y est-il déjà allé ? Comment peut-il confier son travail, sa vie, ses enfants, sa maison à quelqu'un et ne pas lui faire l'élémentaire amitié de lui rendre visite un seul jour, même si ce n'est que pour vingt minutes ? Les Blancs d'Afrique du Sud dorment en plein milieu d'une révolution d'autoreconnaissance, une révolution sociale où nous devons penser ainsi : « Avons-nous besoin les uns des autres » pour trouver une solution ? Les Blancs ne doivent pas se dire : « Si l'y a une majorité noire, que risque-t-il d'arriver à ma femme, à mes enfants ? », mais se demander : « Comment pouvons-nous nous unir ensemble pour que ce beau pays soit un succès ? »

« Dans la musique traditionnelle des campagnes, il y a une profusion d'instruments rudimen-

taires comme la petite harpe jouée avec la bouche ou les éléments de percussion comme l'*isiganga* et l'*isigubha*. Mais ces instruments ont tendance à disparaître aujourd'hui.

« Les anciens, avant de mourir, les uns après les autres sont disposés à transmettre leurs connaissances mais, nous-mêmes, nous sommes tentés de les ignorer. Nous devrions préserver cet héritage et permettre aux plus jeunes d'entre nous de chercher à développer la portée musicale de ces instruments.

« Ladysmith Black Mambazo est le groupe vocal le plus connu d'Afrique du Sud. Mais, derrière lui, c'est par milliers que l'on compte les chorales qui, tous les samedis soirs, se livrent à des concours.

« Ce ne sont pas des concours au sens strict du terme, plutôt des épreuves libres qui durent la nuit entière et au cours desquelles les chorales de mineurs s'affrontent pour le plaisir — chacun ayant environ un quart d'heure pour s'exprimer. Ces « concours » apparaissent comme un des moyens de préserver notre culture. J'y assiste régulièrement. Pour me rassurer, quand je suis las et que j'ai le sentiment de perdre le sens de ma vie.

CLAUDE FLÉOUTER.

duction thermique d'EDF ont décidé de procéder au contrôle des

Ca. V.

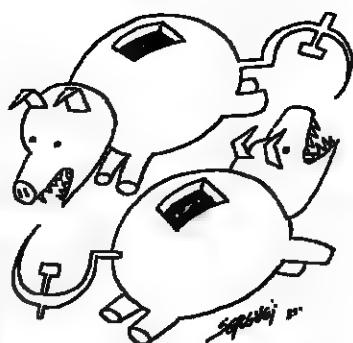
Ecce, Suite de la "Topologie" de Beau Site 37, CH 201, Paris Seine 8e

plus l'initiative de retour

MUTATION MALAISEE A L'EST

IV. - Roumanie : un « splendide » isolement

Comme l'Albanie naguère, Bucarest joue à fond l'autarcie mais dépend de plus en plus de Moscou



« **P**OUR que ça change à Bucarest, il faudrait d'abord que ça change à Moscou... » Régulièrement, depuis des années, c'est sur cette antienne que s'achève toute discussion sur l'avenir de la Roumanie, entre quelques — rares — esprits libres réunis en catimini à la lueur d'une ampoule de 25 W, la seule autorisée. Mais le vent de la réforme souffle du Kremlin sans emprunter pour autant le fameux boulevard de la Victoire du socialisme, cette nouvelle « avenue du Kitch », comme l'ont surnommée les Bucarestois, qui traverse désormais le centre de la capitale.

Hier, la Roumanie tenait tête à Nikita Khrouchtchev puis à Leonid Brejnev, au point de refuser la présence de soldats soviétiques sur son territoire, de ne pas participer en 1968 à l'invasion de la Tchécoslovaquie, voire de maintenir des relations avec Israël et la Chine. Aujourd'hui, elle refuse de se plier à la dynamique gorbatchévienne, synonyme de changements politiques, économiques et culturels, voire de — timide — prise en compte des droits de l'homme, longtemps bafoués.

Autant de mots tabous dans ce petit pays de 237 000 kilomètres carrés (un peu moins de la moitié de la France) et de 23 millions d'habitants, en proie à la disette et à la surveillance maladroite de la Securitate, cette police politique omniprésente au service du clan. A savoir Nicolas Ceausescu, l'homme fort d'un parti dont il a pris la tête en 1965, brillamment réélu (en l'absence d'autres candidats) depuis 1974 à la présidence de la République. Elena, son épouse, premier vice-premier ministre (en fait numéro deux du régime), le reste de la famille et quelques rares fidèles — placés aux postes-clés de l'appareil d'Etat.

« La perestroïka, la glasnost ? Mais voilà plus de vingt ans que nous la pratiquons en Roumanie... », affirme, sans l'ombre d'un sourire, le diplomate qui, toujours accompagné, accepte de répondre

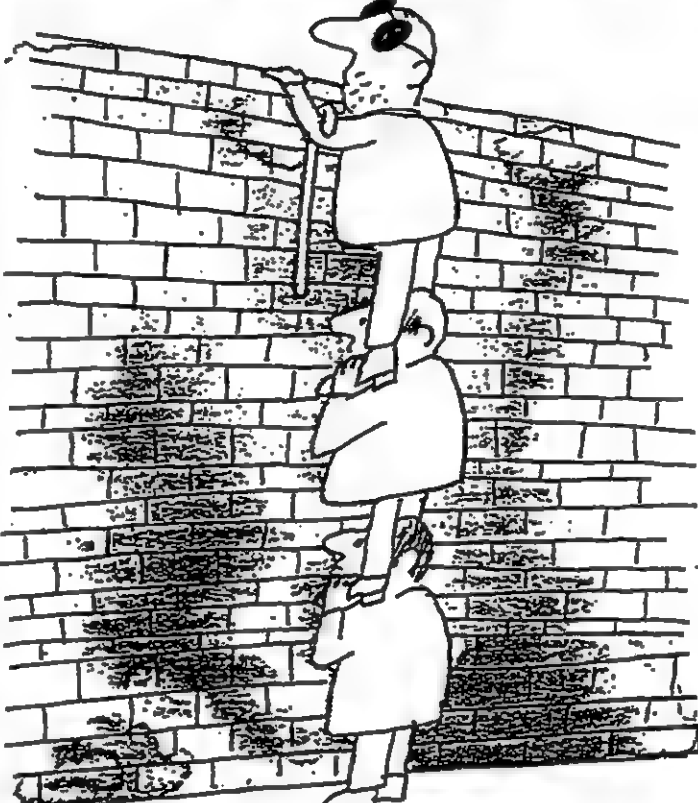
au journaliste. Notre réponse aux questions sur la réforme est très clairement contenue dans les directives assignées au pays jusqu'en 2010. Nous la pratiquons aussi avec l'extérieur. Et de brandir la liste des cent quarante-neuf pays avec lesquels la Roumanie entretient — sur le papier — des relations économiques.

La réalité est tout autre. Confronté à une situation de pénurie grave (voir encadré), mis récemment en accusation devant le Parlement européen puis lors de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), en raison du régime de dictature qui prévaut dans ce pays, Bucarest apparaît de plus en plus isolé. D'abord auprès des Occidentaux qui, longtemps sous l'effet du voyage du général de Gaulle à Bucarest, en mai 1968, puis de celui du président Nixon, en août 1969, n'ont pas marchandé leur soutien à celui qui apparaissait alors comme le seul rebelle du camp socialiste après le maréchal Tito. La capitale roumaine a conservé quelques traces de cette idylle, notamment la rue Lipscaeni, rebaptisée « Kent street » par les tifs de Bucarest, en raison du marché noir : les cigarettes Kent servaient d'unité monétaire dans un pays tout entier converti au troc. Et au belchich.

La Roumanie est aussi une nation isolée face aux partis frères, qui sont conscients du mauvais exemple qu'elle leur offre face à la réforme. La Hongrie est d'ailleurs régulièrement clouée au pilori par la presse roumaine pour ses manquements graves — et répétés — aux principes du marxisme-léninisme. Un conflit idéologique doublé d'une vive polémique ethnique et territoriale — dans laquelle Moscou se garde bien d'intervenir — et de propos de ces milliers de Magyars originaires de la Transylvanie roumaine qui ont trouvé refuge de l'autre côté des 440 kilomètres de frontière commune.

Nicolas Ceausescu n'a que faire des critiques qui lui valent ce splendide isolement et sa position d'intégriste pur et dur alors que tout bouge dans le monde socialiste. Sur la même ligne qu'un autre « leader maximo », Fidel Castro, il invoque à tout moment cette forme de « communisme national » qu'il applique manu militari à son peuple. Jusqu'à le mettre à genoux pour rembourser par anticipation une dette — dont personne ne lui avait réclamé le

paiement avant l'échéance », tient à rappeler un banquier français. En mars dernier, Bucarest a effectivement réglé le dernier dollar qu'il devait sur les 11 milliards empruntés en 1980. Au total, de janvier 1975 à mars 1989, le pays a remboursé 21 milliards de dollars, dont plus de 7 milliards d'intérêts, claironne Scintea (l'Estimelle), l'organe central du parti. Cette performance est saluée par les grands argentiers occidentaux : « Sur le chapitre de



la dette, la Roumanie est un pays modèle.

Bucarest a joué à fond l'autarcie : fermeture quasi totale de la soupape des importations et constitution massive de réserves en devises. En moyenne, le pays aura ainsi dégagé, ces dernières années, de 2 à 3 milliards de dollars d'excédents annuels. Avec la promesse formelle de ne plus jamais recourir à l'extérieur sous forme de crédits : « Une loi a été votée en ce sens », souligne un spécialiste des questions roumaines. « Comme l'Albanie l'avait fait en son temps en faisant figurer cette clause dans sa Constitution de 1976 », rappelle-t-il.

Dans sa peur panique de dépendre de l'étranger, le numéro un roumain n'a pas hésité à renouer, en février 1988, à la clause de la nation la plus favorisée que consentait jusque-là Washington. Cette décision lui coûte au bas mot 250 millions de dollars, mais ne le trouble pas davantage que la suspension, en mai dernier, par la CEE de ses relations commerciales avec Bucarest « en raison de la situation des droits de l'homme dans ce pays ».

Pourtant, cet « flot latin dans une mer slave » est « un partenaire de plus en plus intéressant », assure Gheorghe Cristea, premier secrétaire économique de l'ambassade de Roumanie en France. Et de citer, à titre d'exemples, la coopération instaurée avec Renault, Citroën, Thomson... Mais, qu'il s'agisse des usines d'assemblage de la R 12 (la Dacia) à Pitesti, de la société mixte créée à Craiova avec Citroën ou encore des réfrigérateurs de Galesi dont Thomson surveillait la fabrication, toutes ces firmes ont préféré mettre plus ou moins vite la clef sous la porte.

Au début des années 70, le marché roumain était, de tous les pays de l'Est, le plus important, rappelle-t-on à la DREE (direction des relations économiques extérieures). Aujourd'hui, les échanges se sont réduits comme

peau de chagrin. De fait, victime de la purge qu'elle s'est infligée, la Roumanie, qui compte actuellement parmi ses principaux fournisseurs la RFA (26 % de ses rares importations), les Etats-Unis (16 %) et la France (9 %), ne représentait plus à la fin de 1988 qu'un marché de 1,3 milliard de dollars pour l'ensemble des pays de l'OCDE !

Alors vers qui va se tourner le « Conducator » (le guide) ? Vers l'Occident ? C'est peu vraisemblable, même si de rares pays, l'Italie notamment, essaient timidement de remplacer les autres partenaires commerciaux. Vers l'Union soviétique ? Oui, et c'est déjà fait, affirment les experts à l'écoute de la réalité roumaine.

En mai dernier, Radio-Moscou, que chacun essaie de capter maintenant en Roumanie, car c'est le seul moyen d'avoir des informations sur son propre pays, a annoncé que les échanges commerciaux entre l'URSS et la Roumanie allaient croître de 20 % cette année par rapport à 1988. Les Soviétiques vont doubler leurs livraisons de gaz et d'électricité à Bucarest, qui, de son côté, va augmenter ses livraisons à l'URSS d'outillage pétrolier et d'appareils techniques pour la fabrication des routes.

Indique Matzi Cazacu, historien et chercheur au CNRS.

Actuellement, près de 70 % des exportations alimentaires roumaines vont vers l'URSS. C'est là que réside la vraie raison de la pénurie qui sévit dans le pays. Le paiement de la dette, présenté comme l'explication naturelle de l'extrême pauvreté du pays, est un alibi, souligne-t-il.

FRANCE MANTIL

(Lire la suite page 16.)

Bulgarie : l'art de faire semblant

Derrière une façade moderne, malgré force directives et « réformes », Sofia ne suit pas l'exemple soviétique

A LORS qu'il y a quelques années, à Moscou, les équipes gorbatchéviennes commencent à produire à tour de bras des projets de réformes économiques, les dirigeants bulgares s'efforcent de dire aux hommes d'affaires étrangers de passage à Sofia que cette fameuse perestroïka, « elle est en marche chez nous depuis belle lurette ».

Réformes, amendements, retours en arrière, coups de piston esthétiques, nouveaux tête-à-tête, c'est vrai que, dans une certaine mesure, les Bulgares connaissent déjà bien la chanson. Au niveau de la fabrication de papiers et de directives, leur appareil administratif et bureaucratique n'a sans doute de leçon à recevoir de personne dans la famille socialiste européenne.

Le problème est que, derrière cette façade « moderne », se cache un très grand scepticisme politique quant à la nécessité de vraiment changer. La courte visite de travail à Moscou, en juin, du vieux dirigeant bulgare, Todor Jivkov, en témoigne.

Un russe personnage

Le communiqué commun, publié à l'issue des entretiens avec Mikhaïl Gorbatchev, est clair : chaque parti frère et chaque Etat sont totalement indépendants pour définir « les formes de développement social » qu'ils souhaitent. Il est « futile et dangereux d'imiter les expériences des autres sans prendre en compte les traits nationaux distinctifs de son propre pays ».

A soixante-dix-sept ans, au pouvoir depuis bientôt trente-cinq ans, Todor Jivkov n'entend manifestement pas retourner à l'école. Il a su habilement s'accommoder des conjonctures stalinienne, khrouchtchévienne, brejnévienne et maintenant gorbatchévienne —

au point d'être présenté comme un gentil et docile petit frère de l'Union soviétique, son allié le plus fiable... pour mieux faire ce qu'il voulait dans son propre pays. Pour l'heure, il estime apparemment qu'il n'y a pas lieu de suivre l'exemple de ses « camarades » hongrois, polonais et soviétiques. Le doyen de l'Europe de l'Est est un personnage rusé, et l'on aurait tort de considérer la Bulgarie comme la « république républicaine soviétique ». Ici, on n'oublie pas l'histoire et le fait que ce sont les armées du tsar qui ont libéré le pays de « cinq siècles de joug ottoman ».

C'est un sentiment profond et sincère que confirme une simple visite de quelques musées et monuments de Sofia. Pour ce qui est de la glasnost, malgré les efforts croissants d'associations de défense des droits de l'homme, elle est loin d'être à la mode dans les milieux dirigeants du moment. Toutefois les Bulgares lisent régulièrement les journaux soviétiques et regardent la télévision du voisin du nord. Sans problème. On n'est pas en Roumanie. Aussi fallait-il, en Bulgarie comme ailleurs, « faire de la perestroïka », ne serait-ce que pour ne pas nuire aux relations avec les nouveaux maîtres du Kremlin.

L'opération démarre en juillet 1987 avec un plénum du comité central du Parti communiste bulgare (PCB) qui décide une série de mesures s'appliquant pratiquement à tous les secteurs : industrie, agriculture, distribution, administration, presse, santé, etc. C'est ce qu'on appellera, par la suite, après « la mise en place des nouveaux mécanismes économiques » et la suppression de plusieurs ministères sectoriels, la « conception de juillet ». L'inspirateur de ce vaste programme ne serait autre que Todor Jivkov, « plus jeune que jamais ».

Des privilèges bourgeois

En mai, le Parti adopte un programme de réformes « radicales », qui ont trait, cette fois, plus spécifiquement à l'agriculture. Il s'agit d'élargir le domaine privé, qui représente environ 13 % du marché. On propose en outre — et ce sera voté — que les produits des paysans indépendants soient vendus à l'avenir par des bourses fonctionnant plus ou moins sous forme de sociétés par actions. Certes, confuses pour les intéressés, l'initiative était louable.

Malgré la collectivisation des terres et les rigueurs d'un climat souvent sec en été, la Bulgarie est d'ailleurs un des rares pays du camp socialiste à ne pas avoir trop malmené son agriculture. En gros, elle subvient à ses propres besoins et les vides que l'on constate bien davantage sur les marchés sont dus à des failles dans le circuit de distribution et au système des prix qu'à un rendement détestable.

Et comment ne pas penser que du bien de cette proposition du PC, en août 1987, d'abolir quelques privilèges des hauts digni-

naires du régime et de ce qu'on appelle la « bourgeoisie rouge » qui vit dans de luxueuses maisons sur les pentes du mont Vitosha, près de Sofia. N'est-il pas anormal de voir dans certaines villes des monuments érigés à la mémoire de dirigeants toujours en vie ? Le comité central estime que oui. Mais un an et demi plus tard, machine arrière : ces « bourgeois » font-ils remarquer, se justifient si les serviteurs de l'Etat ont plus de soixante ans. Todor Jivkov et d'autres sont sauvés !

Pour se mettre au goût du jour, le régime avait également décidé de faire un peu de ménage dans les effectifs pléthoriques de l'administration nationale et communale et de se lancer dans la « démocratisation de la vie du travail » et des habitudes électoraux. Au nom de l'efficacité qu'il « ne faut pas confondre, précisons bien, avec celle du capitalisme occidental », plus de trente mille cadres devaient ainsi perdre leur travail et être en perte recyclés dans les « secteurs d'avenir » comme l'électronique.

Des dispositions spéciales avaient été prises pour faciliter les licenciements et le reclassement du personnel superflu tant dans l'administration que dans les branches productives. C'était il y a deux ans. Quels sont les résultats aujourd'hui de ces réformes tous azimuts ?

On ne sait pas exactement. Il ne fait aucun doute que cette « révolution », pour un pays communiste, s'est heurtée à des résistances dans les milieux de fonctionnaires privilégiés et que ceux-ci ont su défendre leurs intérêts.

Il s'agit en effet, comme dans les autres pays d'Europe de l'Est, de changer certaines habitudes, dans le cadre notamment du banal travail quotidien. Un journaliste bulgare avait eu l'audace, voici quelques années, de comparer, dans un reportage paru dans le journal officiel du parti, une entreprise bulgare et sa filiale en France. Le simple constat qu'il avait fait de la différence de productivité des employés lui avait valu quelques ennuis.

Les orthodoxes du régime l'avaient vu d'un mauvais œil, tandis que les « réformateurs », comme Tchoudomir Alexandrov et d'autres, aujourd'hui sur la touche, y voyaient une occasion de révéler certains de leurs collègues...

La concurrence déloyale

Bien des directeurs d'entreprise, dont certains ont fait leurs études de gestion aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne ou en Allemagne, et qui doivent travailler sous le slogan du « progrès scientifique et technique, notre objectif commun », ne rêvent évidemment que d'un assouplissement pratique de la législation et des facilités concernant les effectifs, les importations d'équipements, les transactions financières. Pas seulement le papier.

Reste que le ouvrier ou l'employé bulgare moyen, avec l'humour et l'ironie qui existent dans ce pays, ne se sent pas particulièrement mobilisé par la « perestroïka », comme on appelle ici la restructuration, et ce déferlement de nouvelles « expériences économiques ». L'économie nationale a certes besoin d'être vitalisée, mais il sait bien que ces réformes, comme par le passé, visent en fait à lui demander une chose : travailler davantage et, selon toute probabilité,

gagner moins. Il sait aussi que, malgré les promesses sur le rendement individuel dans les usines, l'Etat, au bout du compte, lui prendra la majeure partie de ses « extras » par le truchement des impôts.

Surtout s'il réussit trop bien comme c'est le cas de plusieurs patrons de restaurants « privés » dans les environs de Sofia ou à Varna, sur la côte de la mer Noire. Très fréquentés, parce qu'ils offrent des plats sortant de l'ordinaire et qu'ils étaient accueillis, certains ont dû glisser la clef sous la porte. Sans doute faisaient-ils de la concurrence déloyale aux restaurants d'Etat...

La Bulgarie est paradoxale. Amie « historique » de la Russie, elle est aujourd'hui fort réticente à l'égard des réformes préconisées par Mikhaïl Gorbatchev, réagissant même par l'exil forcé de ceux qui réclament « un peu plus de démocratie ».

Officiellement, bien sûr, l'économie se porte bien. Mais — signe encourageant — quelques journaux viennent de mettre en cause les chiffres, enjolivés, du bureau des statistiques pour l'année 1988 donnant une croissance du revenu national supérieure à 6 %.

Paradoxe encore : le gouvernement de Todor Jivkov, qui avait régulièrement interdit l'accès des régions « turques » aux journalistes étrangers, vient de faire une exception à la règle : l'exode vers la Turquie (plus de 250 000) de « nos compatriotes » pose des problèmes économiques dans les secteurs de l'agriculture, du bâtiment et de l'agro-alimentaire...

Une manière bulgare de présenter le problème. Dans ce pays, on ne peut s'attendre à des changements avant la désignation du successeur de Todor Jivkov. Les Bulgares attendent aussi.

ALAIN DEBOVE

سكنا من الامم

Le sens des réformes, en URSS et ailleurs

A l'aune des critères ici succinctement exposés, on pourrait définir les zones d'ombre qui assombrissent le climat de quasi-euphorie qui règne actuellement dans les pays « capitalistes » développés. Ces zones d'ombre, elles apparaissent là où l'on voit les gouvernements scruter avec plus d'inquiétude qu'ils ne veulent l'admettre les indications données par le marché, là où, au lieu de bâtir un mécanisme propre à canaliser ses forces, ils s'en remettent à elles pour les guider. Les rubriques des changes fournissent plusieurs fois par an, sinon par mois, de nouvelles preuves du désarroi qui en résulte.

IV. - Roumanie : un « splendide » isolement

L'hiver en toute saison

Le premier par le comité politique exécutif. La productivité par ouvrier, celle, a péniblement augmenté de 0,5 %, au lieu des 8 % escomptés.

Loin de tirer les enseignements des contre-performances, particulièrement flagrantes dans l'industrie (la production n'a croqué que 3,3 %, contre les 10 % officiellement que de 3 % à la fin de ce qui était prévu), les responsables du plan ont reconstruit pratiquement à l'identique leurs prévisions pour 1989. Ils ont mis l'accent sur les investissements, qui avaient pourtant chuté de 1,3 % en 1988, malgré l'envoie de 243 milliards de lei (11 milliards de dollars) consacrés. Ce sont leur erreur de calcul et leur sous-estimation négative du problème, qui s'en doute, d'un excès de consommation, mais du frein au

« Cette répugnance de la Roumanie à recourir au crédit est une épreuve de la crise financière dont elle sort à peine », explique un financier, familier de ce pays. Mais, actuellement, il n'y a pas de machine convenable dans les banques. Et on voit mal comment le pays pourrait, sans finance-

(1) Officiellement, il en vaut environ 0,43 franc. Le cours réel est au moins cinq fois inférieur, notamment

THIS INITIATIVE OF TOWNSHIP

NATATION : championnats d'Europe

La petite dame de Haute-Savoie

BONN
correspondance

En août 1988, quelques semaines avant de s'envoler vers la Corée du Sud, pour ses premiers Jeux olympiques, Catherine Plewinski vivait encore à l'étroit entre les quatre murs d'une chambre d'étudiante au lycée du Fayet, près de Saint-Gervais (Haute-Savoie). Cette jeune femme de vingt et un ans, à la bouille rondelette et joviale, devait prendre toutes les semaines le petit train qui descend dans la vallée, vers Chuses, pour rejoindre le domicile familial.

Aujourd'hui, son palmarès compte une médaille de bronze olympique, deux titres européens et un lot abondant de records nationaux. Elle est la seule nageuse du Vieux Continent qui puisse empêcher de dormir les champions allemands. Mais son train de vie et toujours aussi modeste. « J'ai maintenant un deux-pièces à Saint-Gervais. Et je roule en voiture, dans une petite Citroën que la ville de Chuses m'a offerte au retour de Séoul ».

Le bilan paraît mince. Il arracherait des cris d'extase à tout autre médaillé olympique en mal de reconnaissance. Mais Catherine s'en contente et en savoure tous les jours le goût simple et délicieux. « Je suis très heureuse de mon sort. Et j'espère que mes deux titres européens ne vont pas changer ma petite vie tranquille. La gloire, c'est beaucoup trop dur à porter pour moi ».

Catherine Plewinski a été la grande vedette « occidentale » des championnats d'Europe de natation, qui se sont achevés le 20 août à Bonn (RFA) : elle a privé les Allemands de l'Est d'un grand chelem grâce à ses victoires sur 100 mètres papillon, le 18 août, et 50 mètres nage libre le 20. Ce double européen, unique dans les annales de la natation française, a été complété par un ensemble de résultats français particulièrement flatteurs : deux médailles d'or (ballet en natation synchronisée), quatre médailles d'argent (Karin Schuller en natation synchronisée, Emma Gutzk en 100 mètres papillon, les relais quatre fois 100 mètres nage libre et quatre fois 100 mètres quatre nages masculins), une médaille de bronze (l'équipe de France féminine de water-polo).

La victoire la survoite, mais les honneurs la font fuir. Née à Courmoucy, en plein cœur du bassin minier, de parents à la condition modeste, Catherine Plewinski est restée depuis toujours attachée au cadre rustique et paisible de son petit club, à Chuses, et du lycée du Mont-Blanc, au Fayet. Elle manifeste depuis près de dix ans une fidélité sans faille à Marc Begotti, un jeune entraîneur de trente et un ans, qui a perçu les secrets de la natation de haut niveau à la même vitesse que celle de Catherine pour escalader les bilans mondiaux. Elle a choisi l'artisanat pendant que d'autres suivaient la voie des sections sports-études ou des centres de haut niveau.

Le petit centième de seconde d'avance qu'elle a eu, dimanche soir, en finale du 50 mètres, au moment de toucher le mur d'arrivée devant les deux Allemands de l'Est, reste la preuve la plus tangible de la victoire possible du travail, de la simplicité et du bon sens sur l'argent, le luxe et la puissance.

« Entraîner, c'est finalement beaucoup plus simple qu'on ne l'imagine », aime répéter Marc Begotti, qui prend chaque victoire de sa nageuse avec discrétion et retenue. « Il faut savoir observer, puis étudier et comparer. Observer la technique des Allemands de l'Est, étudier les réactions de Catherine Plewinski face aux agressions de l'entraînement et au trac de la haute compétition. Et ne laisser aucune chance au hasard ».

Sacré olympique

Marc Begotti note sur un carnet le moindre de ses impressions visuelles, il compile sur des dizaines de pages la cadence de bras ou les temps de récupérations de sa nageuse au moindre de ses entraînements. Seul, isolé dans l'ombre des sommets de Savoie, il est un artisan du sport moderne.

« Si la natation était vraiment un sport important pour la France, avec de gros moyens et des structures vraiment professionnelles,

j'aurais peut-être été tenté de rejoindre un club riche et puissant, explique Catherine. Mais c'est loin d'être le cas. Alors, quitte à manquer d'argent, autant rester avec des gens que j'aime bien dans un cadre hospitalier. » La petite Savoyarde qui fait trembler l'armada de RDA restera dans ses montagnes. Elle ne lâchera pas la main de Marc Begotti, ancien nageur de « petit niveau national » devenu entraîneur lorsque la crise pétrolière de 1974 a contraint sa piscine de Bonneville à fermer ses portes.

Ensemble ils rêvent maintenant tout haut d'un sacre olympique : « Pour progresser, explique Begotti, Catherine a maintenant besoin de trouver une nouvelle orientation à son programme de compétitions. » La championne d'Europe du 50 mètres nage libre et du 100 mètres papillon roulera désormais les épaules au départ du 100 mètres dos ou du 200 mètres quatre nages. Elle suivra la voie tracée à Bonn par Kristin Otto, six fois championne olympique à Séoul, qui a nagé (et perdu) le 200 mètres dos, une distance qu'elle n'avait jusqu'alors jamais abordée en grande compétition.

Dimanche soir, Catherine Plewinski est repartie de Bonn avec le sentiment d'avoir « fait du bon travail » et la certitude de posséder, là-haut dans ses montagnes de Haute-Savoie, tous les ingrédients pour être peut-être la première championne olympique de l'histoire de la natation française.

ALAIN MERCIER

FOOTBALL : championnat de France

Le phénomène Goethals

Les Girondins de Bordeaux ont conservé la tête du championnat de France de football en dominant Saint-Etienne (1-0) samedi 19 août. A l'origine de la réussite de cette équipe complètement renouvelée à l'intersaison, Raymond Goethals, un entraîneur belge.

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Raymond Goethals est une « bête de scène ». A soixante ans, l'entraîneur belge des Girondins de Bordeaux, doyen des techniciens opérant en première division, joue à merveille de son sourire enjoué et de son accent. Il faut l'entendre glisser au public des entraînements : « Vous savez, une fois, ce sont de grands enfants », quand les joueurs se disputent un peu trop énergiquement le ballon. Comique ?

Au-delà de ces indéfinissables talents, ce flamboyant papy d'outre-Quévrain est avant tout un entraîneur de qualité. Si les Bordelais, triomphes du dernier championnat, sont aujourd'hui en tête de la compétition (cinq victoires et un match nul) avec deux points d'avance sur Marseille et le Paris SG, c'est à lui qu'ils le doivent en grande partie.

Pourtant, lorsqu'il arrive en Gironde, le 15 juin, rien ne laisse augurer pareille réussite. Le club sort à peine d'une saison noire, tant sur le plan sportif que financier, avec un redressement fiscal de 10 millions de francs (le *Mondia* du 21 janvier) et le président Claude Bezi, bien obligé de revoir ses ambitions et son budget à la baisse (de 180 millions de francs à 50), bouleverse complètement son effectif.

Il se sépare notamment de vedettes telles que Jean Tigana et Alain Roche (Marseille), Clive Allen (Manchester City), Eric Dewilder (Caen), Dominique Thomas (Lille) et, plus tard, Enzo Scifo (Auxerre). Parallèlement, il engage de nouveaux éléments, pour la plupart joueurs d'expérience : Joseph-Arno Bell et Bernard Pardo (Toulon), Patrick Battiston (Moussy), Pieter Den Boer (FC Malines), William Ayache (Nantes), Jean-Philippe Durand (Toulouse) et Klaus Allofs (Marseille).

Une nostalgie de grognard

C'est dans ce contexte de chassé-croisé, toujours risqué dans un sport collectif, que Raymond Goethals débarque à Bordeaux avec son rire de ténor, sa tongs de bon vivant, ses paquets de cigarettes belges et un palmarès de baroudeur. N'a-t-il pas entraîné l'équipe nationale de Belgique (1966-1976), Anderlecht (1976-1979) et 1988-1989) mais aussi Sao Paulo, le Standard de Liège, Guimarães (Portugal) et même Bordeaux, une première fois, en 1980 ?

Autant d'étapes qu'il évoque avec une nostalgie de grognard, tout à tour patriotique (la sélection belge), sentimentale (Anderlecht, où il retournera un jour) et fasciné (le gigantesme du Brésil). De ces escalas successives, jalonnées de

titres en tout genre, il a tiré une grande maîtrise des techniques du football, un certain talent de polyglotte et surtout une connaissance approfondie de la nature humaine. « Être compétent en matière de foot, c'est la moindre des choses demandées à un entraîneur », explique-t-il avant de révéler : « La différence se fait sur la psychologie et la capacité à vivre en groupe ».

Et force est de constater que la vie du groupe bordelais a changé sous l'impulsion de ce technicien respecté de tous et qu'un joueur girondin qualifié de « phénomène ». L'ambiance n'a rien de comparable avec celle qui régnait la saison dernière dans les rangs bordelais. « Il a une extraordinaire facilité pour analyser les hommes et tirer le meilleur d'eux-mêmes », assure Martin Lippens, cinquante-quatre ans, son adjoint à Anderlecht, qui l'a suivi en Gironde. « Il faut avoir un mot pour chacun, une petite blague de temps en temps », reconnaît Goethals.

Selon des proches du club, seuls les internationaux William Ayache et Jean-Marc Ferreri, très irréguliers dans leurs performances, ne trouveraient pas encore tout à fait grâce à ses yeux. Car bien que l'entraîneur soit très proche de ses joueurs, le perfectionnisme de Raymond Goethals touche à l'obsession. Il ne tolère pas l'a-peu-près comme le confirme Martin Lippens : « C'est un homme franc et direct. Il est tellement fanatique de football qu'il en devient un mauvais perdant. Il lui arrive de piquer de folles colères lorsqu'il a le sentiment que les joueurs n'ont pas donné le meilleur d'eux-mêmes, qu'ils n'ont pas appliqué ses consignes ».

Depuis le début de saison, la formation de vieux briscards que Claude Bezi a mis à sa disposition lui a rarement donné l'occasion de sortir de ses gonds. Les résultats de l'équipe sont inespérés. Mais, conscient de l'état de grâce dont il bénéficie, l'ancien sélectionneur belge se garde de tout triomphalisme. Sans doute aussi parce qu'il connaît trop les Français : « Ici, les joueurs tombent volontiers dans l'autosatisfaction. Ils réussissent une bonne série et se laissent aller à la facilité. Certes, on n'est pas mal parti, et cela tourne plutôt bien sur le plan tactique, mais nous n'en sommes qu'aux préliminaires du championnat ».

Peut-être les Girondins confirmeront-ils leurs bonnes dispositions. Reste à savoir pourquoi ces tricolores exagèrent qu'ils tapent volontiers le carton avec les employés du centre d'entraînement (où il vit depuis son arrivée...) s'obstine à traîner sur les stades : « La foot est ma drogue. Sans ballon, je suis en manque », jure-t-il, comme pour justifier médicalement une longévité exceptionnelle. Un aveu confirmé par Martin Lippens, l'adjoint, l'ami, qui raconte lorsqu'on lui demande de définir son acolyte : « En plein entraînement, il est capable de prendre dix minutes pour expliquer sa stratégie, schéma tactique à l'appui, à des dames ou à des gamins qui n'ont jamais vu un match de foot. Ce sport, c'est sa vie ».

PHILIPPE BROUSSARD

CYCLISME : championnats du monde sur piste

Ekimov à la mesure des « pros »

LYON
correspondance

Les organisateurs des championnats du monde de cyclisme sur piste ont (par malice ?) logé la délégation soviétique à l'hôtel Athènes-Tolstoï, situé à Villenarbanne devant le square Moghiev, du nom d'une ville de Biélorussie jumelée avec celle de Charles Heru. C'est plus de références qu'il n'en faut pour un cycliste soviétique qui ne songe qu'à aller à la rencontre de ses homologues occidentaux.

Le plus sollicité de ses concurrents est Viatcheslav Ekimov, vingt-trois ans, qui est devenu à Lyon champion du monde de poursuite amateur pour la troisième fois. Cheveux blonds, mi-long, regard clair et bouche large, Ekimov a confirmé qu'il était incontestablement un professionnel.

Cela ne constituera pas vraiment une première : depuis cette saison, une équipe professionnelle soviétique évolue sous les couleurs d'un commanditaire basé en principauté de Saint-Marin, Alfa Lum, avec des résultats jusqu'ici médiocres. Quant aux trois coureurs estoniens qui sont partis courir dans une équipe espagnole cette année, ils n'ont pas beaucoup fait parler d'eux. Pourtant Ekimov attire la convoitise des groupes professionnels occidentaux. Il a intégré l'équipe nationale soviétique à l'âge de dix-sept ans. Deux ans après, il devenait une première fois champion du monde de poursuite et recordman du monde de l'heure amateurs. Etabli sur piste

Avec six médailles, dont trois d'or, l'équipe de France a obtenu ses meilleurs résultats depuis la deuxième guerre mondiale aux championnats du monde cyclistes sur piste qui se sont terminés dimanche 20 août à Lyon. Toutefois, une seule de ces médailles — celle d'Isabelle Gautheron au vitesse — a été obtenue dans une épreuve olympique. C'est donc dans des disciplines de moindre importance que Patrick Da Rocha (2^e en keirin), Jean-Louis Longo (1^{er} en course aux points après une victoire en poursuite) et le tandem Fabrice Colas-Frédéric Magné sont montés sur le podium. Ce n'est pas le cas du champion soviétique Viatcheslav Ekimov.

Couvert, ce record était supérieur à celui des professionnels et l'italien Francesco Moser lui-même ne le battit qu'après s'y être pris à deux fois.

Ekimov a mené parallèlement à son activité sur piste une carrière sur route des plus convaincantes, enlevant de multiples épreuves par étapes. Même si l'on peut craindre que le jeune coureur de Leningrad ne soit un peu trop prodigé ces dernières années, pas moins de sept équipes professionnelles se sont manifestées ces derniers temps auprès de lui pour essayer d'emporter sa décision.

6 000 francs
par mois

« J'aimerais débiter chez les professionnels dès cet automne », confie Viatcheslav Ekimov. Avec son entraîneur, Alexandre Kouznetsov, nous allons nous décider selon deux critères : les garanties que donneront les équipes sur nos apprentissages et, bien sûr, les conditions financières. »

Selon les nouvelles règles du sport soviétique, un coureur cycliste est « libre » de passer professionnel dès l'âge de vingt-trois ans. Mais, officiellement, pour aider au développement du sport soviétique, une partie de ses gains doit être reversée à sa fédération. Pour les coureurs d'Alfa Lum, l'intégralité des sommes est versée à la fédération, qui, au début de l'année, rétrocède à chaque coureur un salaire de 6 000 F mensuel. Une situation qui a évolué depuis lors et que n'aura pas à connaître Ekimov.

Celui-ci ne fait pas mystère de son peu d'envie d'aller rejoindre ses compatriotes en Italie. « Nous attendons encore une proposition concrète d'Alfa Lum, dit-il. Mais nous ne la considérons que comme une proposition parmi d'autres. Avant de porter un jugement assés sur l'équipe soviétique : « Dans mon pays, un proverbe dit que quand on fait cuire le pain, le premier est toujours raté. »

Le triple champion du monde (et champion olympique de poursuite

par équipes) laisse échapper les noms des formations néerlandaises PDM et Panasonic, de l'équipe américaine 7 Eleven, qui semblent avoir ses faveurs. Ekimov aux Etats-Unis ? Après tout, il a bien participé en début de saison au Tour de Trump, organisé à grand renfort de dollars par le promoteur de l'American Express et organisateur de combats de boxe américain Donald Trump.

Quant aux deux propositions qu'il dit avoir reçues d'équipes françaises, l'une d'elles émane sans doute de Cyrille Guimard, le directeur sportif de Laurent Fignon, qui s'était rendu en février dernier en Union soviétique et y avait noué quelques contacts.

Où qu'il aille, sans doute dans une de ces équipes anglo-saxonnes à gros budget, Ekimov devrait parvenir à « s'adapater ». D'un naturel plutôt ouvert, il se débrouille en anglais et a déjà fréquenté le milieu professionnel lors de courses « open ». « Je vais m'installer dans un pays étranger. Il me sera certainement le seul Soviétique de l'équipe », explique-t-il. Mais je serai en contact quasi permanent avec mon entraîneur, Kouznetsov, qui restera à Leningrad. Et j'effectuerai de fréquents allers-retours : sans mon pays, je ne peux pas vivre ».

Pourtant, Ekimov n'est résolu à le quitter. Il estime que c'est pour lui la seule façon de poursuivre sa progression. « Je veux savoir si je suis capable d'être un leader sur la route ».

GILLES VAN KOTE

Les résultats

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Sixième journée)

Sochaux b. Lyon 4-0
Marseille b. Montpellier 2-0
Nantes et Nice 2-2
Auxerre b. RP 2-0
Toulon et Toulon 0-0
Mulhouse et Metz 2-2
Paris-SG b. Lille 2-1
Bordeaux b. Saint-Etienne 1-0
Cannes b. Caen 3-1
Monaco b. Brest 2-0

Classé. — 1. Bordeaux, 11 pts ; 2. Marseille, Paris-SG, 9 pts ; 3. Sochaux, Nantes, Monaco, Toulon, 8 pts ; 4. Toulon, 7 pts ; 5. Lyon, 6 pts ; 6. Mulhouse, Auxerre, Nice, Cannes, RP, 5 pts ; 7. Metz, 4 pts ; 8. Saint-Etienne, Caen, Lille, 3 pts.

DEUXIÈME DIVISION

(Sixième journée)

Groupe A

*Nancy b. Chaumont 5-0
Bastia et Alès 0-0
*Loulans-Chaix et Strasbourg 2-2
*Monteban b. Istres 3-0
Nîmes b. Dijon 1-0
*Red Star 93 et Martigues 0-0
*Ancoy et Reims 0-0
*Grenoble et Gueugnon 0-0
*Orléans b. Avignon 2-0

Classé. — 1. Nancy, 11 pts ; 2. Monteban, Nîmes, Alès, 8 pts ; 3. Strasbourg, Bastia, Martigues, 7 pts.

Groupe B

*Abbeville b. Niort 1-0
*Lens b. Rennes 3-0
*Créteil et Quimper 0-0
*Saint-Seurin b. Valenciennes 3-1
*Dunkerque et Le Havre 0-0
*Guingamp et Angers 1-1
*Rouen b. Beauvais 2-0
*La Roche-sur-Yon b. Tours 2-0
Laval b. *Lorient 6-3

Classé. — 1. Le Havre, 9 pts ; 2. Laval, Rouen, Valenciennes, Beauvais, Dunkerque, 8 pts ; 3. Lens, Rennes, 7 pts.

Natation

CHAMPIONNAT

PAN-PACIFIQUE

Les Américains ont battu quatre records du monde, dimanche 20 août à Tokyo, à l'occasion de la dernière journée des championnats Pan-Pacifique. Tom Jager a nagé le 50 mètres en 22 s 12/100 (ancien record : 22 s 14 par Matt Biondi), Mike Barrowman le 200 mètres brasse en 2 min 12 s 89 (ancien record : 2 min 12 s 90 par lui-même et par le Britannique Gillingham, Dave Wharton le 200 mètres quatre nages en 2 min 0 s 11 (ancien record : 2 min 0 s 17 par le Hongrois Darvay) et Janet Evans le 800 mètres féminin en 8 min 16 s 22 (ancien record : 8 min 17 s 12 par elle-même).

Sports équestres

CHAMPIONNATS D'EUROPE

DE SAUTS D'OBSTACLES

A trente-quatre ans, le Britannique John Whitaker, sur Miltona Next, a remporté le titre européen de sauts d'obstacles, dimanche 20 août à Rotterdam. Avec 8,50 pts de pénalités, il a devancé son frère cadet Michael sur Mon Santa Next (9,03 pts) et le Néerlandais Jos Lansink sur Felix Opdebeurs (13,06 pts). Le Français Pierre Durand, tenant du titre, a terminé dixième et premier des Français sur Jappeloup de Laxe (15,30 pts).

Tennis

TOURNOI DE MONTREAL

(742 000 dollars)

Ivan Lendl a battu, dimanche 20 août, en finale, John McEnroe 6-1, 6-3 en 1 h 13 min de jeu. Avec seize victoires en trente et une rencontres, le Tchèque prend la tête dans la face à face qui l'oppose à l'Américain.

TOURNOI DE CINCINNATI

(692 000 dollars)

L'Américain Brad Gilbert a remporté, dimanche 20 août, son troisième tournoi consécutif en s'imposant 6-4, 2-6, 7-6, en finale contre le Suédois Stefan Edberg.

RUGBY : la tournée internationale en Afrique du Sud

Arrestations à Durban

JOHANNESBURG
de notre correspondant

« Au début, nous étions une sélection, à la fin nous sommes une équipe », a déclaré à la télévision sud-africaine Pierre Berbizier, le capitaine des Quinze internationaux, après sa victoire, samedi 19 août, à Durban, sur le Natal par 33 à 20. Une victoire facile face à une équipe médiocre, qui a été largement dominée, bien que, pendant la dernière demi-heure, « les touristes », comme on les appelle ici, se soient acharnés.

La sélection internationale composée de cinq Français, cinq Australiens, quatre Anglais et un Écossais, a marqué cinq essais contre trois par les adversaires. Denis Charvet s'est particulièrement distingué en transformant ses cinq essais et en réussissant une pénalité (treize points au total), tandis que la charnière Berbizier-Mosnier a été loué unanime par la presse. Celle-ci

n'a pas tari d'éloges pour « les flamboyants français », réservant une mention spéciale pour Laurent Rodriguez qui, épuisé, a laissé sa place en fin de match à Marc Caillon.

La prochaine rencontre aura lieu, mardi, à Port-Elizabeth, contre une sélection sud-africaine multiraciale (un Noir et trois métis) appelée le « Quinze du président ». Dix joueurs gellois sont arrivés lundi pour renforcer ces internationaux dont le nombre sera porté à trente joueurs. Le premier test-match se déroulera, samedi, contre les Springboks.

Seize manifestants anti-apartheid — sept Noirs, cinq Blancs et quatre Indiens, qui protestent contre la tournée de la sélection mondiale (venue en Afrique du Sud célébrer le centenaire de la Fédération sud-africaine de rugby) ont été arrêtés samedi 13 août à Durban, devant l'hôtel des joueurs.

M. B.-R.

Athlétisme

Record du monde

Le Marocain Said Aouita, qui détenait déjà les records du monde du 1 500 m, du 2 000 m et du 3 000 m, a battu celui du 2 000 m en 7 min 29 sec 45, samedi 19 août à Cologne. L'ancien record appartenait au Kenyan Rono en 7 min 32 sec 1/10.

Cyclisme

Tour des Pays-Bas

Le Français Laurent Fignon a gagné le Tour des Pays-Bas cycliste samedi 19 août à l'issue de la cinquième et dernière étape remportée au sprint par le Néerlandais Theo de Rooij. Le Français a précédé d'une seconde son compatriote et coéquipier Thierry Marie, qui était en tête du classement général depuis mercredi 16 août.

Championnat de Zurich

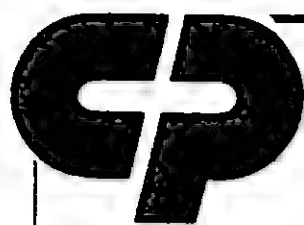
Le Canadien Steve Bauer a remporté le championnat de Zurich dimanche 20 août en Suisse. Il a précédé de trois secondes le Portugais Acacio Da Silva. Le premier Français de cette épreuve comptée pour la Coupe du monde de cyclisme est Marc Madato, huitième. Laurent Fignon, vainqueur la veille aux Pays-Bas, a abandonné après cent cinquante kilomètres de course. L'Irlandais Sean Kelly occupe toujours le titre du classement général de la Coupe du monde avec treize points d'avance sur Steve Bauer.

لكن من لا

Le Monde

CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



COLGATE-PALMOLIVE

3,7 mds de F de CA,

2000 personnes.

Des produits leaders :

Soupline, Ajax,

Cléopatra,

Axion2,

Cadum, Ultra Brita,

Javel Lacroix...

ASSISTANT FORMATION

Vous connaissez COLGATE-PALMOLIVE au travers de ses produits : Soupline, Ajax, Cléopatra, Axion 2, Cadum, Ultra Brita, Tonigency, Javel-Lacroix.

Mais COLGATE PALMOLIVE, c'est aussi des hommes : nous sommes deux mille en France.

Vous avez obtenu un DESS "Fonction Personnel" qui vous permet dès aujourd'hui de prendre part au développement d'une société telle que la nôtre.

Nous recherchons en effet un jeune cadre pour assister notre responsable de la Formation. Grâce à des stages concluants dans ce domaine, vous êtes en mesure de participer au recueil des besoins de formation, à la rédaction du plan et de prendre en charge le suivi de sa réalisation et celui du budget.

De notre côté, nous vous offrons des moyens : un budget Formation important, des collaborateurs performants, et surtout beaucoup d'autonomie.

Si cette mission d'un an vous intéresse, n'hésitez pas, adressez rapidement votre dossier de candidature sous référence MPN 280 AF à MARIE-PIERRE NEVEU - COLGATE PALMOLIVE - 55 Bd de la Mission Marchand - 92401 COURBEVOIE CEDEX.

CONSULTANT CONFIRME

Recrutement / groupes internationaux

Pour le numéro un incontesté du recrutement en Europe, l'horizon 1993 n'est évidemment pas considéré comme un aboutissement mais comme un nouveau challenge! Le bureau de Paris de PA Consulting Group (2500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays) souhaite donc poursuivre l'optimisation de ses relations avec les groupes internationaux par l'intégration d'un nouveau consultant confirmé. Basé à Neuilly, ce spécialiste du recrutement intégrera l'équipe "clientèle internationale" et utilisera, après formation à nos méthodes à Paris et à Londres, les techniques d'approche les plus diverses (recherche directe,

annonces...). Il sera responsable d'un portefeuille-clients qu'il développera de façon autonome, tout en assurant une liaison permanente avec nos bureaux étrangers. Ce poste s'adresse à un spécialiste du recrutement (entreprise ou cabinets), âgé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et parlant couramment l'anglais. Les entretiens auront lieu début septembre. Ecrire à JP ROUGIER en précisant la référence A/062RM - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage



Agence de Publicité française, spécialisée en communication de recrutement, notre très fort développement, allié à une toute nouvelle implantation en informatique graphique (PAO et Photocomposition intégrée) nous conduit à créer un nouveau poste de Chef de Studio.

Placé sous l'autorité du Directeur général il aura la responsabilité d'un service d'une dizaine de techniciens et travaillera en étroite collaboration avec notre direction artistique.

A ce niveau de poste nous souhaitons rencontrer une personnalité âgée d'environ 30/35 ans, rodée aux techniques graphiques, à la fabrication, et ayant reçu une formation supérieure. Bien sûr, il aura prouvé auparavant sa capacité à manager une équipe et à défaut d'en être un praticien, portera un très vif intérêt à la PAO et ses développements.

Pour ce poste à pourvoir à LEVALLOIS-PERRET, nous prévoyons une rémunération justifiée par l'importance des responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo) sous réf. 6019 à LE MONDE PUBLICITE - 5, rue de Montessuy - 75007 PARIS qui transmettra

ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

Chefs de publicité : conseiller et convaincre, c'est votre passion !

H.F.

Le groupe RSCG (2ème groupe Français de Publicité) renforce son importance sur un marché porteur et en pleine expansion : la publicité spécialisée en annonces de recrutement.

RSCG CARRIERES - agence spécialisée en Communication de Recrutement (25 personnes) - se développe vite (plus de 60 MF fin 1989) et crée une nouvelle structure, RSCG P.A.

Nous recherchons, donc, plusieurs postes de CHEF DE PUBLICITE. Agé d'environ 27-30 ans, titulaire d'un diplôme de l'Enseignement Supérieur BAC + 4, BAC + 5 (lettres, ESCP...), vous justifiez d'une expérience réussie de la vente dans des domaines tels que les produits financiers,

l'interim... mais ce sont surtout vos qualités d'écoute et d'enthousiasme qui vous permettront d'exprimer votre passion : conseiller et convaincre vos interlocuteurs de haut niveau (Chargé de Recrutement, Directeur des Ressources Humaines...).

Après avoir reçu une solide formation, vous prospecterez, analyserez les besoins en recrutement de vos clients, leur proposerez des projets graphiques et des textes en cohérence avec leur politique de communication globale.

Envie de réussir et d'évoluer ? Vous êtes disponible très rapidement. Nous vous remercions d'adresser votre manuscrite, C.V., photo (récemment) et prétentions à CAROLINE GABRIEL, RSCG P.A., 171, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY.

RÉGIE DE PUBLICITÉ PARIS

PME en développement recherche

UN DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT COMMERCIAL (CA 90 MF)

Responsable du centre de profit. Expérience réussie dans l'animation et l'organisation de forces de vente.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous n° 7108 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris, qui transmettra.



ADJOINT DIRECTION COMMERCIALE

Réf. ADC

H/F

Proposer les orientations de politique commerciale, marketing, communication externe et faire évoluer les structures commerciales du réseau, telles sont vos principales missions.

Par ailleurs, vous animez et coordonnez les 49 agences du réseau et les services administratifs de la Direction.

La poste inclut également la gestion des ressources humaines et suppose une disponibilité pour les relations publiques.

A 35 ans environ, de formation supérieure (Sciences ECO ou SUP de CO) complétée par une spécialisation ITR, vous avez acquis une bonne expérience de la gestion d'un réseau bancaire.

Vous conjuguez sens de la négociation et goût de la communication.

RESPONSABLE FINANCEMENT ENTREPRISES

Réf. RFE

H/F

Votre mission consiste à développer l'activité FINANCEMENT auprès des entreprises, commerces et professions libérales, dans un souci permanent de maîtrise du risque.

A partir de la politique de votre secteur d'activité, que vous aurez vous-même contribué à définir, vous adapterez structures et procédures aux attentes de la clientèle.

Animation de l'équipe (15 pers.) et formation du réseau sont également vos missions. A 35 ans environ, de formation supérieure (SUP de CO - ITR) vous justifiez d'une excellente culture financière. Rigueur, organisation et esprit d'équipe sont vos points forts.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, lettre manuscrite, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à : CIRCAM du LOT-ET-GARONNE - Route d'Auch - 30E - 47006 AGEN



La ville de Nantes

recherche

NANTES

SON DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Homme ou femme d'analyse et de stratégie, vous êtes un professionnel du marketing. Vous connaissez les collectivités publiques et la spécificité de leur gestion.

Travaillant en équipe vous mettez en place et développez le plan de communication de la ville. Vous êtes motivé pour intégrer les services de la 7^e ville de France.

Adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photos et prétentions) à : Monsieur le député et maire Hôtel de ville, 44036 Nantes Cedex.

PARACELUS KLINIK FRANCE

avec actuellement 6 cliniques en France et faisant partie d'une chaîne de 65 cliniques en Europe et aux Etats-Unis, ayant plus de 7 000 lits

cherche

pour ses implantations dans la région parisienne

UN SOUS-DIRECTEUR

35-45 ans environ, expérience similaire dans la fonction d'une clinique importante, dynamique, prêt à coopérer avec le corps médical, prêt à s'intégrer dans une équipe de professionnels. Seuls les candidats pouvant justifier d'une expérience solide seront retenus.

Prière d'adresser votre C.V., photo et vos prétentions à l'adresse suivante : PARACELUS KLINIK FRANCE SARL 19-21, avenue du Bois-d'Amour, 93700 Drancy.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

L'Association Poitou-Charentes Europe

recrute

CHARGÉ DE MISSION

(H/F)

pour organiser, animer, promouvoir l'Euro-Info-Centre (EIC) Poitou-Charentes inscrit dans le réseau d'EIC Européens. Le développement de cet outil opérationnel d'information et d'appui aux entreprises sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur (droit/économie ; BAC + 4/+5) ayant une première expérience des affaires européennes et de l'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions à : CRCE (réf. EIC) - 15, place Jourdan, 87038 Limoges Cedex.

PROTEE

45, rue Saint-Roch 75001 PARIS

Association créée par les pouvoirs publics, les régions et les organisations professionnelles pour faciliter et accélérer l'utilisation des dispositifs de formation multimédia individualisée

RECHERCHE

1°) SON DIRECTEUR (poste réf. D)

Il travaille en étroite collaboration avec le président, le bureau et le conseil d'administration et organise les relations institutionnelles. Il propose les orientations de politique générale et élabore les plans d'action à moyen terme.

Il prépare, met en œuvre et gère les budgets. Il dirige l'ensemble des services, recrute et administre le personnel. De formation supérieure, il apporte une expérience confirmée de direction d'un département d'entreprise ou d'une PME.

Il possède une bonne connaissance des questions liées à la formation professionnelle et de l'économie générale des technologies de communication. Animateur, négociateur, rigoureux, il est motivé par le développement d'une structure jeune et légère.

La pratique des langues étrangères est un atout important.

2°) SON RESPONSABLE DE COMMUNICATION (poste réf. C)

Il propose la politique de communication externe. Il en assure la mise en œuvre dans le limite des budgets définis. Il élabore le style et la nature des messages, et plus largement le contenu de la communication.

Il assure les relations de la structure avec son environnement. De formation supérieure, il a une solide expérience de la communication d'entreprise. Mobile, autonome, créatif, rigoureux, il souhaite s'insérer à une équipe jeune. La pratique des langues étrangères constitue un atout important.

3°) UN CHEF DE PROJET TECHNIQUE (poste réf. T)

Il conduit les travaux d'élaboration d'un guide des ressources de formation multimédia individualisée : spécifier les sous-ensembles du projet, identifier les acteurs-clés, préparer les accords de collaboration qui en découlent, mettre en œuvre les méthodes les mieux adaptées aux particularités du projet.

De formation supérieure, c'est un généraliste connaissant la formation professionnelle et ayant une culture technique minimum des technologies de communication. Il souhaite valoriser une première expérience dans la conduite des projets. Il possède des qualités d'animateur et apprécie le travail en équipe.

Adresser CV et prétentions à : Monsieur le président

PROTEE

45, rue Saint-Roch, 75001 PARIS

PRODUCTION MONDIALE D'ACIER BRUT

■ Le système français des courses de galop, lourdement déficitaire, amorce une réforme difficile (lire ci-dessous).

A bar chart comparing the consumption of mineral products in millions of tonnes for four countries: RFA (diagonal lines), France (solid black), Italy (dotted), and the UK (white) across three years: 1974, 1987, and 1988. The Y-axis ranges from 15 to 55 million tonnes. In 1974, RFA consumption is approximately 53 million tonnes, France is 27, Italy is 24, and the UK is 22. In 1987, RFA consumption is 36, France is 17, Italy is 23, and the UK is 17. In 1988, RFA consumption is 41, France is 19, Italy is 23, and the UK is 19.

Année	RFA	FRANCE	ITALIE	ROYAUME-UNI
1974	53	27	24	22
1987	36	17	23	17
1988	41	19	23	19

(1) *ITA Magazine* n° 49 mai-juin 1988.

● **Nouveau client pour Airbus** : la compagnie charter LTV. — La principale compagnie charter ouest-allemande LTV (Lufttransportunternehmen, Co. KG) vient de commander trois Airbus A 330-300 et prendre des options sur trois autres. LTV reçoit les trois bi-réacteurs en 1994, ce qui lui permettra de remplacer progressivement ses Airbus A 300 et Lockheed TriStar. LTV devient ainsi non seulement le nouveau client d'Airbus Industrie mais également la première compagnie charter allemande à opter pour l'A 330 en vue de moderniser ses flottes d'appareils. L'A 330-300 peut transporter plus de 300 passagers dans un aménagement de cabine classique. Le choix des réacteurs n'est pas

Cours relevés
à 14 h 27

Comptant (sélection) SICAV (sélection) 18/8

VALEURS	% du sem.	% du compte	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emision Prix incl.	Rachat net	VALEURS	Emision Prix incl.	Rachat net	VALEURS	Emision Prix incl.	Rachat net
---------	--------------	----------------	---------	----------------	------------------	---------	----------------	------------------	---------	----------------	------------------	---------	-----------------------	---------------	---------	-----------------------	---------------	---------	-----------------------	---------------

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Liban : de nouvelles menaces contre les otages occidentaux. 4 Colombie : plusieurs militaires d'arrestations. 6 Afrique du Sud : violents incidents dans la campagne de désobéissance civile.	8 Les partis en désaccord : 1. Les orphelins du militantisme. 9 Le voyage du premier ministre dans le Pacifique. - Bicentenaire : la prochaine inauguration de la fondation Arche de la fraternité.	10 Jean-Paul II à Saint-Jacques-de-Compostelle. 11 Les consignes de sécurité sont rappelées aux pompiers du Sud-Est. 17 Sports : les championnats d'Europe de natation ; football : le « phénomène Goethals » à Bordeaux.	12 L'avenir de la Bibliothèque de France. - Exposition : Robert Combas à Nîmes. - Musique : couleur zoulou. 9 Communication.	20 Les Européens à l'assaut des compagnies aériennes américaines. - Le galop français condamné au changement. 21 Un entretien avec M. Marc Blondel, secrétaire général de FO. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements 4 Annonces classées .. 18-19 Cartes 21 Loto, Loto sportif 10 Météorologie 14 Mots croisés 14 Radio-Télévision 14 Spectacles 13	Les événements du Liban heure par heure 3615 tazes LEMONDE Les offres d'emplois du Monde 3615 tazes LM

TCHÉCOSLOVAQUIE

Prague quasiment en état de siège pour le 21^e anniversaire de l'intervention soviétique

Arrestations préventives de dissidents par dizaines, coupures des lignes téléphoniques, déploiement massif de policiers, menaces d'intimidation à l'encontre des journalistes et des diplomates étrangers : les autorités tchécoslovaques n'auront rien laissé à l'improviste pour tenter d'éviter le moindre débordement à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'intervention des forces du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, dans la nuit du 20 au 21 août 1968.

L'événement était attendu avec d'autant plus d'appréhension par le régime communiste que le réexamen des conditions de l'intervention, non seulement en Pologne et en Hongrie, mais aussi en URSS, vient apporter de l'eau au moulin de ses adversaires. Le premier ministre hongrois, Miklos Nemeth, a de nouveau condamné, dimanche 20 août à Budapest, l'opération de 1968, demandant que des garanties empêchent que de telles interventions extérieures puissent se reproduire.

L'organe du gouvernement soviétique, les Izvestia, a traité lui-même la question en publiant des interviews, dont celle d'un des responsables soviétiques de l'intervention, M. Kiril Mazourov, à l'époque membre du bureau politique et vice-premier ministre, dont le rôle est

ainsi révélé pour la première fois publiquement. M. Mazourov justifie la décision prise à l'époque par Leonid Brejnev par une conjonction internationale difficile. « C'était l'époque de la guerre froide », et on redoutait la « mainmise » des pays occidentaux sur la Tchécoslovaquie, dit-il. Mais il ajoute aussitôt qu'en « aucun cas » il n'accepterait aujourd'hui de diriger une telle intervention.

Dans un appel commun rendu public le 11 août, les principaux groupes tchécoslovaques d'opposition avaient appelé la population à « se promener » et à respecter un silence de deux minutes à 17 heures locales lundi 21 août dans le centre des villes, afin de célébrer cet anniversaire. Plusieurs animateurs influents de l'opposition ont cependant demandé à titre personnel ces derniers jours à leurs concitoyens de ne pas descendre dans la rue à cette occasion. À l'instar du dramaturge Vaclav Havel ou du groupe de communistes réformateurs Obroda (Renouveau), ils jugent trop élevés les risques de provocation de la part du pouvoir.

Sans faire la moindre allusion à la tension visible et sensible à Prague, la télévision tchécoslovaque a montré dimanche soir des images de touristes « profitant d'une magnifique journée d'été pour visiter la capi-

itale ». Dans Prague à moitié déserte, les forces de l'ordre multipliaient pourtant les contrôles d'identité, y compris à la terrasse des cafés. Plusieurs dizaines d'arrestations ont été opérées dans les milieux de l'opposition. Des policiers, pour la plupart en civil, filaient abondamment les passants dans le centre de Prague.

La place Wenceslas, lieu symbolique de la capitale, a été bouclée par des barrières métalliques. Plus de trente personnes, des jeunes gens pour la plupart, ont été expulsées, dimanche. Depuis le début du mois, ils prenaient silencieusement part, plus d'une heure durant, à une procession quotidienne en faveur de réformes politiques. Des rumeurs invérifiables selon lesquelles les forces de l'ordre auraient reçu l'autorisation de tirer circulaient même avec insistance, créant un véritable climat de psychose.

On ignorait dimanche soir où se trouvaient la plupart des dirigeants de la dissidence. Beaucoup se cachaient depuis le début du week-end, de crainte d'être arrêtés, ou étaient prisonniers en garde à vue. Les téléphones de la quasi-totalité d'entre eux étaient coupés, et leurs déplacements surveillés par des policiers notant l'identité de tous les visiteurs.

Avant que la justice se prononce sur sa remise en liberté

Robert Sirou s'est évadé de l'hôpital psychiatrique

Le tribunal de grande instance de Grenoble devait se prononcer, lundi 21 août (le Monde date 20-21 août), sur la mise en liberté de Robert Sirou, soixante ans, ex-ferrailleur interné d'office dans un hôpital psychiatrique le 3 juillet (le Monde du 11 juillet) après la mort de son fils David, treize ans, tué d'une balle dans la tête le 27 juin à Champ-sur-Drac (Isère), dans des conditions encore inexpliquées.

Mais ce même vendredi, vers 18 h 30, le personnel de l'hôpital psychiatrique de Saint-Egrève, un établissement sans barreaux ni fenêtres, constatait la disparition de Robert Sirou : ses avocats venaient de lui expliquer qu'il devait attendre jusqu'à lundi une éventuelle libération, alors qu'il espérait sortir le jour même. « Il a eu un gros coup de cafard : il en avait assez d'être enfermé avec de vrais fous », a expliqué l'un des avocats, M. La Phouge, après avoir eu son client au téléphone et lui avoir conseillé de revenir à l'hôpital.

Recherché par la police depuis vendredi soir, Robert Sirou a multiplié les interviews sur les radios. Interrogé sur RTL, il a estimé « possible » que ce ne soit pas ses voisins.

M. Paul Marchelli prévoit une rentrée sociale agitée

Le gouvernement « prend la responsabilité du risque d'un autisme chaud », estime M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, dans un entretien au Figaro du lundi 21 août (...). « Même si M. Bérégovoy cherche à dramatiser le risque inflationniste, la poussée revendicative sera très forte », déclare M. Marchelli, qui dénonce la « véritable police des salaires » exercée par le gouvernement. Son intention est d'« engager le personnel d'encadrement » chaque fois que cela sera nécessaire. « Ce que l'on a appelé la méthode Rocard a fait long feu ».

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'Outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour leur offrir confort et sécurité, les Allemands ont inventé la fenêtre à double vitrage. L'ISO-FRANCE-FENÊTRE vient de lancer la première fenêtre qui soit à la fois à double vitrage et à isolation phonique. Elle est appelée « Fenêtre à double vitrage et à isolation phonique ». Elle est disponible chez tous les fabricants de fenêtres. Elle est vendue à 111, rue Lafayette (101) 81 81 81.

EN BREF

● La Turquie ferme sa frontière avec la Bulgarie. — La Turquie devait fermer, mardi 22 août, sa frontière avec la Bulgarie pour arrêter le flot de réfugiés d'origine turque fuyant le régime de Sofia, a annoncé la radio nationale turque. « La frontière sera fermée le 22 août à 2 heures du matin », a déclaré lundi le vice-premier ministre et ministre d'Etat Ali Bozer à l'issue du conseil des ministres. Plus de 300 000 Bulgares d'origine turque ont traversé la frontière pour s'établir en Turquie depuis le mois de mai, ne supportant plus la campagne d'assimilation religieuse et culturelle des autorités. — (Reuters.)

● Un écrivain vietnamien gravement blessé par balles aux Etats-Unis. — L'écrivain vietnamien Doan Toai, coauteur du Goulag vietnamien et directeur de l'Institut pour la démocratie au Vietnam, a été gravement blessé par balles, samedi 19 août, à proximité de son domicile à Fresno (Californie). M. Toai était arrivé aux Etats-Unis en 1978, après sa libération d'un camp de rééducation. Selon des responsables de la communauté vietnamienne aux Etats-Unis, M. Toai s'est fait des ennemis, en proposant notamment la reprise des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et le Vietnam. — (AFP.)

● OUGANDA : libération de 1 086 guerilleros. — 1 086 guerilleros, capturés par l'Armée nationale de résistance (NRA) en trois ans de lutte contre l'opposition armée, dans le nord et le nord-est du pays, ont été libérés, a annoncé Radio Kampala, le samedi 19 août. Ces libérations font suite aux « succès » remportés par l'offensive gouvernementale contre les maquisards du Mouvement du Saint-Esprit de la « préférence », en exil au Kenya, Aïce Lalwana, d'une part, et une fraction dissidente de l'Armée démocratique du peuple ougandaïse (UPDA), conduite par le général Justin Odong Latare, d'autre part. — (AFP.)

Dans l'Oise

Une quarantaine de chiens ont été enlevés dans un laboratoire

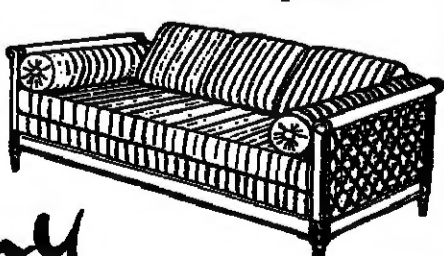
Une quarantaine de chiens ont été enlevés dans la nuit du samedi 19 au dimanche 20 août dans un laboratoire situé à Villers-en-Oise par une organisation de défense des animaux. Cette action a été revendiquée par le Front de libération des animaux (FLA), dans un appel anonyme parvenu au siège de l'Agence France-Presse, lundi 21 août, vers 8 h 30.

Selon l'auteur de l'appel, quarante-deux chiens ont été enlevés du laboratoire TRISA, une société privée qui se définit comme un « centre de sécurité thérapeutique ». Celle-ci a confié peu après l'opération, en précisant que trente-huit chiens avaient été dérobés et du matériel de laboratoire brisé. La direction du laboratoire a tenu à souligner qu'elle ne faisait pas de recherche fondamentale à partir d'expériences sur les animaux.

Le numéro du « Monde » daté 20-21 août 1989 a été tiré à 499 736 exemplaires

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes : également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réside les plus beaux meubles - Louis XIII - Russe - Innoy (France), en passant par le XVIII^e siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

Etonnante collection de lits de repos...



Rémy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12, 43-43-65-58.

En Australie

Bras de fer entre les groupes de presse Fairfax et Murdoch

La guerre entre les groupes de presse de John Fairfax et de Rupert Murdoch s'intensifie en Australie. Deux nouveaux titres, le Sunday Star et le Sunday Herald, ont été lancés dimanche 20 août par le patron de presse américain d'origine australienne, Rupert Murdoch, qui contrôle (cruellement) 60 % des médias de l'île.

Ces deux naissances ont contraint John Fairfax à riposter immédiatement : il a lancé une édition dominicale de son quotidien, the Age, baptisé le Sunday Age. Le but est de maintenir l'emprise du groupe Fairfax sur le très lucratif marché des petites annonces, notamment à Melbourne. Cependant, selon plusieurs observateurs, le groupe Fairfax enregistre un déficit de 1,6 milliard de dollars (8,4 milliards de francs), qui devrait encore croître les pertes à venir du Sunday Age, estimées d'ores et déjà à 7 millions de dollars (37 millions de francs) pour sa première année d'existence.

OPA surprise dans l'imprimerie britannique

Le groupe d'imprimerie britannique Norton Opa a proposé, lundi 21 août, le rachat pour 484,2 millions de livres (plus de 5 milliards de francs) de son concurrent De La Rue au terme d'une OPA surprise qui a fait bondir les titres de cette dernière compagnie de 32 pence à 360 pence à la Bourse de Londres. Cette offre donne une valeur de 339 pence au titre de l'imprimeur.

Selon Norton Opa, De La Rue traverse une passe difficile, ses résultats ont chuté, et Norton Opa donnerait à cette compagnie les moyens de redresser la situation. Le président de Norton Opa, M. David Rockin, a déclaré qu'il cherchait à rencontrer la direction de De La Rue dans le but d'obtenir son soutien. — (AFP.)

La redevance télévisée devrait augmenter de 3,6 % l'an prochain

La redevance devrait augmenter de 3,6 % l'an prochain, portant à 352 F le montant que les téléspectateurs devront acquiescer au récepteur couleur et à 355 F celui qu'ils devront payer pour un poste noir et blanc.

Cette hausse de la redevance devrait rapporter environ 350 millions de francs de ressources nouvelles à l'audiovisuel public, sur les 800 millions promis au printemps dernier par le gouvernement, lors du débat au Parlement sur l'avenir du service public. Le complément proviendrait, pour 70 millions de francs, de la prise en charge par le budget de l'Etat des nouvelles dépenses de redevance et, pour 180 millions, de dotation en capital. Enfin, le Quai d'Orsay devrait verser 200 millions à Radio-France international (RFI), la somme ainsi dégagée étant répartie en faveur des autres organismes du secteur public. De leur côté, les recettes publicitaires des chaînes publiques devraient rester plafonnées. Le conseil des ministres consacré au projet de loi de finances 1990 donnera, en septembre, les premières orientations sur la répartition de ces ressources entre les sociétés publiques.

DEVANT NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

La visite du premier ministre en Nouvelle-Calédonie

M. Jacques Lafleur, député RPCR, rend hommage à MM. Mitterrand et Rocard

A l'occasion de la réception de M. Michel Rocard devant l'assemblée de la province Sud à Nouméa, M. Jacques Lafleur, député RPCR, a rendu hommage à l'action du premier ministre et au président de la République : « Vous avez voulu et su dès le début de votre action nous aider à renouer le dialogue entre nous puis, au cours de l'année qui s'est écoulée, conformément à vos engagements, l'impartialité de l'Etat a été appliquée et la paix civile retrouvée, a-t-il déclaré. Les conditions essentielles du développement économique, social et culturel sont donc aujourd'hui réunies. Je tiens donc ici à vous remercier solennellement au nom de tous les Calédoniens et je tiens aussi à saluer l'action de M. le président de la République dont la clairvoyance a permis à notre espoir de devenir réalité ».

M. Lafleur a, toutefois, lancé une mise en garde : « Les habitants de notre territoire », dit-il, « et en particulier les plus démunis d'entre eux, pour qui ces accords ont fait

rendre l'espoir, en attendant surtout des changements dans leur vie quotidienne, il faut donc maintenant répondre à cette attente, tenir enfin les promesses sociales contenues dans les accords et ne pas décevoir cette immense espérance. Mais la précipitation, les actions désordonnées de certains hauts fonctionnaires investis de responsabilités économiques, doivent impérativement cesser, elles vont à l'encontre du résultat recherché et risquent de nous faire perdre à tous, en définitive, un retard préjudiciable ».

A propos des hauts fonctionnaires, M. Rocard lui a répondu qu'il s'agit probablement d'un « malentendu » et qu'il réglemait cela en privé. A propos des espérances sociales, le premier ministre a ajouté : « On ne peut indéfiniment reculer la date du partage. Croire gagner du temps serait, en fait, en perdre ».

(Lire également page 8.)

Venus des cinq continents

Dix mille jeunes célèbrent à Paris la démocratie et les droits de l'homme

Dix mille jeunes venus du monde entier vont célébrer à Paris, du lundi 21 au samedi 26 août, les droits de l'homme et la démocratie. Cette opération, baptisée « Paris 89 », le pari des jeunes », est organisée à l'initiative de quatre organisations de jeunesse : l'Union des jeunes démocrates européens (DEMYC), la Fédération internationale des jeunes libéraux et radicaux (FILRY), l'Union internationale des jeunes socialistes (IUSY) et l'Union internationale des jeunes démocrates-chrétiens (UJDC).

Elle est parrainée, entre autres, par M. François Mitterrand, M. Jacques Chirac, maire de Paris, et la Mission du bicentenaire et la CEE. Coût global : 30 millions de francs, dont 15 payés par les jeunes eux-mêmes.

Le cœur de « Paris 89 » est situé dans l'hippodrome d'Auteuil, où six pavillons et quatre amphithéâtres forment un Village des droits de l'homme, lieu permanent de rencontres, d'échanges et bien sûr de débats.

Pour la première fois, rappelle Christian Koutzine, secrétaire général de « Paris 89 », un rassemblement de jeunesse d'initiative politique se tient dans un pays de l'Ouest : jusqu'à présent, le Youth World Festival a eu lieu exclusivement à l'Est - Moscou en 1985, La Havane quatre ans après... Carrefour de réflexion, « Paris 89 » prévoit une série de débats, de colloques et de tables rondes, animés par des personnalités venues de tous les horizons, telles que Marcelino Oreja, ancien ministre des affaires étrangères espagnol, ou Tariq Sobhani, conseiller à la santé du gouvernement pakistanais, ou le secrétaire.

Les festivités devraient commencer par l'inauguration officielle du Village des droits de l'homme à Auteuil, lundi. Parmi les manifestations principales, les « ambassadeurs de l'égalité » (trois cents quarante-dix jeunes doivent porter l'appel de « Paris 89 » et la Déclaration des droits de l'homme à toutes les délégations étrangères et peuples à Paris), mardi à 10 heures la Babel de la fraternité (un monument dédié à la jeunesse mondiale) jeudi à 18 heures dans le Village le départ du cortège des « fleur beaux de la liberté » en bas de Champs-Élysées à 21 heures, vendredi et l'inauguration de l'Arch de la fraternité à la Défense samedi à 18 heures.

A découvrir d'urgence, UN VRAI TRÉSOR : DES MILLIERS DE COUPONS "MODE" (ET DÉCORATION) Des tissus de toutes sortes, y compris de vraies raretés, des métrages épatants pour une jupe, une robe, une blouse, un bermuda, un blazer, etc. Ou pour des rideaux, des coussins, des jupes de lit... Dans toutes les plus belles qualités : soie, lin, polyester, laine, coton, etc.

RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

PROMOTION D'ÉTÉ Remises exceptionnelles sur micro-ordinateurs APPLE, IBM, COMPAQ Ex : Compaq SLT 286 37760 F HT 28 313 F HT jusqu'au 30 août inclus

chez KA l'informatique douce 14, rue Magellan - 75008 Paris Tél. (1) 47 23 72 00 - Tx 611 869 Ouvert du lundi au vendredi.